Supplément Radio-Télévision

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

rue Falguière, 75... Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14123 - 6 F — DIMANCHE 24 - LUNDI 25 JUIN 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Aider l'URSS ?

LES Américains et les Britanniques traînent les pieds, mais ils devront sans doute y venir : l'idée d'une aide non plus seulement technique et éducative, mais aussi « financière et commerciale » à l'URSS, comme le précisait au « Monde » M. Mitterrand, fait son chemin. Elle s'impose déjà comme l'un des principaux points de l'ordre du jour du sommet des sept grandes démocraties industrielles le mois prochain à Houston, et elle a déjà pris corps avec l'énorme crédit de 17 milliards de francs que le gouvernement ouest-allemand s'apprête à garantir à Moscou.

A première vue, la démarche est surprenante. Lors de leur dernier sommet de Paris, il y a un an, les Sept avaient poliment écarté une première supplique de M. Gorbatchev et concentré leur soutien sur les deux Etats est-européens qui commençaient alors à sortir du socialisme, la Hongrie et la Pologne. Depuis lors, les révolutions chez leurs voisins ont décuplé les besoins dans cette seule région. Comment ajouter à ce groupe, déjà important, des assistés une Union soviétique aussi immense que démunie ? Comment concilier cet effort avec les engagements pris envers le tiers-monde, avec les remises de dettes que l'on promet généreusement, dans le même temps, aux pays les plus pauvres ?

IL est vrai que la situation économique de l'URSS s'est aggravée de manière catastrophique depuis un an, et qu'elle pourrait justifier à bref délai une aide humanitaire du type de celle que les pays riches acheminent périodiquement vers les pays frappés de disette. Mais de là à penser que l'on aidera ainsi les réformes, comme l'assure M. Mitterrand, il y a un pas qu'il est bien téméraire de franchir.

Car la vraie raison de la crise actuelle en URSS est précisément l'absence de réforme économique digne de ce nom depuis cinq ans que dure, officiellement, la perestroïka politique. Or M. Gorbatchev continue d'hésiter, comme en témoigne sa récente promesse de ne rien faire avant d'avoir une nouvelle fois consulté la population, et même le comité central d'un parti que l'on croyait devenu secondaire.

EN l'état actuel des choses, il est donc beaucoup plus probable que l'aide occidentale aidera en fait le dirigeant soviétique à tergiverser encore, voire à consolider sa nouvelle alliance avec certains conservateurs russes « modérés », comme le Léningradois Guidaspov, pour tenter de sauver son siège à la tête du PC soviétique. Une perspective qui n'a rien d'exaltant, et dont le succès n'est d'ailleurs nullement garanti.

Dans ces conditions, la vraie raison du tournant occidental doit sans doute être recherchée ailleurs. Il s'agit, pour M. Kohl surtout, d'obtenir le maximum de concessions diplomatiques en cette période cruciale, d' « acheter » au prix fort une Allemagne de l'Est dont la perte est durement ressentie à Moscou. Si l'on en juge par les dernières propositions de M. Chevardnadze, le résultat n'est pas encore au rendez-vous : cette Allemagne condamnée à héberger des troupes soviétiques pour cinq ans encore et sans présence compensatoire des Occidentaux à Berlin ne peut évidemment le satisfaire. Mais avec quelques milliards de marks de plus...

Lire page 3 l'article de CLAIRE TRÉAN.



M 0146 - 625 0 - 6,00 F

Grave crise constitutionnelle

## L'unité du Canada de nouveau menacée

*Une grave crise politique s'est ouverte vendredi 22 juin au Canada, et de nouvelles menaces pèsent sur l'unité du pays. Le gouvernement fédéral d'Ottawa a, en effet, reconnu l'échec de l'accord dit « du Lac Meech », deux provinces anglophones – le Manitoba et Terre-Neuve – ayant refusé de ratifier dans les délais prévus l'amendement constitutionnel reconnaissant au Québec le statut de « société distincte ».*

MONTRÉAL

*de notre correspondante*

Le dernier espoir de voir le Canada sortir de l'une des plus graves crises constitutionnelles de son histoire s'est envolé. Le gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney a laconiquement reconnu, *vendredi 22 juin*, que l'accord permettant au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada avec le statut de « société distincte » devait être considéré comme « mort », à la veille de son entrée en vigueur.

Les législatures des deux dernières provinces (Terre-Neuve et le Manitoba), qui n'avaient pas ratifié cette entente conclue en 1987, ont refusé de le faire à temps, ajournant indéfiniment leurs travaux. Cet échec ouvre une période de hautes turbulences politiques pour le Canada, dont la seule province à majorité francophone risque fort de remettre en question son appartenance à la fédération canadienne.

*« Tragi-comédie pathétique » ; « pantomime loufoque où le Canada se couvre de ridicule »* : les Québécois, francophones à 82 %, n'ont pas de mots assez forts pour exprimer leur *« écœurement »* devant l'échec des ultimes tractations, qui, après trois années de déchirements et de laborieux palabres, les laissent toujours aussi isolés. La Belle Province reste en effet dans un *no man's land*, à l'écart d'une Constitution « canadienne » amendée et rapatriée de Londres en 1982 sans leur aval.

MARTINE JACOT

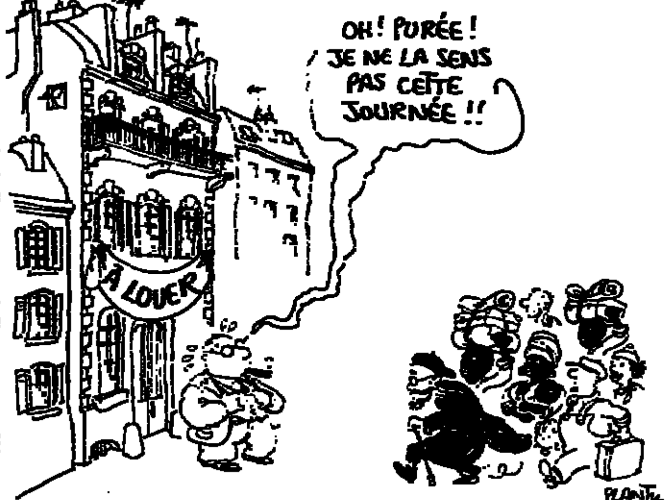
Lire la suite page 5

Malgré les efforts du gouvernement

## Forte augmentation des loyers à Paris

*Dans la région parisienne, les loyers du parc locatif privé continuent de flamber. En 1989, la hausse moyenne a été de 7,4 %, selon l'enquête annuelle de l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne. L'augmentation est moindre qu'en 1988 (7,8 %) mais représente deux fois plus que l'inflation. M. Bérégovoy prépare un nouveau décret prolongeant d'un an la limitation de la hausse qui avait déjà été instaurée en août 1989.*





Lire l'article de JOSÉE DOYÈRE page 13



## Iran : « Une épreuve envoyée par Dieu »

*Tandis que le bilan du séisme s'alourdit, les autorités de Téhéran sont divisées sur l'aide étrangère*

TEHERAN

*correspondance*

Comme s'il n'y avait pas près de quarante mille morts, selon un bilan provisoire, comme si l'Iran n'avait *pas subi un des tremblements de* terre les plus meurtriers de son histoire, les dirigeants iraniens semblaient encore partagés, samedi 23 juin, sur l'attitude à avoir face à l'aide occidentale. Le bras de fer qui dure depuis la mort de Khomeiny, il y a un an, entre les « pragmatiques », dont le président Hachemi Rafsandjani, et les « durs » du régime, n'avait pas cédé devant l'urgence. L'Iran reste l'Iran.

Pendant que la télévision montrait, vendredi, une mère de six enfants n'ayant pu sauver, serrés contre elle, que les deux bébés, et que l'imam de Roudbar, une petite ville située entre Racht et Zandjan, estimait, compte tenu du nombre de villages n'ayant pu encore être atteints par les sauveteurs, que le bilan diffusé était certainement *« loin du compte »*, l'ayatollah Abdulkharim Moussavi Ardebili appelait les fidèles de la prière du vendredi à l'université de Téhéran, à *« ne faire aucune confiance aux pays étrangers »* et à assumer la catastrophe par eux-mêmes. Le séisme de ce 30 du mois de khordad 1369, a, d'ores et déjà, été inscrit au martyrologe islamique par le guide Ali Khamenei : c'est, a-t-il dit, *« une épreuve envoyée par Dieu »*.

Au même moment, comme si la voix des « durs » opposés à tout compromis avec l'Occident avait été entendue et qu'il s'agissait de rafraîchir l'enthousiasme européen, le Croissant-Rouge iranien a fait savoir, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge à Genève, qu'il n'était pas question d'accepter de médecins, techniciens, et chiens renifleurs sur le territoire, et que seuls les équipements médicaux et les bulldozers étaient les bienvenus.

Pas question non plus de recevoir un sang étranger – ce seul point fait l'unanimité et des collectes ont été organisées dans les mosquées – mais seulement des poches de transfusion. Les visas ne seraient délivrés que pour vingt-quatre heures aux équipes, le temps de déposer leurs secours.

Lire la suite page 8

### *La Fête du cinéma*

Les derniers accords de la Fête de la musique à peine envolés, le cinéma prend le relais. Pour relancer la fréquentation des salles obscures, toute la profession s'est mobilisée, dès le samedi 23 juin, au Palais de Tokyo à Paris. Une gigantesque pellicule guidera les visiteurs à travers les métiers du cinéma. Pendant cinq jours, se succèderont projections, cours de maquillage, bouts d'essai, ventes aux enchères de costumes de stars, démonstrations d'acteurs, de cascadeurs ou d'effets spéciaux. Le jeudi 28 juin, la plupart des salles de France offriront cinq séances pour le prix d'un seul billet.

Lire nos informations page 9



## Les premières leçons du Mondiale

*Gérard Houiller, futur directeur technique du football français, présent en Italie, met l'accent sur la nécessaire polyvalence des joueurs*

*Ancien entraîneur du RC-Lens et de Paris-Saint-Germain, Gérard Houllier sera nommé, le 29 juin, directeur technique national du football français et entraîneur de l'équipe de France. Présent en Italie depuis le début du Mondiale, il tire le bilan des quinze premiers jours de cette compétition.*

TURIN

*de notre envoyé spécial*

***« Quelle leçon particulière faut-il retenir du premier tour de cette Coupe du Monde ?***

– Quelque chose de révolutionnaire s'est passé ici : l'évolution du système de jeu des Anglais. Contre les Pays-Bas puis, vendredi dernier, contre l'Egypte, ils ont révolutionné leur défense en jouant pour la première fois avec un libéro, deux stoppeurs et deux arrières d'aile. Eux qui persistaient à évoluer avec quatre défenseurs en ligne semblent avoir décidé de s'occuper des autres, prenant enfin en compte l'évolution du football. C'est le divorce le plus complet avec la tradition anglaise. Le Channel est franchi. J'imagine aujourd'hui la réaction de tous les entraîneurs de ce pays assistant à ce qui doit leur sembler un reniement d'une religion. Mais ce nouveau style anglais peut donner maintenant à ce pays tous les espoirs de revenir au plus haut niveau.

***– La présence à ce stade de nouveaux pays tels que la Colombie, le Costa-Rica, l'Egypte, le Cameroun, est-elle une surprise ?***

– Depuis quatre ou cinq ans, tous les sélectionneurs savent bien, qu'hormis peut-être le Luxembourg, il n'y a plus véritablement de petites nations du football. Toutes sont structurées et, avec un minimum de talent et d'organisation, elles peuvent tenir tête sur un match à n'importe qui. Le Cameroun, le Costa-Rica et surtout, malgré son élimination, l'Egypte qui leur était intrinsèquement supérieure, ont surpris effectivement, moins la Colombie qui a toujours eu de grands clubs. Ces équipes ont progressé parce qu'elles nous donnent l'impression de ne plus rien laisser désormais au hasard.

***– Ce progrès doit-il introduire dans l'avenir une plus forte représentation des pays africains ?***

– Leurs résultats vont certainement les aider à obtenir plus de poids. Mais il y a ce qui se passe sur le terrain et dans les bureaux de la FIFA. La forte présence traditionnelle et traditionnaliste des Britanniques en son sein n'incline guère, malheureusement pour l'instant, à imaginer une évolution rapide.

Propos recueillis par DANIEL CARTON

Lire la suite page 10

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB, Canada, 2,25 $ CAN; Antilles/Réunion, 8 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p ; Grèce, 180 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 40 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 1,75 $ . USA (others), 2 $.

**Le Monde**

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15

*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* ».
Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde-Entreprises.
« Association Beuve-Méry »,
M. André Fontaine, gérant.

**Le Monde PUBLICITE S.A.**

André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
*Micheline Oerlemans*, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax 45-55-04-70 - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA

Imprimerie du « Monde »
12, r M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex



Commission paritaire des journaux et publications, n° *57 437*
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20



Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, *directeur de la publication*
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261311 F MONDSIR

# DATES

Il y a vingt-cinq ans

## Boumediène renverse Ahmed Ben Bella



L'ON parle toujours trop vite. La veille, le 18 juin 1965, le président Ben Bella s'en était pris violemment à la presse étrangère coupable d'avoir écrit que d'âpres conflits déchiraient la direction du FLN pourtant *« plus unie que jamais »*. Il était alors à Oran, venu assister à l'un de ces matchs de football dont il était si friand. Quelques heures plus tard, rentré à Alger, le premier président de la République algérienne, Ahmed Ben Bella, était arrêté à sa résidence de la villa Joly par des soldats en tenue de campagne puis conduit vers une destination inconnue. Il était 3 h 30 du matin, ce 19 juin 1965. En ce samedi, début d'un week-end chaud, à quelques heures seulement d'une réunion du bureau politique du FLN convoquée à la résidence du chef de l'Etat, une partie de cette direction si *« unie »* avait fait jeter l'autre partie en prison. Cinq jours plus tard aurait dû s'ouvrir à Alger le sommet afro-asiatique au cours duquel le président algérien comptait bien apparaître comme l'un des principaux leaders du tiers-monde.

L'opération a été rapidement menée. Selon un plan classique maintes fois appliqué dans des opérations similaires, l'armée a investi les principaux bâtiments publics, les centres de communication et les locaux de la radio-télévision. Elle a déployé ses chars aux carrefours tandis que la radio diffusait inlassablement communiqués et musique militaire. A 12 h 05, dans un message signé du colonel Boumediène, ministre de la défense du gouvernement Ben Bella, Radio Alger annonce la création d'un conseil de la révolution qui assume tous les pouvoirs. Une heure trente plus tard, une escouade de censeurs s'abattent sur les agences de presse. Désormais, rien ne pourra être publié sans leur accord.

### *L'armée à l'assaut de la Kabylie*

Hors quelques manifestations sporadiques durant les jours suivants – notamment à Annaba (ex-Bône) où l'on signalera quand même une dizaine de morts à la suite de sanglants affrontements avec l'armée – le coup d'Etat ne soulève que l'indifférence d'une population apparemment moins attachée qu'on ne le disait à ce président dont le verbe avait su si souvent la soulever. La Casbah, notamment, restera calme. Or, durant trois ans, les habitants de ce quartier, où Ben Bella a toujours su mobiliser les siens, ont vibré à ses accents, l'ont accompagné dans ses grandes fresques, ont applaudi à ses initiatives. Trois ans d'une sorte d'irrésistible cavalcade à laquelle rien ne semblait devoir s'opposer. Le président a le contact avec le petit peuple. Il a aussi la baraka : à peine sorti des geôles françaises où l'a jeté le détournement de son avion en 1956, il s'est imposé contre la direction du GPRA (gouvernement provisoire de la République algérienne), est rentré en Algérie quelques jours après la proclamation de l'indépendance, a rapidement accédé, le 28 septembre 1962, à la présidence du conseil, puis au secrétariat général du bureau politique du FLN en avril 1963, à la présidence de la République, enfin, le 15 septembre 1963.

Premier ministre, secrétaire général du parti unique, président de la République : les règles du régime socialiste version soviétique sont respectées. Ahmed Ben Bella, qui sera d'ailleurs fait héros de l'Union soviétique et décoré de l'ordre de Lénine par Nikita Khrouchtchev, concentre bien dans ses mains tous les pouvoirs. Et c'est d'ailleurs là que le bât blesse. Responsable de tout, il rassemble sur son nom toutes les oppositions. Tour à tour, à la faveur de ses initiatives aussi brutales que peu concertées, il a vu se lever contre lui ses anciens compagnons de la clandestinité : Mohammed Khider, Boudiaf, Aït Ahmed, Krim Belkacem, et même le paisible Ferhat Abbas qui démissionnera avec fracas de la présidence de l'Assemblée constituante.

Un conflit frontalier avec le Maroc a désarçonné une partie de ses adversaires, tiraillés entre leur patriotisme et leur opposition. Mais la Kabylie, elle, continue à gronder et la menace est de taille. Ben Bella s'appuie alors sur l'armée commandée par Houari Boumediène pour réduire la rébellion. Des décennies plus tard, les villages de la région se souviennent encore de la férocité de la répression, *« pire que celle menée par les tirailleurs sénégalais du temps des Français »* dit-on souvent en Kabylie.

Contrairement à d'autres pays du tiers-monde déchirés en factions rivales et où les militaires sont devenus le recours obligé, l'Algérie, dirigée par un civil appuyé sur la rue, avait jusqu'alors paru devoir échapper à la tentation des colonels. Mais le recours à l'armée pour régler un problème politique – et la Kabylie en était un de taille – ne se fait jamais impunément.

### *Une situation économique catastrophique*

Ben Bella à peine arrêté, Boumediène, grâce à l'aide duquel, trois ans plus tôt, il a pris le dessus sur ses rivaux de la direction du FLN, fait publier un communiqué-programme pour expliquer les raisons du coup d'Etat. Un réquisitoire en règle contre le pouvoir personnel du *« tyran »* accusé tour à tour de *« calculs sordides »*, de *« narcissisme politique »* et d'*« amour morbide du pouvoir »*. *« Quelle que soit l'importance de sa mission,* poursuit le communiqué, *nul ne peut prétendre incarner seul à la fois l'Algérie, la révolution et le socialisme. Quelle que soit la forme que peut prendre la confusion des pouvoirs, elle ne peut permettre de disposer du pays et des affaires publiques dont on a la garde comme d'une propriété personnelle et privée. »* Après cette charge, où les mots de *« pouvoir personnel »* sont répétés comme une litanie, le communiqué assure que les options fondamentales de l'Algérie sont *« irréversibles »* et les *« acquis de la révolution inaliénables »*.

Cependant une lecture plus attentive permet de percevoir l'une des raisons du divorce : la catastrophique situation économique et les moyens d'y remédier. *« Seules des mesures rigoureuses définitives et une politique ferme et claire peuvent nous sortir du marasme général qui s'exprime déjà par une baisse de la productivité »*, assurent, au détour d'une phrase, les auteurs de la proclamation en dénonçant *« une rentabilité économique décroissante et un désinvestissement inquiétant »*. Rien de plus n'est dit sur le sujet et c'est sans doute la raison pour laquelle l'incise passera presque inaperçue.

Plus remarquées, en revanche, seront les références aux *« traditions séculaires »* et aux *« valeurs morales »* de la société algérienne dont les mentions semblent indiquer la volonté du nouveau pouvoir d'amorcer un retour à l'islam bousculé par le réformisme athée qu'incarnent bien les nombreux militants communistes ou anciens communistes présents dans l'entourage du président déchu.

Droite modérée contre gauche activiste : au niveau international la grille de lecture sera instantanée. Israël ne tarde pas à se féliciter du nouveau cours et l'un des premiers pays à reconnaître le nouveau régime sera le Vietnam du Sud. Moscou en revanche est inquiète. Il n'en faut sans doute guère plus pour que Pékin, en plein divorce avec son puissant voisin, apporte par la voix de son ambassadeur, reçu aussitôt par le colonel Boumediène, *« son appui total et inconditionnel à la révolution algérienne et soutient le Conseil national de la révolution »*.

### *Gauchistes folkloriques*

Restera cependant le sentiment, renforcé par la présence aux côtés des putschistes des principaux ministres du gouvernement, que ce qui vient finalement de se régler n'est qu'une lutte entre factions rivales, un combat entre des gens raisonnables soucieux de mesure et un président incontrôlable, mal conseillé par des gauchistes folkloriques, toujours prêt à se lancer dans une nouvelle et imprévisible aventure. L'explication montre à quel point le coup d'Etat a pris au dépourvu les observateurs étrangers. Derrière les chars du colonel ministre de la défense se sont en effet rangés bon nombre des anciens collaborateurs et amis du président Ben Bella. Les affrontements d'ambitions personnelles ne font plus de doute et quoi de plus inattendu que l'issue d'une telle lutte ? Personne n'avait rien vu venir parce que peu savaient dans quel état réel se trouvait le pays et quels étaient les choix en présence. La transparence de l'Etat algérien n'était déjà pas sa principale qualité.

Maître du pays, le colonel Boumediène deviendra bientôt le président Boumediène. Plus austère qu'Ahmed Ben Bella envoyé en prison, sans jugement, durant quinze ans, moins avide aussi de communier avec la foule, il saura éviter le style brouillon, ce *« gouvernement de la tribune et du micro »*, selon la pertinente formule de Jean Lacouture, de son prédécesseur, le sentiment de constante improvisation dont se plaindront plus tard les anciens collaborateurs du premier président algérien.

### *Le même pouvoir personnel*

Mais l'homme saura s'accommoder, et de quelle façon, du pouvoir personnel contre lequel il avait lancé ses chars. Les élections libres promises ne viendront pas, pas plus que le pluripartisme qui avait attiré derrière le nouvel homme fort certains responsables politiques civils vite éloignés. Le FLN lui-même connaîtra la férule d'un homme peu disposé à s'en laisser conter par des politiciens : simple courroie de transmission du président, il n'aura son congrès qu'à la fin de la décennie 70. Ben Bella avait eu ses milices composées de civils militarisés intervenant hors de tout contrôle pour la « sauvegarde de la révolution » ; Boumediène aura sa sécurité militaire, plus professionnelle et autrement plus efficace.

Le pouvoir avait changé de style mais, notamment par manque de ce débat public que seule permet la démocratie, il ne saura pas régler les problèmes qui déjà émergent : les choix industriels, le développement agricole, la démographie et la formation des jeunes, la bureaucratie de l'appareil d'Etat, la corruption. Vingt-cinq ans plus tard, dans un contexte de crise économique décuplée, ce sont toujours les problèmes de l'Algérie.

*Avec à peine moins de fougue qu'il y a vingt-cinq ans,* le premier président de l'Algérie indépendante, libéré à la mort de celui qui l'avait renversé, se verrait bien revenir au pays pour les régler.

**GEORGES MARION**





Réunis à Berlin-Est

# Les participants à la conférence « 2 + 4 » souhaitent que la question allemande soit réglée d'ici à novembre

**Les deux Allemagnes et les quatre puissances victorieuses de la guerre (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS) se sont mises d'accord, vendredi 22 juin à Berlin-Est, sur un calendrier de négociations qui, si tout va bien, devraient permettre de régler d'ici à novembre les aspects extérieurs de l'unification allemande.**

BERLIN-EST

*de notre envoyé spécial*

Cette décision traduit la volonté de tous, y compris des Soviétiques, de parvenir maintenant rapidement à une solution de la question allemande. Plus rien ne s'opposerait ainsi à ce qu'un Parlement commun aux deux Allemagnes soit élu, comme le voulait le chancelier Kohl, avant la fin de l'année. Le parlement est-allemand a adopté le même jour un projet de loi réinstituant l'ancienne structure fédérale de l'Allemagne de l'Est, qui retrouve ses cinq lander et une configuration compatible avec celle de la RFA. Profitant de leur présence à Berlin à quelques jours de l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire interallemande, les ministres des affaires étrangères de la conférence «2 + 4» ont marqué leur rencontre par un geste symbolique. A l'initiative des Américains, les six ministres, y compris le soviétique, M. Edouard Chevardnadze, avaient pris part le matin même à une cérémonie émouvante pour la destruction du point de contrôle allié, Checkpoint Charlie.

On avait associé aux festivités les municipalités des deux Berlins, qui depuis les élections municipales du 6 mai, travaillent la main dans la main pour préparer la réunification de la ville. Le poste est-allemand de la Friedrichstrasse, qui contrôlait les allées et venues des étrangers entre les deux parties de Berlin, va être fermé à son tour le 1er juillet.

Du côté est, les gardes-frontières est-allemands, les mêmes qui effectuaient les contrôles avec tant d'assiduité il y a huit mois à peine, traînent désormais dans des bureaux devenus inutiles, attendant d'être reconvertis. Un brin moroses, ils étaient aux premières loges vendredi pour assister à l'enlèvement dans les airs, au bout d'une énorme grue, de la baraque de contrôle alliée qui les surveillait. Un détachement de musique américain entonna une marche joyeuse.

### *Des exigences soviétiques inacceptables*

Peut-être un peu moins sensible au charme de la situation, le ministre soviétique des affaires étrangères avait profité de la tribune qui lui était offerte pour exiger à nouveau de l'Allemagne des garanties de sécurité. Dans un document remis aux participants de la conférence pour faire le point de la position soviétique, M. Chevardnadze a suggéré une nouvelle variante d'un plan de réduction des armées allemandes.

Il prévoit une phase de transition de trois ans au cours de laquelle les effectifs allemands seraient réduits d'environ 600 000 hommes à 250 000. Dans le même temps, les forces des quatre puissances stationnées en Allemagne seraient réduites de moitié ; on commencerait par un retrait total des troupes de Berlin dans les six mois suivant l'élection d'un Parlement allemand unique. Les deux Alliances s'engageraient également à ne pas étendre leur territoire de compétence à l'intérieur de l'Allemagne pendant les cinq prochaines années.

Une fois posés ces principes – très vite rejetés par les Occidentaux – les Soviétiques ont fait plutôt preuve de bonne volonté. Ils ne se sont pas opposés à la demande des Allemands de l'Ouest d'avancer d'un mois le sommet de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui devrait donc se dérouler en novembre à Paris. D'ici là, les «2 + 4» devront s'être mis d'accord au sujet du cadre général de la réunification allemande, ce qui aurait pour effet de débloquer les négociations sur le désarmement conventionnel à Vienne.

Des experts ont été chargés de préparer un catalogue des questions qui restent à résoudre. Au cours de la prochaine réunion des ministres, le 17 juillet prochain à Paris, il est prévu d'essayer de régler définitivement la question de la frontière germano-polonaise. Le ministre polonais des affaires étrangères, M. Krysztof Kubiszowski, sera invité à prendre part aux travaux. Tout en prenant note des déclarations faites cette semaine par les deux Parlements allemands sur la reconnaissance de la frontière ouest de la Pologne, la conférence a estimé que la question méritait encore un « *reglement définitif* ».

M. Dumas, le ministre français, a indiqué lors de la conférence de presse de clôture qu'un traité devrait « *prolonger et consacrer* » ces déclarations. « *Notre position est claire*, a ajouté M. James Backer, secrétaire d'Etat américain, *une Allemagne unie comprend la RFA, la RDA et Berlin, ni moins ni plus* ».

L'ambition des ministres n'était pas de parvenir à résoudre le désaccord de fond entre les Occidentaux et les Soviétiques sur la place de l'Allemagne par rapport aux deux alliances existantes. Aux propositions soviétiques, les Occidentaux ont réagi avec un bel ensemble pour souligner qu'il ne pouvait être question de singulariser la future Allemagne par un statut spécial. Pour les Occidentaux, les *négociations engagées par la conférence* «2 + 4» doivent justement aboutir à rendre possible que le futur Etat dispose au jour de sa réunification de sa pleine et entière souveraineté, notamment la faculté de décider de son appartenance à une alliance et de la présence de troupes étrangères sur son territoire.

Cela n'exclut pas que les deux Etats allemands prennent d'ici là des initiatives. Le ministre est-allemand des affaires étrangères, M. Markus Meckel, a ainsi proposé officiellement vendredi – ce qui ne fera sans doute pas le bonheur du chancelier Kohl – une limitation à 3000 000 des forces armées d'une Allemagne réunifiée et le renoncement par le futur Etat à la possession d'armes nucléaires, biologiques et chimiques.

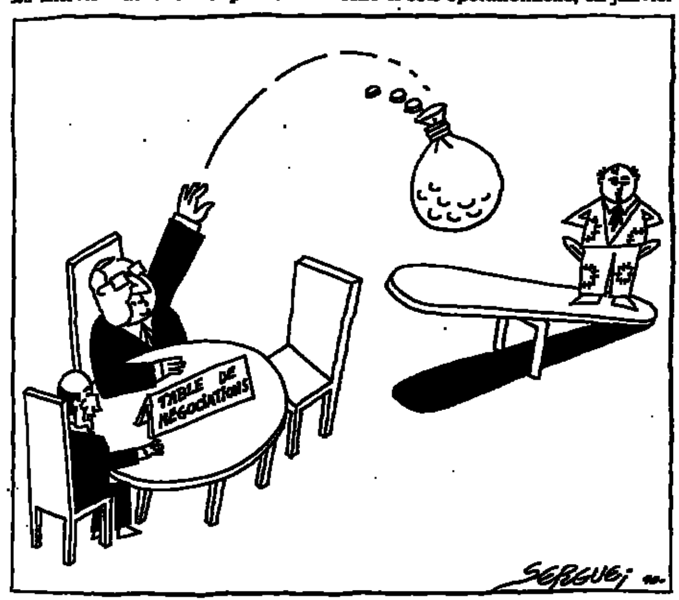
M. Chevardnadze a enfin rappelé qu'il attendait du sommet de l'OTAN, les 5 et 6 juillet, une réponse à la décision prise par le pacte de Varsovie, début juin, de se transformer en une alliance de nature essentiellement politique et au souhait soviétique de mettre en place des structures de coopération entre les deux alliances.

HENRI DE BRESSON

# MM. Kohl et Mitterrand appellent leurs partenaires occidentaux à aider économiquement l'URSS

M. François Mitterrand et le chancelier Kohl ont confirmé vendredi 22 juin, à l'issue de leur rencontre dans le bourg rhénan d'Assmannshausen, qu'ils allaient tenter de convaincre leurs partenaires occidentaux de la nécessité *« urgente »* d'une aide économique à l'Union soviétique. Ils saisiront de cette question les autres dirigeants de la Communauté lors du conseil européen qui doit se tenir à Dublin les 25 et 26 juin, puis feront valoir leur point de vue à Houston lors du sommet des sept pays les plus industrialisés, du 9 au 11 juillet.

C'est M. Mitterrand qui le premier avait fait état de cette intention dans son interview au *Monde* parue le




19 juin. *« Les grands esprits se rencontrent »*, notait-il vendredi, en rapportant qu'au même moment il avait été informé par lettre du projet similaire du chancelier Kohl. Plusieurs responsables américains ont entre-temps exprimé leurs réticences, notamment M. James Baker, qui estimait jeudi que d'importantes réformes devraient être accomplies en URSS avant qu'une telle aide ait quelque utilité.

*« C'est le même débat que pour l'œuf et la poule : l'aide occidentale, les réformes, par quoi commencer ? »*, a dit encore vendredi le président de la République qui pour sa part, et comme le chancelier Kohl, a tranché : sans aide extérieure il n'y aura pas de réformes du tout, estime-t-il. Dans son entourage, on juge la situation soviétique actuelle et celle qui résultera du démantèlement du système communiste à tel point critiques que l'aide occidentale pourrait s'apparenter à une assistance humanitaire.

On fait valoir le devoir des Occidentaux d'être cohérents avec la politique de soutien à Mikhaïl Gorbatchev qu'ils ont jusqu'à présent menée. Enfin on soupçonne les Américains de chercher simplement à imposer leurs conditions, à garder le choix du moment propice, à se réserver en somme la maîtrise et la gestion politique de toute opération de ce genre.

On souligne cependant qu'une aide économique occidentale, si elle prétend à quelque efficacité, doit obéir à une coordination dont les moyens à ce stade ne sont pas précisés. Dans la conférence de presse qu'il donnait vendredi en compagnie du chancelier Kohl, M. Mitterrand, à qui l'on demandait si la France envisageait de garantir des crédits bancaires à l'URSS, comme le gouvernement fédéral allemand, n'a pas répondu, estimant que cette question relevait du gouvernement. Il a affirmé que les efforts en faveur des pays de l'Est et de l'URSS devaient passer par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), mais qu'en attendant que celle-ci soit opérationnelle, en janvier 1991, des relais devraient être trouvés. *« On ne peut attendre janvier »*, a-t-il dit. Cette démarche de la France et de l'Allemagne auprès de leurs partenaires, qui se superpose à l'annonce par Bonn de l'octroi à l'URSS de crédits bancaires de 5 milliards de marks garantis par l'Etat, a aussi un aspect purement diplomatique, au moment où les Occidentaux attendent de l'URSS des concessions dans diverses négociations liées au statut de l'Allemagne. Le président de la République ne s'en est pas caché en reconnaissant que *« tout se tient »*.

MM. Kohl et Mitterrand ont d'autre part insisté sur la similitude de leurs positions à propos des autres grands sujets du moment. Une divergence était cependant perceptible depuis quelques jours, à propos de la date du sommet de la CSCE que Paris a proposé d'accueillir le 19 décembre, alors que Bonn souhaite qu'il se tienne plus tôt, en novembre par exemple, pour que des élections pan-allemandes puissent être organisées à sa suite, avant la fin de l'année.

Le souhait affiché vendredi par *M. Chevardnadze* de «boucler» les négociations sur l'Allemagne en novembre pourrait mettre un terme à ce différend. M. Mitterrand a d'ailleurs estimé vendredi à propos de ce sommet qu'il pourrait se tenir *« avant la toute fin de l'année »*.

CLAIRE TRÉAN

URSS

# Deux conservateurs élus à la tête de PC régionaux

## *M. Polozkov en Russie*

**M. Ivan Polozkov, l'une des nouvelles personnalités conservatrices, a été élu samedi 23 juin au matin premier secrétaire du Parti communiste de Russie, obtenant 1 396 voix en sa faveur et 1 251 contre. Dès vendredi, il était arrivé en tête au cours d'un premier tour de scrutin, avec 1 017 voix contre 848 qui étaient allées au gorbatchévien Oleg Lobov, deuxième secrétaire du comité central d'Arménie. Les voix acquises à ce premier tour par quatre autres candidats conservateurs lui ont assuré la victoire. Quant au seul candidat libéral, M. Vladimir Lyssenko, présenté par la Plateforme démocratique, il avait subi un échec sérieux, ne réunissant que 90 voix.**

**M. Polozkov s'était toutefois efforcé, en avançant sa candidature, de se présenter comme un centriste : « Notre parti est malade, il faut le guérir. Notre parti doit être sauvé des menaces de destruction venant de la gauche et de la droite », a-t-il dit.**

## *Un apparatchik provincial*

Son conservatisme était un peu trop prononcé au goût des députés du Parlement russe, qui lui avaient préféré M. Eltsine comme président. Il ne l'a pas été pour les communistes de la même République, et ce seul fait en dit long sur l'écart qui se creuse un peu partout entre les parlements – relativement progressistes – et les appareils du PC, qui choisissent la voie inverse. Mais il est vrai que ce provincial était trop typique de toute une génération d'apparatchiks pour ne pas devenir leur chef, au moins pour un temps.

Né en 1935, Ivan Kouzmitch Polozkov est membre du parti depuis trente-deux ans et a fait presque toute sa carrière dans la province profonde : d'abord à Koursk pendant près de vingt ans, puis à Krasnodar – la région du Nord-Caucase voisine de celle de Stavropol, chère à M. Gorbatchev – où il est nommé premier secrétaire régional en juin 1985, dès les débuts du nouveau règne. Une promotion qui lui vaut l'année suivante un siège au comité central du parti.

### *« Démocratie de meetings »*

Il n'en a pas moins fait d'assez longs séjours à Moscou : élève, jusqu'en 1980, de l'Académie des sciences sociales que dirige alors M. Vadim Medvedev, l'actuel idéologue en chef du parti, il a été également haut fonctionnaire du comité central pendant sept ans au total, dirigeant notamment, en 1983 et 1984, un secteur du département des cadres sous la houlette de M. Ligatchev. Et il y a tout lieu de penser qu'il continue de partager aujourd'hui toutes les idées du chef de file conservateur, y compris son intention d'écarter M. Gorbatchev de ses responsabilités à la tête du parti fédéral.

Conservateur, M. Polozkov l'est en effet dès le début des premiers débats sur la perestroïka. *A la* conférence du parti de juin 1988, il plaide pour la discipline au sein d'un parti qu'il veut toujours *« monolithique »*.

Au plénum d'avril 1989, première grande manifestation du « chœur des pleureuses » qu'est devenu le comité central, il dénonce la *« désidéologisation »* de la vie publique et la *« démocratie de meetings »*. Au dernier des congrès des députés, il fustige plus violemment que les autres les coopératives privées, cet instrument de *« spoliation »*.

Jusqu'à tout récemment toutefois, il évitait de critiquer directement l'architecte de la perestroïka. Mais ce réflexe «légitimiste» est tombé, comme pour bien d'autres, avec le congrès des communistes de Russie. Dans son discours, il dénonce durement la direction gorbatchévienne pour son *« inconsistance sur les principes, son retard à prendre les décisions importantes, son incapacité à redresser promptement les erreurs »*.

Jusqu'à présent, M. Polozkov compensait son conservatisme de parti par une dénonciation vigoureuse des administrations d'Etat et par des appels insistants en faveur *de l'autonomie des soviets locaux*. A ce titre, il devrait trouver l'oreille de ses anciens pairs des provinces russes, même s'il lui reste quelque chemin à parcourir pour trouver celle des nouveaux courants, écologistes et autres : ne plaidait-il pas, en 1986, pour la construction d'une centrale nucléaire dans son fief de Krasnodar ?

MICHEL TATU

## *M. Gourenko en Ukraine*

**M. Stanislav Gourenko a été élu vendredi 22 juin premier secrétaire du PC d'Ukraine, en remplacement de M. Vladimir Ivachko, récemment devenu président de cette République, a annoncé l'agence Tass.**

Le changement est quelque peu inattendu, car M. Ivachko, qui est aussi membre du bureau politique à Moscou, avait assuré récemment qu'il ne comptait pas abandonner tout de suite ses fonctions à la tête du parti ukrainien, même s'il considérait que le cumul de cette fonction avec la présidence de la République n'était pas souhaitable à long terme. Dans tous les cas, le changement constitue un précédent pour le prochain congrès du parti fédéral et un argument de plus pour ceux qui, comme M. Ligatchev, estiment que M. Gorbatchev ne peut à la fois diriger ce parti et être président de l'URSS.

Cela dit, M. Gourenko représente la même ligne conservatrice que son prédécesseur, puisqu'il avait été son second depuis octobre dernier et secrétaire du PC ukrainien, à ses côtés, depuis 1987. Né en 1936, membre du parti depuis 1961, cet ingénieur a travaillé longtemps dans une usine de constructions mécaniques de Donetsk avant de devenir secrétaire du parti dans la même région en 1976. Il fut ensuite vice-président du gouvernement ukrainien pendant sept ans, de 1980 à 1987.

M. T.

# EUROPE

## ROUMANIE

### Le gouvernement se déclare « prêt à accorder son soutien » aux partis d'opposition

Le gouvernement roumain s'est déclaré *« prêt à accorder son soutien aux partis (...) dont l'activité a été interrompue du 13 au 15 juin »*, c'est-à-dire aux formations d'opposition dont les locaux avaient été saccagés lors des violents et sanglants affrontements qui s'étaient déroulés à Bucarest.

Dans un communiqué publié vendredi 22 juin, dans le cadre de la campagne visant à la réhabilitation de l'image du pouvoir roumain après ces événements, le gouvernement revient également sur ses accusations précédentes, affirmant qu'aucun indice d'activité illégale de la part du Parti national libéral (PNL) n'a été relevé. L'activité de ces *« partis, organisations et associations, politiques ou non, constitue la garantie de l'expression libre des opinions politiques »*, ajoute le communiqué.

Le président du PNL, le sénateur Radu Campeanu, a par ailleurs assisté vendredi, aux côtés du chef de l'Etat, M. Ion Iliescu, à une messe célébrée au patriarcat orthodoxe, dans le cadre de la commémoration, ce même jour, de la mémoire des morts de la révolution, il y a six mois. Des représentants du gouvernement, de l'armée et du parlement ont déposé des gerbes aux endroits de la capitale où étaient tombées les victimes. M. Iliescu s'est arrêté un instant *face à la foule,* écrasant quelques larmes avec son mouchoir. – *(AFP, Reuter.)*

# EUROPE 93

## Le conseil européen de Dublin

### L'initiative franco-allemande sur l'union politique se heurte encore à la méfiance de certains partenaires

DUBLIN

*de notre envoyé spécial*

Sauf surprise de dernière minute, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, réunis lundi 25 et mardi 26 juin à Dublin, vont convoquer la conférence intergouvernementale qui, à compter du mois de décembre, délibérera, sur la base de l'initiative franco-allemande, de la manière de transformer la Communauté en une union politique, et en particulier de la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune.

Cette conférence sur l'union politique se tiendra parallèlement à celle consacrée à la mise en place de l'union économique et monétaire (UEM). On parle des 13 et 14 décembre 1990 comme date de départ pour chacun des deux exercices.

Les chefs d'Etat et de gouvernement, après avoir pris acte du rapport rédigé par les représentants personnels des ministres des affaires étrangères (*le Monde* du 20 juin), se contenteront-ils d'une décision de procédure, ou bien confronteront-ils leurs réflexions sur la démarche commune au président François Mitterrand et au chancelier Helmut Kohl ? Cela dépend beaucoup dépend de la manière dont la présidence irlandaise dirigera les débats.

Plusieurs pays membres, s'ils ont souscrit d'entrée de jeu à la relance politique préconisée par Paris et Bonn, conservent des doutes quant aux méthodes envisagées et quant aux véritables intentions des promoteurs de l'exercice. La fronde rampante à laquelle on assiste n'est pas le fait du Royaume-Uni, sceptique à l'égard du concept d'union politique, mais d'autres pays qui, tout en étant favorables au projet, sont encore plus attachés à n'y parvenir que *« dans le respect des équilibres institutionnels »*.

#### La nécessité de dissiper un malaise

*« L'initiative franco-allemande demeure incertaine dans ses implications concrètes »*, entend-on à Bruxelles, où l'on déplore que les deux gouvernements n'aient pas précisé de façon écrite leur projet. *« Bien des malentendus ont été écartés »*, estime-t-on au contraire du côté français. Le rendez-vous de Dublin pourrait être l'occasion de clarifier les sentiments des uns et des autres, sinon de complètement dissiper un malaise qui a des causes profondes (la crainte d'un directoire franco-allemand chez certains « petits » Etats membres, encore avivée par l'incident récent de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est), celle, plus ou moins refoulée mais persistante, que suscite à la commission la perspective d'une réflexion sur la réforme de l'exécutif communautaire).

Certes, les esprits ont évolué depuis le conseil européen extraordinaire du 28 avril à Dublin. Certains partenaires de la France et de la RFA qui croyaient à un coup de bluff estiment que les deux gouvernements sont effectivement décidés à bâtir une politique étrangère commune et seraient disposés à démontrer le sérieux de leurs intentions si l'on voulait les prendre au mot sur tel ou tel sujet présentant un intérêt essentiel pour l'Europe, telle la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) ou l'OTAN.

Quant aux moyens de rendre cette amorce de politique étrangère commune opérationnelle, si la méfiance n'a pas encore complètement disparu, les mêmes partenaires commencent à admettre que Paris et Bonn ne songent pas sournoisement à remettre en selle des procédures intergouvernementales. *« Nous sommes à la recherche d'un nouveau mode de décision, en voulant dépasser la situation actuelle, très malsaine, où il existe deux filières séparées, l'une ayant trait aux affaires communautaires, l'autre à la coopération politique »*, expliquent les Français, qui ajoutent : *« Le Conseil européen seul peut donner une impulsion forte en matière de politique étrangère, mais notre souci serait de rehausser le niveau de l'ensemble des institutions communautaires. »*

#### La question du siège

Cependant, plusieurs partenaires ne sont encore qu'à moitié rassurés, et sont prêts à réintroduire au moindre faux pas psychologique leur procès d'intention contre Bonn et Paris, si bien qu'un effort de pédagogie supplémentaire ne serait pas inutile.

L'exercice risque d'être compromis si les Douze commencent à s'étriper à propos du siège des institutions. La présidence irlandaise, dont c'était l'une des missions, ne s'est apparemment pas beaucoup démenée pour favoriser un compromis. Au début de la semaine, M. Roland Dumas, soucieux de crever l'abcès, n'a pas présenté le dossier d'une manière vraiment propre à relever la cote de popularité des Français. *« Nous demandons aux pays partenaires de fixer définitivement le siège du Parlement européen à Strasbourg, où se tiennent ses sessions plénières »*, a-t-il annoncé, ajoutant qu'en l'absence d'une réponse claire, les décisions à prendre à propos des autres sièges resteraient bloquées. Il est certain qu'une décision claire, évacuant définitivement ce dossier irritant pour tous, serait la bienvenue.

#### L'aide à l'URSS

A l'occasion de leurs débats sur les pays de l'Est, les chefs d'Etat et de gouvernement aborderont le thème nouveau et difficile de l'appui susceptible d'être fourni par l'Occident, et singulièrement par la Communauté, à la politique de réforme économique mise en œuvre en URSS. MM. François Mitterrand et Helmut Kohl devaient ouvrir ce dossier lors de leurs entretiens de vendredi et on ne pouvait exclure une démarche de leur part. M. George Bush a déjà indiqué que le dossier serait traité lors du sommet des Sept en juillet à Houston, et il est donc souhaitable que les Douze adoptent auparavant une position commune.

Aider l'URSS n'est pas évident, compte tenu non seulement de l'ampleur de l'entreprise, mais aussi de l'incertitude quant à l'évolution politique et économique du pays, quant aux intentions et souhaits réels de la société soviétique. Comment peut-on la soutenir ? Avec quels moyens ? Par quels canaux ? Et *last but not least*, à quelles conditions ?

Les Douze ne prétendront pas trouver dès mardi les réponses à toutes ces questions mais, comme premier message, ils voudront sans doute faire savoir que la Communauté est prête à s'atteler en compagnie d'autres partenaires de l'OCDE à cette immense tâche. Les chefs d'Etat et de gouvernement devront également commencer à réfléchir à la position à adopter par les Douze dans la perspective du sommet de la CSCE, prévu pour décembre à Paris.

Ne serait-ce pas là une excellente occasion de travaux pratiques pour engager sur ce thème essentiel pour les intérêts de la Communauté l'action diplomatique commune préconisée par la France et la RFA ? Ce sera sans doute là le message de M. Jacques Delors, le président de la commission de Bruxelles, au conseil européen.

PHILIPPE LEMAITRE

## EN BREF

□ **HONGRIE : M. Antall appelle Paris à *« faire pression »* sur la Roumanie.** – Le premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall, a appelé vendredi 22 juin le président François Mitterrand à *« faire pression »* sur la Roumanie pour que les droits de l'homme soient respectés dans ce pays, a-t-on indiqué à l'Elysée à l'issue d'un entretien d'une heure entre les deux hommes. – *(AFP.)*

□ **JAPON : MM. Bush et Kaifu pour la reconduction du pacte de sécurité nippo-américain.** – Le premier ministre japonais et le président américain se sont engagés, dans une déclaration commune publiée vendredi 22 juin, à maintenir en vigueur le traité de sécurité nippo-américain entré en vigueur le 23 juin 1960. MM. Kaifu et Bush ont souligné que ce pacte avait contribué à la prospérité de la région Pacifique au cours des trente dernières années. – *(AFP.)*

□ **ISRAËL : deux morts à Jérusalem-Est.** – Pour la troisième journée consécutive, vendredi 22 juin, de violents affrontements, qui ont fait deux morts et au moins une vingtaine de blessés palestiniens, ont mis aux prises Palestiniens et forces de l'ordre israéliennes à Silwan, faubourg de Jérusalem-Est. Depuis le début de l'Intifada, en décembre 1987, c'est la première fois que des affrontements aussi longs et aussi graves se produisent à Jérusalem. – *(AFP.)*

□ **LIBAN : fin de la mission de M. Scheer.** – L'émissaire français au Liban, M. François Scheer, a quitté Beyrouth, vendredi 22 juin, après une mission de cinq jours, en soulignant que le *« dialogue reste possible »* au Liban. Le secrétaire général du ministère français des affaires étrangères a affirmé avoir recueilli *« des propositions du général Aoun et les avoir transmises au président Hraoui »*, sans préciser la teneur de ces propositions. – *(AFP.)*

□ **SRI-LANKA : une cinquantaine de personnes assassinées par les rebelles tamouls.** – Les rebelles séparatistes tamouls du LTTE (Tigres tamouls) ont tué une cinquantaine de villageois musulmans et en ont enlevé d'autres dans l'est du pays, a annoncé vendredi 22 juin un porte-parole officiel. *« Les assassins ont utilisé des sabres, car ils savaient que l'armée avançait et que des détonations pourraient être entendues »*, a-t-il précisé. Une quinzaine de membres des forces de l'ordre ont également trouvé la mort au cours de combats. – *(AFP, UPI.)*

# PROCHE-ORIENT

## L'enquête sur l'assassinat de Kazem Radjavi en Suisse

### L'Iran est mis en cause par le juge d'instruction

Un ou plusieurs *« services officiels »* iraniens sont *« directement »* mêlés à l'assassinat de Kazem Radjavi, représentant des Moudjahidines du peuple iranien en Europe, le 24 avril, près de Genève : c'est ce qu'a indiqué, vendredi 23 juin, le juge d'instruction chargé de l'enquête. Le représentant de la République islamique à Berne a aussitôt été convoqué au département fédéral (ministère) des affaires étrangères, où on lui a fait part de la *« vive préoccupation de la Suisse »*. Le gouvernement helvétique *« analysera les accusations portées contre certains services officiels iraniens et prendra, le cas échéant, les mesures qui s'imposent dans un tel cas »*, a-t-on indiqué au diplomate iranien.

L'enquête a permis d'établir que treize personnes, disposant toutes de *« passeports de service iraniens »* portant la mention *« chargé de mission »*, *« sont étroitement impliquées dans cette affaire »*, écrit le juge. Il signale que deux diplomates iraniens accusés par le frère de la victime, M. Massoud Radjavi, d'avoir supervisé l'exécution, *« se trouvaient effectivement à Genève à la période incriminée »* et qu'ils avaient quitté la Suisse *« à destination de Téhéran, le jour de l'assassinat, par un vol direct d'Iran Air »*. Le juge a confirmé que les deux Iraniens, MM. Yadollah Samadi et Mohammad Said Rezvani, cités comme suspects par la police vaudoise dès le 3 mai, étaient effectivement impliqués dans l'assassinat. – *(AFP.)*





# AMÉRIQUES

## L'unité du Canada de nouveau menacée

Suite de la première page

Accepté dans un premier temps par Ottawa et par les gouvernements de chacune des neuf autres provinces du pays lors de l'accord constitutionnel dit « du lac Meech » signé en 1987 *(voir l'encadré)*, le statut de « société distincte » que les six millions de francophones québécois réclamaient, unanimes, pour continuer de protéger leur langue et leur culture vient de leur être refusé par les Parlements de deux provinces représentant 6 % seulement de la population du Canada, alors que le Québec forme *le quart du pays*.

Nul n'avait prévu un tel dénouement, et surtout pas le premier ministre, M. Brian Mulroney, si sûr que le Québec serait officiellement réintégré dans le giron de la fédération autour du 23 juin qu'il avait invité dès la mi-juin la reine Elizabeth II, chef de l'Etat canadien, à venir célébrer l'unité retrouvée de son ancien dominion le 1er premier juillet, jour de la fête nationale du pays.

M. Mulroney avait, il est vrai, d'excellentes raisons de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir bel et bien tué. Il avait conclu, le 9 juin dernier, une épuisante semaine de négociations, tenues à huis clos entre les chefs de gouvernement des dix provinces du Canada, avec en main un compromis par lequel les trois derniers récalcitrants s'engageaient formellement à faire entériner l'accord du lac Meech avant qu'il ne devienne caduc.

Seul le Nouveau-Brunswick a daigné tenir sa parole. Au Manitoba, l'unique député amérindien de la législature, furieux que son peuple n'ait pas été associé aux précédentes négociations constitutionnelles, a pu bloquer le processus de ratification de l'accord sans que le premier ministre de cette province, porté au pouvoir après 1987, ne l'en empêche, trop réticent qu'il était à accorder un statut spécial au Québec.

### « C'est un triste jour »

En désespoir de cause, M. Mulroney a cherché vendredi à obtenir de la Cour suprême du Canada que l'échéance du 23 juin soit reportée à une date ultérieure, manœuvre qui aurait été possible dans la mesure où elle n'aurait concerné que le Manitoba. C'est alors que le gouvernement de Terre-Neuve, dans un revirement spectaculaire, a renoncé au dernier moment à organiser comme promis un vote de ratification de l'accord, sonnant définitivement le glas de tout le processus.

*« C'est un triste jour pour le Canada »*, s'est contenté de constater M. Mulroney en admettant une impasse qui risque de lui coûter cher sur le plan politique. Au plus bas dans les sondages depuis plusieurs mois, le premier ministre d'un Canada désormais chancelant doit s'adresser à la nation samedi. Ce même jour, le Parti libéral du Canada, principale formation de l'opposition, se donnera un nouveau chef.

L'élection de M. Jean Chrétien, ancien bras droit de M. Pierre Elliott Trudeau, semble assurée, promettant ainsi un retour en force des tenants d'un fédéralisme centralisé. Ceux-ci, pour la plupart, estiment que le Québec est une province « comme les autres », à laquelle il ne convient d'accorder aucun privilège particulier, sous peine de risquer le *« démantèlement »* du pays.

Visiblement très affligé par la rebuffade qu'il vient d'essuyer, M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, ne s'est pas non plus montré très loquace. *« Le Canada anglais doit clairement comprendre que, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, le Québec est aujourd'hui et pour toujours une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement »*, a-t-il déclaré, réservant l'énoncé de ses intentions pour plus tard.

Jusqu'à présent convaincu que le Québec avait tout à gagner à rester membre à part entière de la fédération canadienne, M. Bourassa a cependant souvent répété qu'il n'avait pas été élu pour *« pratiquer un fédéralisme à genoux »* et qu'un échec de l'accord du lac Meech l'amènerait à *« reconsidérer les liens du Québec avec le reste du pays »*.

M. Bourassa ne peut plus, de toute façon, ignorer la renaissance, y compris au sein de son électorat libéral, d'un sentiment fortement nationaliste, exacerbé depuis plusieurs mois par l'hostilité manifestée par une partie des anglophones canadiens à l'égard du français – langue officielle du pays au même titre que l'anglais depuis 1969 – et de ceux qui le parlent. Ce regain de ferveur a profité au Parti québécois, dont le chef, M. Jacques Parizeau, vient de réclamer la convocation, l'automne prochain, d' « états généraux » à l'issue desquels un *« Québec souverain »* se doterait de sa propre Constitution.

A la veille de la traditionnelle fête « nationale » du Québec à la Saint-Jean-Baptiste, samedi, à laquelle tous les « souverainistes » sont appelés à participer en masse, au moins un éditorialiste faisait déjà un constat sans appel : *« La démonstration vient d'être faite de l'incapacité de concilier, dans le cadre constitutionnel actuel, les intérêts des deux sociétés qui ont fondé la fédération canadienne »* car il se trouvera *« toujours un groupe ou une province pour empêcher la moindre modification qui viserait à répondre aux aspirations les plus modestes du Québec »*, écrit le quotidien *le Devoir* de Montréal.

MARTINE JACOT

### L'accord du Lac Meech

L'accord du Lac Meech, un *amendement constitutionnel* destiné à obtenir l'adhésion politique du Québec à la Constitution canadienne, et dont la ratification a échoué vendredi, avait été conclu le 30 avril 1987 entre le premier ministre fédéral canadien M. Brian Mulroney et les chefs de gouvernement des dix provinces.

Le Québec s'était vu reconnaître pour la première fois de son histoire le caractère de « société distincte » au sein du Canada, une clause assez vague qui lui accordait le droit de protéger et promouvoir sa spécificité francophone.

Les autres privilèges que le Québec réclamait ont été accordés à toutes les autres provinces :

– droit de regard sur la nomination des juges de la Cour suprême.

– droit de retrait avec compensation financière pour toute province décidant de ne pas participer à un programme fédéral, pourvu que celle-ci mette en œuvre un programme compatible avec les objectifs nationaux.

– pouvoirs accrus en matière d'immigration : droit de regard sur la sélection des immigrants et fixation de leur nombre proportionnellement à la population des provinces, avec possibilité de l'augmenter de 5 % « pour des raisons démographiques ». Cette dernière clause convenait particulièrement au Québec, dont le taux de natalité est un des plus bas du monde occidental. – *(AFP.)*

□ **HAÏTI : à cause du regain de violence, le processus électoral serait suspendu.** – Au lendemain d'une nouvelle flambée de violence politique à Haïti, les autorités de Port-au-Prince ont décidé de différer l'annonce d'une nouvelle loi définissant les modalités des élections démocratiques prévues pour septembre et attendues depuis longtemps. *« Il ne peut pas y avoir d'élections tant qu'il n'y aura pas de paix et de tranquillité »*, a déclaré, vendredi 22 juin, le conseil électoral dans un communiqué. La veille, une personne avait été tuée lors d'un attentat contre le siège du conseil d'Etat. – *(Reuter.)*



# AFRIQUE

## Un entretien avec le ministre tunisien des affaires étrangères

### *La victoire des islamistes en Algérie « ne devrait pas avoir d'incidence sur l'Union du Maghreb arabe »*

TUNIS

*de nos envoyés spéciaux*

Les ministres des affaires étrangères de l'Union du Maghreb arabe *(UMA) devaient* se réunir, samedi 23 juin, à Tunis. Durant la présidence tunisienne, qui s'achève ce mois-ci, une série de projets économiques, financiers, sociaux et culturels ont été mis au point. Ils devraient entrer dans leur phase de réalisation après leur approbation par les chefs de la diplomatie puis par un *« sommet »*, prévu en principe le mois prochain à Alger, les Algériens devant assurer pour les six mois à venir la présidence de l'Union.

Reste à savoir si, à ce nouveau stade, les changements importants qui se profilent en Algérie, après la victoire électorale des islamistes, peuvent avoir des incidences sur le fonctionnement et l'évolution de l'UMA (créée en février 1989 à Marrakech). Le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Ismaïl Khelil, espère que non. Dans un entretien accordé au *Monde*, il explique pourquoi et dresse un premier bilan.

***« Les changements importants qui se profilent en Algérie après les élections locales gagnées par les islamistes peuvent-ils avoir des incidences sur le fonctionnement et l'évolution de l'UMA ?***

– Le Maghreb est une aspiration profonde des peuples de l'Afrique du Nord. L'objectif ultime de l'œuvre que nous entreprenons est la réalisation d'une cohésion économique *et politique sous le signe du* développement et du progrès. Cette construction, nous la poursuivons actuellement dans la diversité. Quant au changement, de quelque nature qu'il soit, il ne devrait pas, à notre sens, avoir d'incidence sur l'évolution d'un projet aussi important que l'Union du Maghreb arabe.

***– Depuis la création de l'UMA, de nombreux projets ont été annoncés. Pouvez-vous faire un inventaire de ce qui a effectivement été réalisé aujourd'hui ?***

– Le sommet de Tunis, réuni en janvier et qui a marqué le début de la présidence tunisienne, a créé quatre commissions ministérielles spécialisées permanentes afin d'identifier les actions prioritaires. Un consensus s'est fait, notamment, autour de la création de l'université maghrébine, d'une académie des sciences, d'une harmonisation des programmes éducatifs. Des accords-cadres sur l'union douanière, des conventions de non double imposition et de garantie des investissements, un projet de Banque maghrébine de développement et de commerce, un accord sur le marché énergétique et de marché commun agricole sont déjà prêts. Dans le domaine de l'infrastructure de base, une autoroute maghrébine, une compagnie de transports aériens et une entreprise de transports maritimes sont programmées.

***– Peut-on parler d'union économique alors que les monnaies concernées ne sont pas convertibles entre elles ? Avez-vous un calendrier pour régler ce problème essentiel ? Quelles seraient les étapes transitoires ?***

– Effectivement, les questions monétaires constituent un facteur important dans le processus d'édification de l'ensemble maghrébin. Pour nos pays, l'enjeu est de réaliser ce que l'Europe communautaire, par exemple, a mis plusieurs décennies à réussir.

» A cet égard, le conseil de la présidence de l'UMA a approuvé un programme d'actions en trois étapes. Dans un premier temps, il est prévu un système multilatéral de paiements. Il sera alors possible d'entamer, dans une deuxième phase, une harmonisation des régimes de taux de change et d'établir une unité de compte à l'échelle de l'UMA. Dans une troisième étape, nous pourrons assurer la concrétisation de la convertibilité interne des monnaies pour aboutir, au terme du processus de l'intégration monétaire, à la création d'une banque centrale commune et à l'émission d'une monnaie unique pour le Maghreb.

***– Récemment, le Maroc a dévalué de plus de 9 %, ce qui, semble-t-il, n'est pas de nature à favoriser le commerce et le tourisme tunisiens. Avez-vous été consulté par Rabat avant cette décision ?***

– Partant du fait que chaque pays, même faisant partie d'un ensemble économique ou d'une union douanière, a le droit de prendre toutes mesures de politique économique ou monétaire qui servent ses intérêts, je ne vois pas en quoi le Maroc, en ajustant sa monnaie, aurait porté préjudice au commerce et au tourisme tunisiens. Certes, il existe entre nos banques centrales et entre nos services gouvernementaux une coopération et des consultations périodiques. Mais aucun pays n'a, au sein de l'UMA, un droit de veto à l'encontre de la politique économique de ses voisins.

***– Autre partenaire de l'UMA, le colonel Kadhafi ne cache pas son désir profond : une union de la « nation arabe » dépassant largement le cadre maghrébin et réalisée par les peuples par-dessus la tête des gouvernants. Dans ces conditions, le considérez-vous comme un partenaire sûr ?***

– Comme tous les autres pays de l'UMA, la Libye a toujours fait partie du Maghreb. Lorsque la Jamahiriya a signé le traité de l'UMA, il n'a jamais été fait état de risques ou de conditions. Quant à se poser la question de savoir si le partenaire libyen est sûr ou pas, en tenant compte de son attachement à l'unité arabe, je rappellerai simplement que la charte de l'UMA intègre cet ensemble dans un plus vaste projet qui est justement celui de l'union arabe lorsque les conditions seront remplies. »

Propos recueillis par MICHEL DEURÉ et JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

### ALGÉRIE

## *Les islamistes contre les « antennes paradiaboliques »*

ALGER

*de notre correspondant*

Dans le calme, les partisans du Front islamique de salut (FIS) ont commencé à prendre possession des communes à la tête desquelles ils ont été élus. Ils se veulent *rassurants, attentifs,* efficaces. Surtout, ils veillent à ne pas heurter la population qui ne partage pas leur vision du monde. Mais cela n'exclut pas, parfois, quelques dérapages. Dans le centre d'Alger quelques zélotes ont ainsi exigé, et obtenu, qu'un habitant de ce quartier, où les islamistes sont en nombre, coupe les branchements qui reliaient son antenne parabolique aux téléviseurs de ses voisins.

Avec leurs films polissons et leurs publicités dévêtues, les programmes des chaînes étrangères *captées grâce aux* antennes paraboliques font dresser les cheveux sur les têtes islamiques. A plusieurs reprises déjà, le FIS s'est attaqué à ce qu'il appelle communément les *« antennes paradiaboliques »*, et des sabotages ont été commis.

Las, l'antenne du « Malin », malgré son coût, excite la curiosité des masses, y compris dans les quartiers populaires où il n'est pas rare que le propriétaire d'une antenne accepte, moyennant redevance, de brancher ses voisins. C'était sans doute là le point faible du dispositif : si les islamistes ne sont pas parvenus à interdire à son légitime propriétaire la jouissance de son antenne, leurs pressions l'ont néanmoins convaincu de débrancher ses « abonnés » qui ont été remboursés des 3 500 dinars (environ 2 450 FF) d'accès au service.

GEORGES MARION

□ **KENYA : les évêques catholiques mettent en garde le président.** – Sortant de leur réserve, les évêques catholiques du Kenya ont publié, jeudi 21 juin, une lettre pastorale qui se présente comme un sévère réquisitoire contre la politique du président Daniel Arap Moi. Ce document dénonce l'identification du parti unique au gouvernement qui a conduit à *« la confusion des pouvoirs »*. Les évêques se demandent si *« la philosophie de la sécurité de l'Etat »* ne va pas bientôt conduire *« à des assassinats politiques, aux perquisitions illégales de domicile, aux détentions arbitraires, aux confessions sous la torture et aux commandos de la mort »*. – *(AFP.)*

□ **CÔTE-D'IVOIRE : réouverture des écoles le 3 septembre.** – Le gouvernement a annoncé, dans un communiqué, que les cours dans les écoles, les lycées et les universités reprendraient le 3 septembre. Ils avaient été interrompus, le 7 avril, après des mouvements de protestations des élèves et des étudiants. D'autre part, le chef de l'Etat, M. Félix Houphouët-Boigny, a reçu, vendredi 22 juin, les dirigeants de treize des quatorze partis politiques d'opposition officiellement reconnus, pour une *« première prise de contact »* qui a duré une dizaine de minutes. – *(AFP.)*

□ **LIBÉRIA : exécutions capitales ordonnées par des tribunaux rebelles.** – Une centaine de personnes ont été condamnées à mort et exécutées pour *« crimes contre le peuple »* par trois *« tribunaux »* mis en place par le Front national patriotique du Libéria, dans la région des mines de Bong, au nord de Monrovia, ont affirmé des habitants qui ont fui cette région. Parmi les suppliciés figurent notamment des responsables locaux, membres des ethnies Krahn – à laquelle appartient le président Samuel Doe – et Mandingue. – *(AFP.)*

## M. Jouanneau ambassadeur de France au Mozambique

M. Daniel Jouanneau a été nommé ambassadeur de France au Mozambique, en remplacement de M. Gérard Cros, a annoncé jeudi 21 juin le ministère des affaires étrangères.

[Né en 1946, ancien élève de l'Institut d'études politiques et de l'ENA *(1970)*, M. *Jouanneau* a exercé diverses fonctions dans les directions juridique et économique du Quai d'Orsay, ainsi qu'à la direction de l'Europe, comme sous-directeur, de 1981 à 1984. Il a été en poste au Caire (1974-1976), à Salisbury comme consul général (1980-1981), à Conakry comme chef de la mission d'aide et de coopération (1985-1987), enfin à Québec comme consul général (1987-1989).]

□ **SOUDAN : violents combats dans le sud.** – De violents combats ont opposé, au cours de la semaine, les unités de l'Armée de libération du peuple du *Soudan* (SPLA) aux forces gouvernementales dans le sud de la province du Haut-Nil, dans la région de Bentiu. Selon le SPLA, les forces gouvernementales ont été pratiquement anéanties. Un communiqué de l'armée régulière avait affirmé, samedi dernier, que cette dernière avait tué 410 rebelles de la SPLA dans la région de Faryang, près de Bentiu. – *(AFP.)*

# POLITIQUE

La réunion du comité central du PCF

## M. Marchais offre une « main tendue » aux minoritaires

**Le comité central du Parti communiste français a approuvé à la quasi-unanimité, vendredi 22 juin, les orientations exposées par M. Marchais dans la perspective du 27e congrès qui aura lieu du 18 au 22 décembre à Saint-Ouen. Il n'y a eu que six abstentions sur les cent quarante et un membres de cette instance : celles de MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite, tous trois anciens ministres, et de MM. Guy Hermier, Lucien Sève et Roger Martelli. Aucune des propositions de réforme faites par ces minoritaires n'a été retenue par M. Marchais, qui a néanmoins réaffirmé sa volonté de dialogue et d'ouverture. Deux des contestataires, MM. Fiterman et Roland Favaro, responsable du parti pour la région Lorraine (ce dernier absent du comité, cette fois, pour raisons de santé) ont accepté de siéger au sein de la commission de vingt-huit membres chargée de préparer la résolution qui sera soumise à la discussion des militants avant le congrès sur la base du rapport présenté mercredi 20 juin par M. Marchais.**

Il y a eu quelque chose de pathétique, vendredi 22 juin, place du Colonel-Fabien, dans les derniers échanges entre M. Marchais et les porte-parole de la minorité, qui s'échinent, depuis six mois, autour de M. Fiterman, à essayer de rénover de l'intérieur le fonctionnement du Parti communiste français. Cela s'est passé comme au cinquième acte de certains mélodrames, quand le vulgaire dialogue de sourds prend une *dimension épique sous* le jeu affectif des acteurs.

Sûr de sa majorité, et donc de lui, après la montée au créneau de cinquante et un de ses camarades presque tous fidèles à sa propre partition, M. Marchais s'est voulu aussi fraternel que possible avec M. Fiterman, battu mais plus désabusé qu'amer. Après avoir redit son total désaccord avec les prises de position de l'ancien ministre d'Etat, le secrétaire général du PCF lui a présenté *« une main tendue »*, avec beaucoup d'émotion dans la voix. Une émotion que ses amis ont jugé d'une sincérité absolue et que ses adversaires ont pris pour du cynisme intégral mais qui a sans doute pesé sur la décision de M. Fiterman d'accepter de siéger à la commission en charge de préparer le prochain congrès en sachant pourtant que sa participation servira surtout d'alibi à la majorité conservatrice.

### « Manque de confiance »

*« Plusieurs camarades ont employé l'expression* « main tendue », *je reprends cette expression à mon compte*, a dit M. Marchais. *Oui, c'est une main tendue à tous les communistes.* » Et s'adressant à M. Fiterman, le secrétaire général du PCF ajouta en substance : cher Charles, il ne sert à rien de nier nos profondes divergences d'opinion mais, s'il te plaît, accepte cette main pour que *tous ensemble nous montrions* l'exemple du rassemblement à tous nos camarades. M. Fiterman répondit : tout cela est bien gentil et j'accepte de siéger à la commission de la résolution *« parce que j'ai le souci de ne pas donner lieu à des spéculations déplacées et surtout de ne négliger aucun effort pour rechercher les moyens d'un débat le plus large possible »*, mais *« il y a tout un tas de façons de tendre une main. Il faut savoir ce qu'elle porte »* et pour l'instant je constate surtout que mes propositions *« ne semblent pas avoir été prises en compte »*.

Un intermède révélateur de ce climat ambigu eut lieu à propos de l'intervention de M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône, qui s'était plaint d'être frappé d'un certain ostracisme. *« Tant que j'assumerai mes responsabilités à la tête du parti, il n'y aura pas de sanctions ou de mises à l'écart contre qui que ce soit pour des raisons politiques »*, jura M. Marchais. M. Fiterman jugea sans doute préférable ne de ne pas évoquer alors le cas de M. Félix Damette, écarté du comité central, en 1987, *« pour des raisons politiques »*, selon l'expression même retenue à l'époque par M. René Piquet, rapporteur de la commission des candidatures (1). *« Il y a un problème de confiance*, répondit simplement l'ancien ministre. *Quand on a un désaccord on est confronté à des avanies. Des camarades passent vite du constat de la différence à la mise en quarantaine... »* M. Marchais interrompit cet échange *« en souhaitant que tous ceux qui ont quitté le parti pour des désaccords politiques reviennent*, rapporte *l'Humanité* du 23 juin. *Les portes du parti leur sont largement ouvertes. Y compris avec leurs désaccords. Ces derniers ne doivent pas affecter les rapports de fraternité entre les hommes... »*

Deux des amis de M. Fiterman firent ouvertement la moue. *« Rien de ce que j'avais avancé n'a été retenu »*, nota l'écrivain Lucien Sève. Puis l'ancien ministre de la culture, M. Jack Ralite, d'habitude plus distant vis-à-vis des contestataires, enfonça ce clou : *« Pourquoi les idées avancées ne sont-elles pas discutées ? Même quand on s'est donné des outils, on ne s'en sert pas. »* Il parla lui aussi, d'un *« manque de confiance »* et conclut : *« Quelque chose existe qui doit être extirpé. J'ai beaucoup entendu de certes. Cette formule n'est pas de taille pour corriger les défauts. Je n'ai pas d'assurance pour la pratique de ce que dit Georges Marchais. On ne refuse pas la* « main tendue *mais, à travers les mots, on refuse de l'agripper... »* Moralité : tendue ou pas, il faut qu'une main soit ouverte ou fermée...

**ALAIN ROLLAT**

(1) Compte rendu du 26e congrès, *Cahiers du communisme*, revue théorique mensuelle du PCF.

## L'impression d'un « chaos profond » en URSS

Le PCF n'a pas été invité à assister, le mois prochain, au congrès du Parti communiste d'URSS. C'est M. Marchais qui l'a confirmé, vendredi 22 juin, au cours de sa conférence de presse, en expliquant : *« Selon les informations dont nous disposons, je crois que c'est officiel ; ils ont décidé de ne pas inviter de délégations étrangères. C'est la première fois* (que cela se produit) *dans la dernière période. Depuis que j'assume mes responsabilités, à chaque congrès ils invitaient des délégations étrangères. »*

Cette absence d'invitation évitera en tout cas aux dirigeants du PCF de retrouver une URSS dans tous ses états si l'on en croit le tableau de la situation soviétique brossé devant le comité central par M. Claude Cabanes. Rentrant d'un voyage en URSS, le rédacteur en chef de *l'Humanité* a, en effet, affirmé qu'il avait retiré de son séjour l'impression d'un *« chaos profond »*. Il a ajouté notamment, dans un article publié par *l'Humanité* du 22 juin : *« Si l'on me posait la question : est-ce qu'aujourd'hui la révolution dans la révolution avance à Moscou, j'aurais tendance à dire non. Si l'on me posait la question de savoir si l'URSS est à l'abri d'une lame de fond qui emporterait tout ou d'une gigantesque opération du capitalisme international, j'aurais aussi tendance à dire non (...). L'état de délabrement du pays est à son comble. On a du mal à imaginer dans quelles difficultés un citoyen se débat pour survivre. Ce pays donne l'impression de s'affaisser sur lui-même : matériellement mais aussi moralement (...). L'URSS va-t-elle devenir une sorte de far-west pour les grands affairistes internationaux ? »* Le quotidien du PCF souligne également que son rédacteur en chef s'est dit frappé, au travers de tous les contacts qu'il a eus, du *« discrédit populaire à l'égard de Gorbatchev mais aussi à l'égard du bureau politique, du comité central, un discrédit qui touche d'ailleurs aussi Eltsine lui-même. »* Selon M. Cabanes, l'URSS *« découvre avec délice les pires pratiques politiciennes »*.

Invité à commenter ces propos, vendredi, M. Marchais a jugé que le rédacteur en chef de *l'Humanité* *« n'a pas dit autre chose que ce que disent Gorbatchev et les autres dirigeants du PCUS. Cela ne nous conduit pas, et ne nous conduira pas, à remettre en cause notre position : poursuivre la perestroïka, poursuivre les réformes »*.

### « Un certain type de société »

Dans son rapport introductif à la discussion sur la préparation du congrès, M. Marchais avait évoqué l'évolution des pays de l'Est en disant notamment : *« N'avons-nous pas sous-estimé la profondeur de la crise qu'ils connaissaient ? Sans doute (...). Cela dit, pour juger de nos analyses et de notre comportement d'hier, la question est de savoir si les raisons et le sens de ces événements contredisent ce que nous disions. Or, n'est-il pas évident que ces régimes sont morts d'avoir obstinément refusé de procéder aux profondes réformes économiques, sociales, politiques, culturelles que nous n'avons cessé, pour notre part, de réclamer depuis tant d'années. Aurions-nous dû les condamner plus sévèrement ? (...) Nous avons toujours eu une attitude qui contribue à la solution des problèmes et non qui les envenime. Je pense que nous avons eu raison car nous aurions de beaucoup préféré que, dans ces pays, le socialisme se rénove pour répondre aux aspirations démocratiques du peuple plutôt qu'il laisse la place à la restauration capitaliste. »*

M. Fiterman, de son côté, avait ensuite affirmé : *« Les forces du capitalisme ont pu marquer des points, ici ou là (...) mais nous ne pouvons pas perdre de vue que de terribles handicaps qui pesaient hier sur le combat des peuples ont desserré leur étreinte (...). Il devient possible de lever enfin l'hypothèque historique que constituait l'enfoncement dans l'impasse, dans la dégradation, d'un certain type de société se réclamant du socialisme »*.

## LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

### Quand les murs tombent

QUE peut-il y avoir de commun entre un pamphlet caractéristique d'une pensée de droite et un essai politico-économique que l'on classera à gauche ? *A priori*, rien, mais, à la lecture et sur l'élan des bouleversements historiques en cours, apparaît une même volonté de renouveler les systèmes de gestion de nos sociétés. Les conclusions de cette double réflexion sont, certes, différentes, mais elles ont le mérite de bousculer, à l'intérieur des cadres de pensée dans lesquels elles se situent, bien des idées reçues. C'est à ce titre que se trouvent réunis ici, à la plus grande surprise, sans doute, de leurs auteurs, le dernier ouvrage de Philippe de Villiers, *La chienne qui miaule*, et celui de Claude Quin, *Idées neuves pour sociétés en crise*.

*« La chienne du monde », c'était, jadis, en Bretagne, la* misère. Quand on la croyait disparue, elle pouvait reparaître sous une autre forme, plus hideuse encore sous son camouflage de *« chienne qui miaule »*. Pour Philippe de Villiers, député UDF de la Vendée, cette parabole *s'applique à la situation politique actuelle* : alors que la chute du mur de Berlin et *« l'échec patent »* des démocraties populaires devraient consacrer définitivement le rejet de l'idée socialiste, la *« menace social-démocrate »* reste présente sous diverses formes. Elle risque de se perpétuer sous le couvert de l'égalitarisme, du dirigisme, de *l'économie mixte, de la* centralisation administrative, d'un néo-mondialisme, toutes conceptions qui, selon l'auteur, devraient être vouées aux gémonies.

A *ses yeux le modèle libéral a* prouvé sa supériorité dans l'efficience économique, la justice sociale et l'essor des libertés civiques et politiques. En témoigne ce qui se produit à l'Est et qui, pour Philippe de Villiers, a la dimension d'un événement moral, métaphysique même, car il marque *« la fin du siècle du nihilisme »* – une tragédie – et *« le triomphe des valeurs universelles »*.

Dès lors, l'Occident peut retrouver son unité culturelle qu'avait troublée pendant une longue période *« le préjugé révolutionnaire »*. S'il se fait volontiers le chantre de la tradition et de *l'enracinement*, Philippe de Villiers n'en reste pas là, et, au-delà de la force de ses convictions, il s'interroge sur les moyens de consolider le modèle *libéral et d'affermir* le concept de nation.

Il recommande d'en finir avec tout ce qui traîne de *« marxisation »*, notamment dans l'éduca*tion, l'économie et le social*, et de combattre le jacobinisme, tant au niveau de la France qu'à celui de l'Europe. L'ancien énarque dénonce le moule de l'ENA, *« le mécanisme soviétiforme »* de l'éducation nationale, la propension au gigantisme dans la gestion étatisée de l'économie, l'inertie du système de protection sociale, le caractère étriqué de la *« Petite Europe »*.

Il propose de substituer à la *tentation globalisante le principe* de subsidiarité en refusant de confier *« à une institution d'un niveau d'organisation supérieur une fonction qui peut être remplie par une institution de rang inférieur »*. Il demande que des lois européennes fondamentales instituent la liberté de créer des écoles et celle de les choisir. Il plaide pour une Europe élargie dans laquelle les nations ne se dissoudraient pas : une Ligue de *l'Europe au lieu du néo-jacobi*nisme communautaire. Il suggère que l'enfant soit considéré comme *« un investissement social »* et la famille comme *« une entreprise éducative »* bénéficiant à ce titre d'une suppression de la TVA *« sur tous les biens correspondant à la vie de l'enfant »*.

Philippe de Villiers traite, dans sa fougue, de bien d'autres sujets en s'appuyant à la fois sur *les valeurs tirées de son enraci*nement et sur les leçons tirées de son expérience de gestionnaire créateur sur le terrain. Ce qui donne un étonnant mélange d'idéologie national-libérale et de pragmatisme audacieux.

Claude Quin, économiste marqué *par le marxisme*, communiste qui s'interroge, comme bien d'autres, ancien président de la RATP (1981-1986), a une vision moins unilatérale de la crise politique. Il s'est résolu à l'exposer, au risque de ne pas convaincre ceux de ses amis politiques qui ne s'écartent pas de l'orthodoxie affichée du PC. Il constate qu'aucun système de gestion des sociétés n'a été épargné : ni celui fondé sur la rentabilité financière *ni celui* qui s'appuyait sur une direction centralisée de l'économie. Aussi, après avoir recensé tout ce qui avait changé et marqué la France et le monde depuis 1968, l'auteur part-il à la *recherche de réponses neuves*, puisque les précédentes ont échoué.

Cela le conduit à s'interroger sur les critères de gestion en *honneur dans le capitalisme* et dans le socialisme. Ce qui le frappe dans les deux cas, c'est l'énormité du gaspillage des richesses sociales. Il donne des exemples de *« coûts cachés »*, notamment celui du chômage *« dont le coût social mesurable est équivalent au coût annuel moyen pour l'entreprise de l'ouvrier ou employé qu'elle occupe, charges sociales incluses ! »*.

Il faudrait aussi s'intéresser *aux coûts des dettes, des gâchis* financiers, de l'échec scolaire, de la congestion urbaine, des insuffisances de la protection sociale. *« Dans les économies de type capitaliste, c'est la course à la rentabilité qui rejette sur la société la plupart de ces coûts. Dans les économies de type centralisé le système de direction étatique s'est refusé jusqu'ici à les prendre systématiquement en compte »*, note Claude Quin. Aussi *souhaite-t-il que l'efficacité* tienne compte *« autant que faire se peut de tous les coûts sociaux connus ou masqués »* et englobe l'intérêt de la société autant que celui des détenteurs de capitaux.

A quelque chose malheur est bon, et la crise, non résolue par les logiques de gestion en vigueur, est grosse, souligne l'auteur, de *« mutations formidables »* qui permettent de développer les capacités humaines et de mobiliser les ressources sociales afin de rechercher *« une issue par le haut »*. Claude Quin utilise aussi les exemples du désarmement, de la protection de l'environnement pour étayer sa démonstration et conclure que, à l'Ouest comme à l'Est, ce qui peut le mieux aider les sociétés, *« c'est la reconnaissance de leur mixité fondamentale. Mixité du privé et du public. Mixité conflictuelle sur la base de critères de gestion correspondant à des logiques opposées de rentabilité financière et d'efficacité sociale. »*

Les deux ouvrages ne se rejoignent pas, *on s'y attendait*. Au moins témoignent-ils que, les circonstances historiques aidant, la réflexion politique peut tenter de se renouveler.

► ***La chienne qui miaule*, de Philippe de Villiers, Albin Michel, 220 p., 85 F.**

► ***Idées neuves pour sociétés en crise*, de Claude Quin, Messidor-Editions sociales, 237 p., 95 F.**

A l'Assemblée nationale

## Les députés ratifient l'accord sur la BERD

**L'Assemblée nationale a adopté définitivement, vendredi 22 juin, le projet de loi sur le mécénat et ratifié l'accord sur la création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.**

● **Ratification de la création de la BERD.** – L'Assemblée nationale *a ratifié, vendredi 22 juin*, l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui sera présidée par M. Jacques Attali, conseiller spécial de M. Mitterrand. Seuls les socialistes et les députés UDF ont voté en *faveur de cette ratification*. Le groupe communiste s'est abstenu, tandis que le groupe RPR n'a pas souhaité prendre part au vote. Le groupe centriste n'a pas participé au débat.

La mission de la BERD sera d'apporter son soutien à tous les pays d'Europe centrale et orientale en voie de démocratisation. Les *douze pays européens détiennent* 51 % du capital et la majorité des sièges au conseil d'administration. Le ministre délégué auprès du ministère des affaires étrangères, Mme Edwige Avice, a précisé que les Douze assumeront *« un rôle essentiel dans son fonctionnement, en qualité d'Etats membres mais aussi à travers la CEE et la Banque européenne d'investissements, ces deux institutions étant membres à part entière de la nouvelle banque »*. Elle a rappelé que le siège de la BERD se trouverait à Londres et que la communication s'y ferait en quatre langues : anglais, français, allemand et russe.

● **Mécénat.** – Les *députés ont* adopté définitivement, vendredi 22 juin, le projet de loi créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relative aux fondations. L'Assemblée nationale a adopté conforme le texte voté en seconde lecture par le Sénat. Le groupe socialiste a voté pour, les *communistes contre* ; le RPR s'est abstenu, tandis que les autres groupes n'ont pas participé au vote.

Le Sénat avait renoncé à offrir la possibilité aux fondations d'entreprise d'opter pour le caractère lucratif. Le seul régime de déduction fiscal applicable sera celui des versements effectués à des organismes d'intérêt général. D'autre part, M. Jack Lang s'était engagé à ramener, dans le décret d'application, la dotation initiale minimale à 200 000 F.

M. Chirac face aux courants du RPR

## « Quand on se dit gaulliste, on travaille à l'union »

**« Mauvaise nuit pour le gouvernement », *s'est exclamé* M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, en additionnant le refus par les députés de l'opposition, *dans la nuit du 20 au* 21 juin, du projet de loi réformant les professions judiciaires et le vote par les sénateurs, contre l'avis du gouvernement, d'une proposition de réforme du droit de la nationalité.**

Les amis de M. Chirac relèvent qu'à quelques exceptions près tous les parlementaires de l'opposition ont été disciplinés. Ils relèvent que la condamnation de la politique du gouvernement *n'a été – contraire*ment au passé – accompagnée d'aucune restriction publiquement formulée.

Certains pensent que ce durcissement de l'opposition est en partie dû au ton jugé méprisant choisi par M. Mitterrand dans son interview au *Monde* pour parler de l'opposition, et spécialement de M. Chirac. Au RPR, où l'on estime que la vivacité des propos du chef de l'Etat montre qu'à ses yeux l'ancien premier ministre demeure un adversaire menaçant, on trouve aussi d'autres raisons au ressaisissement de l'opposition. M. Chirac et ses lieutenants ne cessent d'insister, surtout depuis le premier tour de l'élection de Villeurbanne *le 10 juin, sur* les conséquences fâcheuses de la véritable cacophonie déclenchée *dans les rangs de l'opposition*.

Après avoir sanctionné M. Carignon, le président du RPR a *été* sévère à l'égard de ceux qui le critiquent en déclarant mardi soir *19 juin aux sénateurs RPR* conviés à dîner par M. Pasqua dans l'orangerie du château de Sceaux : *« Ce n'est pas le moment de se diviser quand le pouvoir socialiste se délite. Quand on se dit gaulliste, on travaille à l'union »*. Au terme de cette réunion, plusieurs sénateurs soulignaient – comme certains députés d'ailleurs – que leurs électeurs se disaient déçus et désorientés par les rivalités au sommet et qu'ils espéraient les voir cesser rapidement.

*Est-ce aussi pour cette raison que* MM. Pasqua et Séguin ont annulé jusqu'à l'automne les voyages en province qu'ils avaient prévus ? M. Séguin, dimanche 24 juin, pourra s'en expliquer au « Grand Jury RTL-*le Monde* », dont il sera l'invité, et M. Pasqua pourra le faire la semaine suivante, au « Club de la presse d'Europe 1 ».

Une relative détente dans la riva*lité des courants est-elle en vue ?* Jeudi 21, au siège du RPR, une longue séance de travail a regroupé *autour de M. Alain Juppé* les représentants de tous les courants reconnus du mouvement : MM. Pasqua-Séguin et Borotra Pour le nouveau rassemblement, M. Cazenave pour le courant VIE de M. Carignon, M. Kaspereit pour Présence du gaullisme, M. Chamard pour Vitamine, M. Giraud et les secrétaires adjoints pour le courant majoritaire. Tous sont convenus, selon M. Juppé, de faire en sorte que *« l'existence des courants n'apparaisse pas comme un germe de conflit et une cause d'affaiblissement du RPR »* ; et ils ont affirmé qu'*« il s'agissait de favoriser le débat d'idées sans brider le pluralisme »*. En conséquence, une réforme des instances nationales est envisagée pour mieux assurer la représentation de ces courants, dont l'existence a été officiellement reconnue au sein du RPR il y a exactement un an, *mais dont le* fonctionnement s'est mis en place dans un climat conflictuel que chacun se dit aujourd'hui décidé à apaiser.

**ANDRÉ PASSERON**

*POINT DE VUE*

# Pour mettre fin au désordre du PS

par Jean-Marc Ayrault

DEPUIS le congrès de Rennes, le Parti socialiste est en miettes, divisé entre courants antagonistes. Les logiques de pouvoir prévalent sur la recherche d'une démarche globale et cohérente. Les initiatives qui peuvent surgir d'un courant sont instantanément contrées par les autres ; les rivalités de personnes et de groupes l'emportent sur l'analyse. Réduit à un comité de liaison intercourants, le Parti socialiste n'est plus en état d'élaborer une stratégie à court et à moyen terme. Il n'y a plus de synergie entre son action, celle du gouvernement et celle du président de la République.

Les idées qui éclosent trouvent leur origine dans des associations, des clubs ou des organismes divers, et leur refuge soit à l'intérieur des courants, soit hors de ceux-ci, soit encore en dehors du parti.

Ainsi, sommes-nous donc entrés dans l'ère du plus grand désordre. Nous contribuons à la démobilisation des militants et des électeurs et, partant, au phénomène abondamment décrit par les médias du rejet du « politique ». Comment trouver des raisons d'adhérer dans cette guérilla sans cesse renouvelée, plus ou moins feutrée, plus ou moins ouverte entre le parti et le gouvernement, entre le gouvernement et le groupe socialiste à l'Assemblée nationale, voire entre le groupe socialiste et le parti ? Cela peut tout au plus faire la joie des chroniqueurs.

En fait, tout est positionnement tactique, alors que les divergences de fond sont souvent très faibles. Et pour cause ! Le Parti socialiste a fait depuis plusieurs années deux choix importants qui devraient constituer le socle de ses discours et de ses actions :

– Le premier choix a résidé dans le tournant de la rigueur. C'est en 1982-1983 que ce tournant a été pris lorsque le gouvernement socialiste d'alors a réalisé le niveau de faiblesse de l'économie française. La rigueur n'était pas une parenthèse, contrairement à ce que disait alors le premier secrétaire du parti ; il faut un minimum de dix ou quinze ans pour reconstruire une économie minée par l'inflation et le manque de courage politique du septennat giscardien.

– L'autre tournant a été constitué par la signature, par la France, de l'Acte unique qui prévoit l'instauration à compter du 1er janvier 1993 d'un grand marché entre les pays de la Communauté européenne.

Ce second tournant implique la claire conscience d'une formidable contrainte : quelle qu'elle soit, la politique économique de la France ne peut pas ne pas tenir compte de celles de nos partenaires qui, pour le moment, sont gouvernés selon des logiques monétaristes.

Ces deux décisions fondamentales n'ont pas été prises au hasard. Elles procèdent d'une logique qui a la force de l'évidence : l'économie française doit être armée pour affronter la compétition internationale. C'est la condition pour que la France pèse de tout son poids dans le concert européen. La condition pour que des questions d'importance mondiale ne soient pas réglées selon la seule loi du libéralisme sauvage : je veux parler, entre autres choses, des problèmes d'écologie, des problèmes de développement des pays du tiers monde, des problèmes de l'Est.

## Faux débats

Il n'y a pas de politique économique alternative. La meilleure preuve en est qu'aucun dirigeant ou courant socialiste n'en propose d'autre. Si le bruit fait pour rien autour de faux débats ne trompe pas les Français, il accentue leur distance à l'égard de la politique. Il faut soutenir sans ambiguïté l'action, que mène, en liaison étroite avec le premier ministre et le président de la République, Pierre Bérégovoy, et ne rien faire qui puisse affaiblir le franc.

Est-ce une politique « droitière » ? La valorisation du franc oblige les industriels et les prestataires de services français à concevoir des produits qui se vendent à l'extérieur et à l'intérieur sans l'artifice de la dévaluation dite « compétitive ». Celle-ci conduirait tout droit à un affaiblissement de notre appareil productif et de services et à une reprise de l'inflation, qui est en fait un impôt sur les salaires, en particulier sur *les salaires les plus faibles.*

Cette politique est par ailleurs la meilleure réponse que l'on puisse apporter au dévoiement irrationnel de la conscience publique qui est le terreau sur lequel Jean-Marie Le Pen fonde sa démagogie. Sans elle, le risque est fort d'être emporté par un mouvement néo-nationaliste, dont il est facile d'imaginer les conséquences en termes de fonctionnement démocratiques.

Cette politique implique-t-elle l'abandon de ce qui est la base de la pensée socialiste : la recherche d'une société plus juste et plus égalitaire ?

Ce que veulent les Français, c'est d'abord du concret. Je suis convaincu par exemple qu'ils ne se *sentent pas concernés par les* obscurs débats sur la fiscalité du patrimoine. En la modifiant, certains militants ne visent qu'à donner un vernis idéologique à la politique des socialistes. Dans la pratique, cela aurait très peu de conséquence, en matière de justice fiscale ; cela ne se traduirait par rien de concret pour les Français. On peut ainsi se donner une bonne conscience de gauche avec en prime le risque de revenir à certains démons en cours au début du premier septennat. L'emploi, les salaires, l'avenir de la protection sociale, notamment des retraites, le logement, l'aide aux familles (les crèches), la formation, forment l'éventail des préoccupations prioritaires des Français. Et c'est ça une politique de gauche.

*La politique actuellement menée* a permis d'engager de nombreux chantiers : le chômage baisse, même si c'est insuffisant ; des mesures significatives comme le RMI contribuent à faire reculer l'exclusion, le crédit-formation va dans le bon sens, ainsi que bien d'autres décisions trop souvent méconnues. Les Français attendent-ils un partage encore meilleur des fruits de la croissance retrouvée ? Sans doute, mais peut-on aller plus loin et plus vite sans retomber dans la spirale inflationniste ?

## Réduire la dépense militaire

*La porte est étroite, certes, mais* un passage existe. Je fais deux propositions :

– Le gouvernement peut prendre l'initiative d'une négociation sur les bas et moyens salaires. Il peut à la fois réunir patronat et syndicats et apporter sa propre contribution : en proposant, contre une augmentation des bas et moyens salaires, une fiscalisation des allocations familiales. Voilà du grain à moudre pour la négociation sociale.

– Engageons une réduction réaliste et responsable de nos dépenses militaires pour dégager des marges de manœuvre supplémentaires. Il ne s'agit pas, dans ce domaine, de baisser notre garde dans un monde incertain, il s'agit de rechercher pour notre instrument militaire le meilleur rapport efficacité-coût. Or, à l'heure actuelle, ce rapport n'est pas bon : nous pourrions certainement avoir une armée plus efficace tout en étant moins coûteuse. S'il faut, pour ce faire, aller vers l'armée de métier et renoncer à la conscription, je ne vois pas en quoi un tabou d'un autre âge nous briderait dans notre recherche d'économies sur le budget des armées.

En conclusion, que le Parti socialiste admette, une fois pour toutes, les conséquences du tournant économique de 1982-1983 et du tournant européen de 1985. Qu'il réfléchisse à l'intérieur de ce cadre au lieu de camper sur un socle idéologique effrité. Si les luttes de pouvoir qui le déchirent l'empêchent d'entreprendre cet effort, qu'il médite ce qui vient d'arriver aux appareils figés de l'Europe de l'Est.

▶ **Jean-Marc Ayrault est député (PS) et maire de Nantes.**

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Par ordonnance des 20 mars et 29 mai 1990, le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, sur la demande de MM. Jean-François Millier et Olivier Gluzman, a ordonné, à la charge de Médi-Art et de M.-D. Gervis, la publication suivante :

L'usage de la dénomination « Mars » qu'ils ont utilisée pour annoncer et dénommer leur Salon (Salon MARS) est contestée par MM. MILLIER et GLUZMAN, animateurs du M.A.R.S. INTERNATIONAL (Marché International des Arts de la Scène), qui ont déposé leur marque « M.A.R.S. INTERNATIONAL » à l'I.N.P.I. le 2 juillet 1987.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

JUGEMENT DÉCLARATIF D'ABSENCE ADDITIF A L'INSERTION PARUE LE 22 MARS 1990

Par jugement du 30 janvier 1990, rectifié le 13 février 1990, le tribunal de grande instance de Nanterre a déclaré l'absence de Bruno MAGNANT, né le 5 février 1944 à Alès (Gard), qui a disparu depuis plus de vingt ans de son dernier domicile à Sceaux (92), 23, avenue Jean-Racine. Ledit jugement devant être publié par extrait dans un délai de trois mois, conformément à l'article 127 du code civil, puis transcrit à la requête de M. le procureur de la République sur le registre de la commune de Sceaux et en marge de l'acte de naissance de l'absent.



La première réunion décentralisée de France unie

# M. Jean-Pierre Soisson plaide pour « les réformes et la mesure »

ANGERS

*de notre envoyée spéciale*

*« Ne privez pas la République du concours d'hommes de dialogue, de réformes et de mesure »*, a déclaré M. Jean-Pierre Soisson, qui clôturait la première réunion décentralisée de France unie, vendredi 22 juin à Angers (Maine-et-Loire). Cet appel du ministre du travail, dont l'objectif est d'organiser le deuxième pôle de la majorité présidentielle (*le Monde* du 23 juin), s'adresse directement aux *« libéraux de progrès, démocrates-chrétiens, héritiers de la tradition radicale et du gaullisme réformateur partagés aujourd'hui entre majorité et opposition »*. Le maire d'Auxerre a justifié ce message par le rappel que dans *« les heures difficiles que la République a traversées, l'alliance de la gauche et du centre républicain a toujours surgi comme un réflexe immunitaire du corps démocratique »*.

Pour les quelque quatre cents participants à cette réunion, l'un des repères essentiels de l'actuel paysage politique est la montée du Front national. Chacun a le souci, comme l'a expliqué M. Emile Zuccarelli, président du MRG, de ne pas organiser la vie politique autour de M. Le Pen car ce serait, a-t-il dit, *« prendre le risque de voir à terme Le Pen à 49 % et faire de lui le régulateur du jeu politique »*. M. Zuccarelli a aussi souhaité que France unie ne soit pas seulement une force de soutien à la majorité présidentielle mais également une force de proposition. Il s'agit, selon lui, de donner *« un tronc commun aux différentes sensibilités »* de ce mouvement, de rédiger un manifeste.

La présence à Angers d'un gros contingent de ministres – MM. Soisson, Durafour, Fauroux, Doubin, Pelletier, Baylet, de Beaucé, Stoléru et Kouchner – a fait dire à certains participants que le poids du parisianisme était un peu trop lourd. M. Fauroux a d'ailleurs plaidé pour que France unie travaille à rendre la parole aux citoyens en notant que les partis ont *« confisqué »* la politique.

ANNE CHAUSSEBOURG

□ **Les adhérents de France unie.** – Selon un sondage effectué auprès de ceux des participants à la première réunion décentralisée de France unie, vendredi 22 juin à Angers, qui sont en même temps adhérents de partis politiques, près de 60 % sont issus du Mouvement des radicaux de gauche. Moins de 10 % viennent de l'Association des démocrates de M. Michel Durafour, et autant de la Convention pour la Ve République de M. Jean Charbonnel. Une large minorité des troupes de France unie (entre un tiers et un quart) sont des adhérents direct. Les plus récents viennent du CDS.

# SOCIÉTÉ

## CATASTROPHES

Le bilan du séisme s'alourdit

# Près de quarante mille morts en Iran

*« Le séisme du 21 juin est nettement pire que tout ce que les médias ont rapporté »*, a déclaré le président iranien, M. Rafsandjani, après avoir visité Roudbar, une des localités situées dans la province de Gilan, la plus éprouvée par la catastrophe. *« Le bilan réel des victimes sera beaucoup plus élevé que ceux qui ont déjà été annoncés. Tout le monde nous aide, mais, face à une calamité aussi catastrophique, rien ne saurait suffire. »*

Les chiffres – toujours provisoires – publiés le vendredi 22 juin à la mi-journée confirment malheureusement la déclaration du président iranien : à ce moment-là, on en était à 25 241 morts dans la province de Gilan et 3 709 dans celle de Zandjan. Mais un représentant iranien à l'ONU et le bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (à Genève) ont fait état, respectivement, de 36 000 et de 35 000 morts, et à Téhéran on parle de près de 40 000 morts. Le nombre réel pourrait être encore plus élevé : une douzaine de villes et de bourgades et plus de cent dix villages sont détruits complètement ou en grande partie. Et des villages de la montagne n'ont toujours pas été atteints par les sauveteurs.

### *Dévastation totale*

Le nombre des blessés est estimé entre 50 000 et 100 000. Les hôpitaux de Téhéran, situés à quelque 250 kilomètres au sud-est de la zone ravagée, sont tellement surchargés que l'on est obligé d'envoyer des blessés à Chiraz, à Ispahan et même à l'autre bout du pays, à Mechhed. Quant aux sans-abri, ils se comptent probablement par centaines de milliers : quatre millions de personnes au moins vivaient dans les deux provinces dévastées.

Avec quelque retard, la télévision iranienne a diffusé des images de totale dévastation, montrant des villages – comme celui de d'Ab-Dar, dans la province de Gilan – complètement rasés ou, par exemple, que la secousse a précipités au fond d'un ravin. L'agence de presse iranienne a rapporté le cas d'un homme du village de Mandjil ayant perdu vingt-sept membres de sa famille dans la catastrophe.

Aidés de chiens spécialisés, les secouristes fouillent frénétiquement les ruines. La télévision a également montré des jeunes gens en train de donner à boire à un homme dont seule la tête dépassait des décombres. A Roudbar, un homme racontait comment, en plein sommeil, il a été projeté hors de sa maison et s'est réveillé au sommet d'un olivier ; un bloc de rocher s'est abattu peu après sur sa maison et ses quatre enfants ont péri écrasés.

### *Constructions de mauvaise qualité*

A Roudbar, une mère de six enfants raconte qu'elle en a perdu quatre ; son mari à côté d'elle est incapable de prononcer un mot. A Mandjil, une mère a tiré des décombres de sa maison le cadavre décapité d'une de ses deux filles, tandis que le père aide les secouristes à dégager le corps de leur deuxième enfant. Dans la région, détruite à plus de 70 %, quasiment toutes les familles sont en deuil.

Il est de plus en plus évident qu'une bonne partie des victimes et des destructions sont dues à la mauvaise qualité de la construction et à l'inadaptation de celle-ci à un pays d'une forte sismicité. C'est ce qu'a souligné l'ayatollah qui a conduit la prière du vendredi à l'université de Téhéran. Le religieux a insisté sur la nécessité, pour les Iraniens, de résoudre les problèmes de la construction sans faire appel à l'aide internationale et sans en laisser la responsabilité au gouvernement...

Pendant que les sauveteurs fouillent les décombres et que partout en Iran la population collecte argent, vêtements et objets de toutes sortes pour les victimes de la catastrophe, la terre continue à trembler dans les provinces ravagées. Une centaine de *« répliques »* – dont une de magnitude de 6,5 – ont été ressenties dans les trente-six heures qui ont suivi la secousse principale. – (*AFP, AP, Reuter, UPI.*)

### *Précisions sur l'épicentre*

D'après l'étude des sismogrammes, il semblerait que l'épicentre du tremblement de terre du 21 juin était plus au sud que les premières déterminations françaises et américaines le suggéraient. Maintenant, M. Michel Cara, de l'Institut de physique du globe de Strasbourg, pense que la détermination 37,2° nord et 49,5° est, faite par les sismologues soviétiques du centre d'Obninsk, est la plus proche de la réalité. L'épicentre aurait donc été situé à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Racht, et non pas sous la mer Caspienne. Si cette localisation est exacte, c'est une faille de chevauchement qui a rejoué, et non une faille de coulissage, comme on a pu le penser après le séisme.

Quant à la magnitude, elle semble avoir été de 7,4 ou 7,5. Rappelons que celle du tremblement de terre d'Arménie du 7 décembre 1988 était de 6,9 et que celle du séisme d'El Asnam (10 octobre 1980) était de 7,3 et qu'il s'agissait, là aussi, du rejeu d'une faille de chevauchement.

Y. R.

## Une épreuve envoyée par Dieu

*Suite de la première page*

Résumé des contradictions du régime : les ambassades iraniennes en Europe, de leur côté, délivraient, en deux heures, vendredi, le jour réservé habituellement à la prière, des visas de huit et dix jours.

L'Iran a-t-il seulement demandé l'aide internationale ? Les deux cent cinq spécialistes français de la Sécurité civile, arrivés à bord d'un avion affrété par le gouvernement français, avaient matière, vendredi après-midi, à s'interroger. Au lieu de partir directement vers la zone ravagée, ils ont dû se soumettre à un round de négociations serrées avec l'armée et le Croissant-Rouge sur leurs objectifs, leur matériel et même leur qualification, et ils n'ont obtenu un feu vert de la cellule d'urgence du Conseil de la présidence que tard dans la nuit.

De même que les bilans les plus lourds ont été diffusés à l'étranger – la présidence ne parlait encore que de 20 000 morts et blessés vendredi matin, – l'appel iranien aux secours internationaux a été annoncé à Genève par le bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO). Si le président Hachemi Rafsandjani, après s'être rendu dans les zones de Roudbar et de Manjil apparemment les plus touchées, a déclaré à la télévision que toute l'aide internationale serait acceptée, les « durs » semblent craindre que cette catastrophe ne donne prétexte à l'intrusion étrangère et médiatisée de leurs cauchemars et ils paraissent avoir quelques moyens de la retarder, sinon l'empêcher. Ainsi les équipes de secouristes indépendants arrivées par le vol régulier d'Iran Air ont été dirigées sur de grands hôtels de la capitale.

### *Intrusion « impérialiste »*

L'intrusion, il est vrai, n'est pas des moins « impérialistes ». Plusieurs centaines de sauveteurs européens ont ainsi débarqué, avec leurs combinaisons rouges ou bleues de catastrophe et leurs chiens, lampe de poche à la ceinture, un vague foulard sur la tête pour les femmes. La France, qui n'en finit pas, par ailleurs, de tenter de régler son contentieux financier avec Téhéran, est particulièrement représentée (Médecins du monde, Médecins sans frontières, Association Action d'urgence internationale, Compagnie opérationnelle de secours internationaux...), et tout le monde a remarqué la rapidité avec laquelle le ministre Roland Dumas a offert la coopération française.

Les secouristes, dont soixante-dix Britanniques d'une organisation caritative, venus sans crainte bien que Londres n'entretienne pas de relations diplomatiques avec Téhéran, n'ont en tête, pour leur part, que le sort des dizaines de milliers de blessés et des sans-abris. Après avoir *« forcé la porte »* de l'Arménie, ils s'attendaient à plus de facilité, mésestimant peut-être le fait que la décomposition idéologique est nettement moindre en Iran qu'au pays de Gorbatchev.

Les quelques Iraniens croisés dans la rue, samedi matin, à Téhéran, étaient moins compliqués. Etonnés que des représentants de pays que le régime islamique a tant voués aux gémonies viennent si nombreux les aider, ils n'avaient qu'un sourire : *« Merci »*.

## MÉDECINE

Le projet de loi contre le tabagisme et l'alcoolisme

# Arrière toute !

*Que restera-t-il, après son examen le lundi 25 juin par l'Assemblée nationale, du projet de loi gouvernemental sur la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme ?* Après les récentes tergiversations du groupe socialiste qui, en définitive, a décidé de soutenir ce projet (*le Monde* du 21 juin), la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée a adopté, mercredi 20 juin, une série d'amendements qui, s'ils étaient votés par le Parlement, limiteraient sensiblement la portée de cette loi.

Comme on pouvait le craindre, tout en reconnaissant d'une manière générale que ce projet répond à un impératif de santé publique, plusieurs membres de la commission souhaitent que l'on revienne sur les interdictions prévues notamment en matière de publicité. La commission a ainsi adopté un amendement du rapporteur, M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris), en précisant que l'interdiction de la publicité en faveur du tabac ne s'appliquait pas aux enseignes des débits de tabac ni aux affichettes publicitaires apposées à l'intérieur de ces derniers. La commission a aussi adopté un autre amendement de M. Le Guen autorisant la publicité pour les boissons alcooliques sous forme d'affichettes ou sous forme d'enseignes, sur les lieux de production et à l'intérieur des lieux de vente à caractère spécialisé.

A l'inverse, la commission a tenu à préciser certains aspects de la lutte contre la consommation de tabac et d'alcool. Elle a adopté un amendement de Mme Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique) visant à interdire la vente de tabac aux mineurs de moins de seize ans. tout en soulignant que cette mesure serait difficile à appliquer. De la même manière, elle a adopté un amendement précisant l'interdiction de vendre ou d'offrir gratuitement des boissons alcooliques aux mineurs de moins de seize ans au sein des espaces commerciaux.

Au ministère de la santé, on craint que les amendements cherchant à réduire les interdictions de publicité en faveur du tabac et de l'alcool ne soient présentés sous une autre forme lors de l'examen du texte par l'Assemblée nationale . Pour sa part, M. Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) a annoncé que le groupe UDF voterait contre ce texte et que le groupe RPR, lui, s'abstiendrait.

Il y a quelques jours pourtant, plusieurs élus de l'opposition parmi lesquels M M. Bernard Debré, Bernard Pons, François Léotard et Mme Michèle Barzach indiquaient en privé qu'ils voteraient ce texte de loi.

JEAN-YVES NAU

□ **Mobilisation médicale en faveur du projet de loi.** – Plus de trois cents médecins et professeurs de médecine, parmi lesquels des membres de l'Académie des sciences, le président du conseil national de l'ordre des médecins et les directeurs des centres de lutte contre le cancer ont adressé vendredi 22 juin une lettre aux députés, dans laquelle ils apportent leur soutien au projet de loi interdisant la publicité sur le tabac. Qualifiant la lutte contre le tabagisme de *« priorité pour l'amélioration de la santé publique »*, les signataires soulignent qu'une telle interdiction *« a contribué de façon importante à faire diminuer la consommation tabagique, en particulier chez les jeunes »*, dans les pays où elle est déjà en vigueur.

## ESPACE

# Reprise des vols d'Ariane fin juillet

La fusée européenne Ariane reprendra fin juillet le chemin de l'espace, avec à son bord les satellites français TDF-2 (télévision directe) et ouest-allemand DFS-Kopernicus-2 (télécommunications), a annoncé vendredi 22 juin la société Arianespace. Après l'échec du vol 36, provoqué le 22 février par l'obstruction de l'alimentation en eau de l'un des quatre moteurs du premier étage, de nouvelles procédures de contrôle ont été instaurées pour augmenter la fiabilité de la fusée. Arianespace, depuis ce dernier échec, a enregistré six nouveaux contrats de lancement.

Les ministères de la recherche et des télécommunications et de l'espace ont par ailleurs annoncé, vendredi 22 juin, la participation de la France à deux nouveaux programmes spatiaux européens : le satellite d'observation ERS-2 (à hauteur de 23 % pour un coût total de plus de 3 milliards de francs) et le projet DRTM (19 % sur plus de 4 milliards), destiné à assurer les liaisons entre la Terre, le futur avion spatial Hermès et le module Columbus.

## JUSTICE

Au lendemain de leur journée d'action

# Les magistrats se disent « déçus » par les nouvelles déclarations du garde des sceaux

**Les nouvelles déclarations du garde des sceaux faites, le vendredi 22 juin, aux dirigeants du Syndicat de la magistrature (gauche) et à l'Agence France-Presse n'ont pas convaincu les organisations de magistrats.**

M. Pierre Arpaillange a fait, vendredi, de nouvelles déclarations. Il n'a pas pris d'engagements nouveaux. Il s'est borné à répéter des propos déjà anciens sur les deux principales revendications des magistrats, l'augmentation du budget du ministère de la justice et une réforme du statut des juges qui les mette à l'abri des pressions du pouvoir politique.

Si l'on admet à la chancellerie que le fond n'est pas foncièrement neuf, on insiste sur la forme. Celle-ci serait *« solennelle »*. Il était difficile de faire moins après le succès de la journée de protestation des magistrats, le 21 juin.

Cité par M. Alain Vogelweith, vice-président du Syndicat de la magistrature, l'un des dirigeants de cette organisation qu'il a reçus vendredi, M. Arpaillange a réaffirmé son désir de voir le budget de son ministère augmenter de 15 % en 1991 . Le 4 mai, au cours d'une réunion des procureurs généraux à la Cour de cassation, il avait souhaité que cette augmentation *« soit comprise entre 10 % et 15 % »*. *« J'espère*, avait-il ajouté, *qu'elle puisse être portée à 20 % en deux ou trois ans. »*

A l'AFP, le garde des sceaux a déclaré sur le même sujet : *« Je serais un ministre irresponsable si je proposais, comme certains syndicats le réclament, de passer, dès 1991, à 2,5 % du budget général de l'Etat. Cela signifierait une croissance de 90 % en un an. On ne passe pas d'un budget de 17 milliards à un budget de 32 milliards d'une année sur l'autre. »*

M. Arpaillange a fait part,également à l'AFP, de son intention de transmettre au premier ministre, *« avant le 15 juillet »*, un texte relatif au statut des magistrats. *« Leur indépendance*, a-t-il commenté, *ne peut reposer sur leur seul force de caractère. C'est la raison pour laquelle un projet de loi organique est à l'étude à la chancellerie,* (qui) *prévoit notamment une dissociation du grade et de l'emploi. »*

### *Réforme du statut*

Cette réforme consisterait à distinguer, au moins partiellement, le grade des magistrats de l'emploi qu'ils occupent effectivement. Actuellement, pour améliorer son traitement, un juge doit grimper dans la hiérarchie. Il est placé de fait sous la dépendance de ses supérieurs qui le notent et du pouvoir politique qui le nomme. Si la réforme annoncée par M. Arpaillange voyait le jour, un juge d'instruction pourrait prétendre, au bout d'un certain temps, au même traitement qu'un conseiller de cour d'appel sans avoir à quitter son poste. Il ne s'en sentirait que plus libre de résister aux pressions Le garde des sceaux a souvent évoqué une telle réforme, la dernière fois le 31 mai au cours de l'émission *« Le grand réveil »*, sur France-Culture, en déclarant : *« Le ministère de la justice travaille et va avoir très prochainement terminé ses travaux pour une réforme du statut de la magistrature »*.

Aujourd'hui M. Arpaillange est plus précis sur le calendrier. Il avance une date – le 15 juillet – qui n'est pas celle de la discussion de ce texte au Parlement mais la date à laquelle il le communiquera au premier ministre. A M. Michel Rocard de voir...

Le garde des sceaux ne pouvait signifier plus clairement que la réforme du statut de la magistrature atttend un feu vert politique qui ne vient pas. Cette réforme, pour être réelle, supposerait d'ailleurs une révision constitutionnelle qu'a promise M. Mitterrand il y a bien longtemps et qui, elle aussi, se fait attendre. Il en va de même pour le budget du ministère de la justice : son accroissement dépend d'arbitrages qui ne sont pas davantage du ressort de M. Arpaillange et qui tardent.

Les trois syndicats de magistrats l'ont bien compris. Ils se disent *« déçus »* par les déclarations du garde des sceaux. M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérés) les juge *« floues »*. M. Alain Terrail, président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite) est d'avis qu'il n'y a *« rien de nouveau »*, tout comme M. Vogelweith, le vice-président du Syndicat de la magistrature. Echaudés par trop de déclarations sans suite et d'engagements non tenus, les syndicats demandent à voir. Ils n'ont apparemment pas désarmé.

BERTRAND LE GENDRE

□ **Bavure du Quartier latin : le policier inculpé.** – Jean-Louis Scombart, le policier qui a tué d'une balle dans la tête, mercredi 20 juin, un jeune homme lors d'une interpellation en flagrant délit au Quartier latin à Paris (*le Monde* du 22 juin), a été inculpé, vendredi 24 juin, d'homicide involontaire et laissé en liberté sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction, Mme Laurence Levert. Aux termes du contrôle, il lui est interdit de porter une arme et d'exercer des activités de police judiciaire . D'après les principaux témoins, la victime, un jeune homme qui venait de changer de faux chèques de voyage, était couchée à terre et semblait maîtrisée lorsque l'enquêteur du 10e cabinet de délégation judiciaire a tiré. L'enquête a été confiée à l'Inspection générale des services.

M. Marek Halter poursuivi par l'AGRIF

# *Un procès d'intolérance*

Comme son nom semble l'indiquer, l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGRIF) s'est donné pour but de lutter contre l'intolérance. Présidée par M. Romain Marie, député européen (Front national), cette association a donc décidé de poursuivre l'écrivain Marek Halter en l'accusant de diffamation envers les catholiques pour des propos contenus dans un entretien avec un journaliste du *Figaro*, publié le 30 octobre 1989.

Evoquant les Eglises des pays de l'Est, l'écrivain avait notamment déclaré : *« Elles n'ont connu ni le travail de réflexion qui a pris place ici au lendemain du nazisme, ni Vatican II, ni Jean XXIII. Ce sont des Eglises archaïques, xénophobes, souvent racistes et antisémites. »* Pour l'AGRIF, la dernière phrase est diffamatoire et, à l'audience du vendredi 22 juin, Me Wallerand de Saint-Just prétend, en son nom, défendre *« l'intégralité des catholiques »*. Un seul témoin a suffi pour détruire cette assurance. Presque sèchement, le Père Jean-Michel di Falco, porte-parole de la Conférence des évêques, a donné lecture d'une lettre du secrétaire général de la Conférence épiscopale de Pologne selon lequel l'Eglise polonaise ne reconnaît à aucune association française le droit de la défendre ou de la représenter.

Pour l'abbé Pierre, également cité, la poursuite est *« grotesque »* car, *« s'il n'est plus possible d'évoquer telle ou telle réalité, il n'y a plus de possibilité d'effectuer tout travail historique »*.

Pourtant Noël Copin, rédacteur en chef de *la Croix* ne cache pas que les propos de l'écrivain lui ont *« fait de la peine »*. De la même manière, l'abbé Jean Toulat a trouvé les termes *« peut-être un peu trop durs »*, mais il rejoint Jean-Claude Petit, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *la Vie*, pour souligner l'idée de Marek Halter *« pionnier de l'amitié judéo-chrétienne »*. Celui-ci ne conteste pas avoir critiqué les Eglises des pays de l'Est, il précise bien que c'est dans l'espoir qu'elles se livrent aux mêmes réflexions que les Eglises d'Occident.

Le substitut du procureur de la République, Mme Martine Valdès-Boulouque, n'est pas entré dans ce débat. Pour le magistrat, les choses sont plus simples : l'AGRIF n'est pas juridiquement recevable dans sa plainte car, outre le fait qu'elle n'a pas qualité pour représenter les Eglises de l'Est, ses statuts démontrent qu'elle *« a opéré une sélection dans le racisme »*. Une opinion que partage Me Bernard Jouanneau : *« Pour lutter contre le racisme, il faut lutter contre tous les racismes »*.

Jugement le 13 juillet .

MAURICE PEYROT

CINÉMA

# La Fête sort des salles

## *Toujours plusieurs films pour un seul billet*
## *La profession ouvre les coulisses au public*

La Fête du cinéma 1990, c'est, comme chaque année depuis six ans, une journée complète de films, le 28 juin, dans la plupart des salles de France, avec pour passeport un seul billet. Le traditionnel *jeu-concours*, du 27 juin au 28 août, proposera un film de montage sur la danse : il suffira pour gagner d'identifier les principaux interprètes.

Fait nouveau, la Fête sort des salles obscures pour nous inviter, du 23 au 27 *juin, à explorer la profession*. Ainsi, les studios de la Victorine, à Nice, l'Institut Lumière, à Lyon, l'auditorium de Joinville, le cours Florent, à Paris, ouvrent leurs portes au public. Mais, pendant ces cinq jours, le grand rendez-vous des cinéphiles est au Palais de Tokyo, à *Paris*.

Le décor, sur 1 000 mètres carrés, inspiré de l'exposition « Cités-Ciné », est signé Jean-Claude François, décorateur de *la Passion Béatrice* et César du décor pour *Molière*, d'Ariane Mnouchkine.

Les stands, encastrés dans une pellicule géante, proposent tous les objets du culte : livres, revues, vidéos, objets promotionnels, pièces de collection en tout genre, disques, vêtements inspirés de films, etc.

Dès le 23 juin débute au Palais de Tokyo un cycle western, avec des grands classiques du genre en VO. Des costumes, empruntés à la SFP, sont exposés aux côtés de maquettes de Charles Matton. Des *objets* d'artistes du monde entier sont présentés au public avant leur vente aux enchères, dimanche 24 juin, à 20 heures. Les bons d'achat seront disponibles le temps de cette exposition.

Pendant cinq jours, les professionnels du cinéma rencontreront le public. Samedi, Francis Huster ouvre le feu avec une séance du cours Florent. Dimanche, les Cascadeurs associés se lancent du toit du Palais de Tokyo. Lundi, les spécialistes des effets spéciaux livrent quelques-uns de leurs « trucs ». Mardi, Jean-Claude Carrière et Jean-Loup Dabadie expliquent au public les secrets du scénario. Producteurs, décorateurs, maquilleurs et affichistes sont également de la *partie. Le* dernier jour de la Fête, tous ces professionnels se retrouvent pour un tournage sous les yeux du public.

Un bureau de casting reçoit les candidatures des acteurs en herbe durant le week-end. Un stand de maquillage leur permet d'arriver fin prêts. En cas d'échec, ils pourront toujours se glisser dans la silhouette de Marylin ou de Rambo pour une photo souvenir.

La nuit du samedi 23 au dimanche 24, de 22 h 30 à l'aube, la Cinémathèque française accueillera gratuitement le public pour un programme sur le thème de la danse.

► **Renseignements au Palais de Tokyo : 40-70-00-87 et 47-20-65-44.**

# La fondation GAN et le mécénat

## *Le mariage des assurances et de l'image*

En finançant pour 3 millions de francs l'ensemble des manifestations, la Fondation GAN devient cette année le sponsor officiel de la Fête du cinéma. L'opération consacre deux ans de mécénat, mariage particulièrement réussi entre une compagnie d'assurances et le monde des images.

Tout commence en juillet 1986 grâce aux liens d'amitié qui unissent Bernard Attali et Constantin Costa-Gavras. Le président du GAN aide alors celui de la Cinémathèque française à célébrer dignement le cinquantenaire de l'institution du Palais de Chaillot. Mais le geste n'aurait peut-être pas eu de suite sans la volonté de M. François Heilbronner qui, succédant à M. Attali, décide d'associer durablement *l'image du GAN* à celles du septième art.

Baptisée pendant le Festival de Cannes 1987, avec l'aide de *Télérama* et de la société Agfa, la Fondation GAN pour le cinéma élargit son action en faveur du patrimoine *cinématographique* en assurant, aux côtés de la Cinémathèque française, la restauration d'une centaine de films par an. Sont ainsi sa*uvés* d'une détérioration fatale des chefs d'œuvre comme *le Carrosse d'or* de Jean Renoir, *Un chapeau de paille d'Italie* de René Clair ou les 350 bandes photographiques d'Etienne Marey, exceptionnel document sur la préhistoire du cinéma.

Mais la sauvegarde du patrimoine n'aurait qu'un intérêt limité sans sa communication au public. Aussi la Fondation a-t-elle organisé une série de grandes manifestations autour de *la Passion de Jeanne d'Arc* de Carl Dreyer, *Octobre* d'Eisenstein, *Feu Mathias Pascal* de Marcel L'Herbier ou *Intolérance* de Griffith, chacune de ces projections étant accompagnées *par des musiciens aussi* prestigieux que Martial Solal, l'ensemble de l'IRCAM ou le Northern Sinfonia of England.

Si l'image de l'assurance se marie naturellement avec celle du patrimoine, s'enfermer dans le passé risquait de conférer au GAN une image vieillotte. La Fondation a donc décidé d'aider aussi la création cinématographique et la découverte de nouveaux talents. Chaque année, une aide de 200 000 F est accordée aux producteurs et réalisateurs de premiers et deuxièmes longs métrages.

*« Nous sélectionnons sur scénario cinq projets de films qui reçoivent la subvention au moment du montage financier*, explique Catherine Lecoq, déléguée générale de la Fondation. *Choix difficile car, outre le risque inhérent à la production, le monde fiévreux du cinéma soupçonne aisément tout intervenant extérieur de favoriser telle ou telle société, tel ou tel genre de films. »* Mais Catherine Lecoq a fait ses classes à la Cinémathèque, et, avec une grande fermeté et une totale indépendance, elle a su éviter toutes les querelles de clans. Le palmarès des aides est éloquent : on y trouve aussi bien *le Seigneur du château* de Régis Wargnier, *Peaux de vaches* de Patricia Mazuy que *la Salle de bain* de John Lvoff, *la Captive du désert* de Raymond Depardon ou *Tilaï* d'Idrissa Ouedraogo.

La Fondation épaule également une quinzaine de festivals cinématographiques aux quatre coins de la France. Les œuvres primées se voient accorder une aide à la distribution, maillon fragile du marché français. Aide dont ont bénéficié des films comme *le Festin de Babette*, *la Petite Véra* ou *My left foot*. Dans le même souçi de promouvoir un cinéma original et diversifié, la Fondation soutient la collection « Découvertes » de MK 2 *qui programme* chaque mois, au cinéma 14 juillet Odéon à Paris, un film « événement » en marge des circuits traditionnels. Par ailleurs, en décembre 1987, le GAN avait mis un pied dans l'exploitation en appuyant la réouverture du Max Linder, avec écran géant et son THX.

En deux ans de mécénat (10 millions de francs cette année), la Fondation est devenue un partenaire fiable pour le cinéma français. Mais le GAN a su aussi utliser le cinéma pour sa politique de communication interne et externe. *« Le cinéma est un formidable atout pour la communication*, résume Catherine Lecoq, *surtout lorsque dans une petite ville, l'agent local du GAN rouvre l'unique salle de cinéma fermée depuis trois ans... »*

**JEAN-FRANCOIS LACAN**

# Sartre et les arts du spectacle

## *Des films, un colloque, un débat à la Vidéothèque de Paris*

La Vidéothèque de Paris, en collaboration avec le Groupe d'études sartriennes, organise, à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de Jean-Paul Sartre, une série de projections de documentaires sur l'auteur et de films et d'émissions de télévision tirés de ses oeuvres.

Sartre, jeune homme, voulait devenir écrivain et aussi cinéaste. Il voyait dans le cinéma la voie privilégiée de la modernité pour accéder à la beauté et au sentiment de l'*irréversibilité du temps. Son* histoire d'amour avec le cinéma est une suite de rendez-vous manqués, mais elle a compté beaucoup plus qu'on ne le pense généralement. Par exemple, c'est parce qu'il avait été engagé comme scénariste par Pathé qu'il a pu quitter l'enseignement à la Libération.

Sur la dizaine de scénarios qu'il écrivit, seuls *Typhus* (devenu *les Orgueilleux*, réalisé par Yves Allégret en 1953) et *Les jeux sont faits* (Jean Delannoy, 1947) ont été tournés. La plupart de ses pièces, en revanche, ont été portées à l'écran, avec des succès divers. Le meilleur film réalisé d'après un scénario de Sartre reste probablement le *Freud* de John Huston (1962) ; celui qu'il a lui-même le plus défendu est l'adaptation, très bressonienne, de sa nouvelle *le Mur* par Serge Roullet (1967).

Quant à la télévision, on sait comment elle a manqué, en 1975, son rendez-vous avec lui : le projet d'émissions historiques sur Antenne 2 a suscité de telles pressions qu'il a été abandonné avant même d'être entré dans la phase de réalisation.

La question des rapports difficiles de Sartre avec le théâtre, le cinéma et la télévision fait l'objet d'un colloque, le 24 juin, qui sera suivi d'un débat public, animé par Jeannette Colombel et Sandra Teroni, avec la participation d'Alexandre Astruc, Jean Cau, Michel Contat, Claude Lanzmann, Michel Mitrani, *François Périer*, Roger Planchon, Jean-Bertrand Pontalis, Bertrand Poirot-Delpech, Serge Reggiani, Claude Régy, Michel Vitold. On attend de nombreux comédiens et metteurs en scène ayant joué, monté ou adapté *des œuvres* de Sartre. Colloque et soirée sont ouverts au public dans la mesure des places disponibles.

Parmi les films et les émissions présentés, il faut souligner quelques raretés : *Huis clos* (Jacqueline Audry, 1954, et Michel Mitrani, *1965*), *la Chambre* ( M. Mitrani, 1966), *les Mains sales* (Elio Petri, 1978, avec Marcello Mastroianni), *Sartre-De Beauvoir* ( M. Cacopardo, 1967, interviews par Claude Lanzmann) .

► **Forum des Halles, porte Saint-Eustache, *jusqu'au* dimanche 24 juin, de 14 h 30 à 20 h 30. Renseignements : 40-26-30-60 et Minitel 3615 VDP15.**

□ **Mort du chansonnier André Rochel.** – Le chansonnier André Rochel, qui appartenait à la lignée traditionnelle des Raymond Souplex, René Dorin, Robert Rocca, est mort le 22 juin. Il était âgé de soixante-quinze ans. André Rochel avait participé notamment au « Grenier de Montmartre » à la radio. Il était pensionnaire du Caveau de la République.

□ **Festival Juin à Paris.** – La mairie du XVIe arrondissement organise trois concerts : le quatuor vocal Clara Schumann et Eric Unger au piano (lundi 25, 21 h, conservatoire Francis-Poulenc, 9, rue La Fontaine) ; Negro Spirituals avec le groupe Palata (mardi 26, 21 h, serres d'Auteuil, 3, avenue de la Porte-d'Auteuil) ; l'Orchestre *national d'Ile-de-France*, direction Jacques Mercier, interprétera du Vivaldi (jeudi 28, 21 h, église d'Auteuil). Entrée libre.

# Violence-opéra

## *Frénétique et lyrique, « Gunmen », de Kirk Wong est un exemple parfait du cinéma de Hongkong*



ARTEDIS

Des hommes fuient, poursuivis en pleine rue de Shanghaï par des cavaliers en uniformes bleus. La fumée des coups de feu empêche de saisir précisément qui est qui et ce qui se passe. Tout autour, les flammes jail*lissent de maisons incendiées. Pour*chassée par un camion, une femme s'écrase contre une grille. Les balles arrachent des grands bouts de tissu, creusent des trous énormes, le sang fuse. Un homme tombe, une femme en manteau de fourrure dont la robe noire, fendue, dévoile les jambes, court vers lui et criblée de balles, tressaute au ralenti, s'abat avec grâce.

Une fillette crie, elle crie « *papa* ». L'homme se retourne bouleversé, c'est la première fois que sa fille l'appelle ainsi. Son manteau est noir *de fumée et rouge de sang, il est* blessé. Le gangster, blessé lui aussi, se traîne dans la boue. Le revolver est là, à portée de main, mais la fillette s'en empare et le menace...

*Gunmen* de Kirk Wong est un exemple parfait, un modèle magnifique du cinéma de Hongkong : excessif tant dans la violence que dans le mélodrame – et parfois dans la farce, – excessif comme cette ville speedée et médiévale. L'intrigue enchaîne les habituelles péripéties de la lutte entre bons flics et méchants gangsters.

Les personnages sont des stéréotypes bien définis. Les femmes sont douces, y compris la prostituée, dévouée et discrète, auprès de qui Marguerite Gauthier est une mégère cynique. Quant à l'épouse, elle est, sans faillir, admirable. Les bons n'ont que des qualités, les méchants sont horribles. Ce sont des gangsters, des trafiquants de drogue d'une cruauté froide. Des technocrates du crime. Les bons, en revanche, ont une grande sensibilité doublée du sens de l'honneur et du sacrifice. Ils ont été soldats pendant la guerre civile.

L'action se passe en 1938, à Shanghaï dont il a fallu reconstituer les ruelles, les boutiques, les fumeries d'opium, les bordels, et jusqu'aux affiches *Dubo, Dubon, Dubonnet* de la concession française – où, dans son bureau, le consul s'inquiète tout en dégustant du cognac. *« Shanghaï était alors une ville où tout pouvait arriver, la guerre pouvait être déclenchée à chaque instant »*, dit le réalisateur.

Admirateur, de Sergio Leone et de Brian de Palma, Kirk Wong habille *ses héros de longs manteaux* droits, les coiffe de chapeaux à larges bords, et pour quelques épisodes, dans les couleurs parfois, s'inspire ouvertement des *Incorruptibles*, le film. Mais surtout, de ses deux idoles, il en possède le lyrisme flamboyant. *Gunmen* est aux polars courants ce que *la Traviata* est à *la Dame aux camélias*, le roman de Dumas fils, ou *la Tosca* à un vaudeville. Le scénario est naïf, le traitement d'une superbe sophistication, malgré les conditions de travail ou, peut-être, à cause de leur inconfort qui oblige à faire jouer l'imagination.

Hongkong produit sans discontinuer, si bien que les plans de travail sont liés à l'emploi du temps des acteurs forcés de jouer dans plusieurs films en même temps. Par manque d'argent et de matériel, presque toutes les scènes tournées sont utilisées et le monteur devient le véritable maître. *« La mode est aux polars, où les règlements de comptes sont naturellement plus rapides que les combats au sabre*, explique David Wu, reponsable du montage de *Gunmen. Du temps de Bruce Lee, certains acteurs pouvaient se permettre des mouvements inouïs en une prise. Aujourd'hui, ils ont disparu, il n'y a plus que des monteurs. Nous faisons des tours de magie, nous créons le rythme des cascades et des explosions. Nous décidons même de la mort des personnages et de la façon dont ils meurent. »*

David Wu dit aussi que *Gunmen* fait exception. En tout cas, pour ce qui est de la frénésie, de l'outrance généreuse, de la noblesse aussi, le film transporte dans un monde parallèle, un monde de féerie noire, qui tient à la fois des racines chinoises et de la « ghost culture » britannique. Un étonnant métissage, un mélange parfait de ferveur et de distance.

**COLETTE GODARD**

# Almodovar ligoté

## *Dans son dernier film, « Attache moi ! » le prince de Madrid se repose*

Victoria Abril se prélasse dans sa baignoire, avec un jouet en forme de scaphandrier à hélices qui nage droit *au but. C'est une des scènes-clou du* film de Pedro Almodovar *Attache-moi*. Il en est si content qu'il la reprend plusieurs fois.

Pedro Almodovar pourrait être le frère jumeau – et madrilène – de l'Américain John Waters. L'un comme l'autre bousculent les valeurs socio-religieuses à coups de gourmande amoralité : drogue et rock'n'roll, lesquels ne tiennent qu'un rôle infime dans *Attache moi !* Sexe et amour fou constituent l'essentiel.

Antonio Banderas sort d'un asile psychiatrique – *il* y a passé peu ou prou la moitié de sa vie – et décide qu'il est temps pour lui de se marier, d'avoir des enfants et, qui sait, un job. Il tombe dans un magazine sur une photo de Victoria Abril. Elle fait (un peu) l'actrice dans des films porno et (un peu plus) la prostituée. Il a jadis passé une nuit avec Victoria Abril – c'est elle qu'il décide d'épouser. Il force sa porte, lui fait part de son projet – et l'attache au lit jusqu'à ce qu'elle apprenne à l'aimer.

Dès lors, le film suit les épisodes de la relation prisonnière-geôlier jusqu'au rapport amoureux. Le voyage vaut la peine : Abril et Banderas sont vraiment beaux. Fourmillant de notations délicieuses sur les milieux du cinéma, *Attache moi !* ne fera hurler que ceux et celles qui ne perçoivent pas la satire la plus insistante. Les féministes n'ont pas à se révolter, c'est Victoria Abril qui, rapidement, prend la direction des opérations. Plus explicite, on frise le X.

Mais... moins ouvertement dingue que *Femmes au bord de la crise de nerf*, moins fort que *la Loi du désir* ou *Matador*, *Attache-moi !* laisse un peu le spectateur sur sa faim. Comme si, tournant délibérément le dos au glamour kitsch et à la verve iconoclaste qui ont forgé sa réputation, Almodovar voulait marquer un temps d'arrêt, boucler un cycle et reprendre son souffle pour repartir – au *prochain coup – dans une nouvelle* direction.

**HENRI BÉHAR**

# Le cinéphile et l'aventurier

## *L'ambiguïté ne paie pas toujours*
## *Exemple : « Apartment Zero » de Martin Donovan*

*Apartment Zero*, de Martin Donovan, est un film anglais tourné en Argentine. C'est pourquoi l'histoire se passe à Buenos-Aires à l'automne 1988, à la fin de la dictature. Le héros, Colin Firth, se montre encore plus britannique que dans le film qui l'avait révélé, *Another Country*, de Pat O'Connor. Tout au moins pour l'habillement et les manières, *car son personnage*, Adrian LeDuc, est solitaire et coincé.

Sa mère est en train de mourir dans un hôpital psychiatrique. Cinéphile dans l'âme, il anime une salle d'art et d'essai au bord de la faillite. Couvert de dettes, il décide de prendre un locataire pour partager le grand appartement qu'il occupe dans un vieil immeuble bourgeois, habité principalement par des étrangers. Comme on a déjà repéré la photographie de Montgomery Clift bien en évidence dans le salon et comme on a appris son culte pour James Dean, *on ne s'étonne pas* qu'il flashe sur Jack Carney (l'acteur canadien Hart Bochner), Américain brun, musclé, blouson de cuir, jeans et regard prometteur.

Le réalisateur souligne tellement les ambiguïtés du scénario et des personnages qu'on a tout compris en un quart d'heure. L'homosexualité latente (enfin, pas tellement latente...), le rapport de fascination-domination entre le cinéphile et son locataire, le mystère de l'assassin qui terrorise *la ville en employant* les méthodes des « escadrons de la mort » ...

Cinéphile lui-même, Martin Donovan cite explicitement *The Servant* de Losey et *Théorème* de Pasolini. Mais il y a sûrement d'autres clés. On ne les cherche pas parce qu'on s'ennuie. A *quelques* séquences près, la mise en scène est maladroite et le suspense psychologique sombre dans le mélodrame. Reste l'effet pervers produit par l'attraction physique des deux comédiens . De Colin Firth ou de Hart Bochner, qui va nous séduire ? C'est affaire de fantasmes.

**JACQUES SICLIER**

## COMMUNICATION

□ **SFP : les grévistes écrivent au président de la République.** – M. Jean-Pierre Hoss, PDG de la Société française de production (SFP), a présenté le vendredi 22 juin devant le comité d'entreprise son plan social qui accompagne 500 suppressions d'emploi. Les représentants du personnel, qui contestent les chiffres du déficit avancé par la direction, ont envoyé une lettre ouverte au président de la République. Ils soulignent que M. François Mitterrand est *« à présent le seul à pouvoir faire cesser la liquidation de la production publique française »* et lui demandent *de « se saisir personnellement de ce dossier »*. La SFP, qui connaît sa plus longue grève depuis 1979, a déjà perdu, selon la direction, 19 millions de francs depuis le début du conflit.

□ ***OPA sur la MGM : M. Parretti* obtient un nouveau délai.** – M. Gian Carlo Parretti a signé, vendredi 22 juin, un nouvel accord avec la Metro Goldwyn Mayer (MGM). La clôture de l'OPA est repoussée au 23 octobre, délai qui permettra à l'homme d'affaires italien de tenter de réunir l'argent nécessaire et de boucler son accord de financement avec le groupe Time Warner. Pour obtenir ce nouveau délai, M. Parretti a du porter son offre à 20 dollars par action, soit un total de 1,3 milliard de dollars contre 1,2 *milliard précédemment. Il* devra verser 250 millions de dollars dès le 20 juillet.

# CULTURE

PHOTO

## Jardins de rêve

*Les étranges visions nocturnes d'Ellen Brooks*

Comme ses compatriotes, Laurie Simmons et Sandy Stoglund, Ellen Brooks s'est fait connaître il y a une dizaine d'années par ses mises en scène de poupées miniature, aux gestes stylisés, représentant, dans des décors fabriqués par elle-même, les tics, les mythes et les archétypes de la société américaine. Cette série, partiellement montrée en 1984 au Centre Pompidou, a été suivie d'une réflexion critique sur le portrait, à base d'images de magazines ou de plans de films. Et sur l'aliénation de la nature, figurée par des chutes d'eau et des terrains de golf, transcrite par des tableaux où le grain de l'agrandissement joue un rôle prépondérant.

Sa dernière création, *Nocturnales*, d'où la présence humaine est bannie, procède d'une démarche identique. A partir de documents tirés de revues spécialisées, elle met en jeu des vues nocturnes de pelouses et de jardins artificiellement éclairés. Cadre pictural où prime l'organisation des formes, l'espace modifié, peint, tramé, piqueté d'une myriade de points colorés (orange, bleus, verts) et qui donne lieu à une sorte de tapisserie pointilliste digne de Seurat.

Reflet brouillé d'une vision voilée, filtrée, cette iconographie fort élaborée qu'Ellen Brooks corrige à son gré jusqu'à en faire un paysage de rêve, quasi romantique, recèle derrière son apparente sérénité, une atmosphère de mélodrame et de mystère de film de série B. Ces tableaux de détails fort agrandis sont plus qu'un contrepoint aux clichés du cinéma et de la télévision. Ils constituent une matière sensitive, alliage subtil d'émotion et de séduction esthétique, où l'œil redécouvre l'essence de la vision.

PATRICK ROEGIERS

► **Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 75003 Paris. Jusqu'au 30 juin.**

MUSIQUES

## Gardel, toujours

*Les fidèles du tango se rassemblent à Bercy pour célébrer le centenaire du chanteur argentin*

Six mois à l'avance sur le calendrier, Miguel Angel Estrella, Julia Migenes, Rudolf Noureev, Susana Rinaldi, Francis Lalanne, le Sexteto Tango, John Wood et Ann Lewis se réunissent au Palais omnisports de Bercy pour rendre hommage à Carlos Gardel à l'occasion du centenaire de sa naissance.

Gardel s'est identifié au tango, lui a donné sinon sa physionomie du moins son essence. Venant de Toulouse avec sa mère, il arrive à Rio-de-la-Plata en mars 1893. En moins de vingt ans il enregistre cinq cents tangos. Avec une finesse presque animale, il fait jaillir la réalité au détour d'une phrase... Dès lors, comme le blues des Noirs américains, le tango va exprimer l'homme blessé.

Le tango a perdu aujourd'hui beaucoup de sa valeur de chronique sociale. Pourtant chaque période trouble d'Argentine voit une renaissance de cette musique violente, lyrique et passionnée. Et les Argentins chantent toujours *Cambalache*, un classique autrefois interprété par Gardel : *« Notre vie traine dans la misère et nous sommes tous dans la même boue. (...) N'importe qui est un voleur, n'importe qui est un seigneur. »*

Quant à la descendance de Carlos Gardel, elle est toujours assurée : hier avec les chanteurs Edmundo Rivero et Roberto Goyeneche ; aujourd'hui avec Litto Nebbia, qui vient de reprendre dans un disque compact quelques-uns des plus beaux titres de celui que les *portenos* – les habitants de Buenos-Aires – surnommaient *El Mago*. Le magicien.

CLAUDE FLEOUTER

► **Palais omnisports de Bercy, samedi 23 juin, 20 heures. Tél. : 43-46-12-21.**

## Laurent Spielmann devrait diriger l'Opéra du Rhin à Strasbourg

*Laurent Spielmann, actuel directeur du festival Musica de Strasbourg, devrait prendre durant l'été 1991 la tête de l'Opéra du Rhin. Il succédera ainsi à René Terrasson à la direction de l'un des plus importants opéras de région, géré par un syndicat intercommunal de Strasbourg, Colmar et Mulhouse.*

Cette succession pourrait être un véritable tournant dans la politique de l'opéra alsacien ; Laurent Spielmann, qui a d'abord assisté Laurent Bayle lors de la création du festival Musica en 1983, lui a succédé cinq ans plus tard. Comme lui, il a su faire de Musica un temps fort de la musique contemporaine en France, en mariant l'exigence artistique aux aspects festifs et ludiques qui ont attaché un public important à un festival par ailleurs largement subventionné. Dans les murs même du théâtre strasbourgeois, qui accueille les représentations de l'Opéra du Rhin, il avait notamment invité, en 1988, *Die Soldaten*, de Bernd Alois Zimmermann, monté par l'Opéra de Stuttgart, et n'a jamais caché sa fascination pour le théâtre musical contemporain.

Son arrivée, souhaitée par M. Norbert Engel, adjoint à la culture de Strasbourg, acceptée par le syndicat intercommunal et – semble-t-il – par le ministère de la culture, ne se fait pas sans ambiguïté. Si les élus assurent que René Terrasson n'a pas démérité, son départ, annoncé seize mois après le passage à gauche des deux principales villes et l'arrivée de nouvelles équipes municipales, apparaît quand même comme une alternance.

L'Opéra du Rhin, qui connaît de sérieux problèmes de locaux et de moyens, ne s'est-il pas contenté de bons taux de remplissage grâce à des abonnés fidèles, sans trop d'invention artistique ? René Terrasson, présentant – sans le dire – son ultime saison à Strasbourg, a souligné au contraire son travail sur la voix et la découverte des jeunes chanteurs français, mais reconnu *« un déficit de communication »* dans la politique de l'Opéra du Rhin, qui se porte pourtant, assure-t-il, *« de mieux en mieux »*.

L'irruption d'un spécialiste des musiques d'aujourd'hui dans une institution lyrique assez conservatrice fait en tout cas figure d'événement, sans qu'on ne sache rien aujourd'hui des projets de Laurent Spielmann pour l'automne 1991.

JACQUES FORTIER

## Mort de la cantatrice anglaise Elisabeth Harwood

**Elisabeth Harwood, l'une des sopranos les plus célèbres de *Grande-Bretagne, est morte le* vendredi 22 juin d'un cancer. Elle était âgée de cinquante-deux ans.**

Née le 27 mai 1938 à Kettering, Elisabeth Harwood étudie le chant à Manchester. Elle fait ses débuts à Glyndebourne en 1960 dans le rôle du second garçon de *la Flûte enchantée*. C'est dans *le Comte Ory* de Rossini qu'elle rencontre son premier grand succès en 1963. En 1967, elle entre à l'Opéra de Covent Garden et, l'année suivante, elle interprète Fiordiligi dans *Cosi fan tutte*, rôle-clef dans sa vie, qu'elle reprend au festival d'Aix-en-Provence, et qui lui vaut un triomphe.

Son charme, sa beauté, sa présence en scène, sa voix en font une mozartienne idéale et, au début des années 70, elle participe régulièrement au Festival de Salzbourg. Elle chante Suzanne et la Comtesse dans *les Noces de Figaro*, Dona Elvire dans *Don Giovanni*. Elle enregistre plusieurs opéras avec Herbert von Karajan. Elle interprète également Richard Strauss, Benjamin Britten, Puccini. Berlioz (Teresa dans *Benvenuto Cellini*) lui offre un nouveau triomphe. Elisabeth Harwood rayonnait de beauté et de générosité dans la vie comme sur scène. Elle est parvenue à équilibrer sa carrière et sa vie de famille, elle avait le don du bonheur.

C. G.

# SPORTS

La Coupe du monde de football

## Le Cameroun, tranche de la vie napolitaine

*La ville a choisi : elle aime ces fils d'Afrique entourés d'une cour bigarrée et joyeuse*

CASERTE

*de notre envoyé spécial*

A Naples, la vérité ne sort pas de la bouche des enfants mais de celles des grand-mères. Et quand une mamie locale s'avance vers un groupe de jeunes gens pour leur lancer : *« Bravo, on vous aime ! »*, elle se fait le porte-parole de toute la ville, des faubourgs de San-Anastasia aux collines de Fuorigrotta. Vendredi 22 juin, lorsqu'une vieille dame s'est ainsi adressée à une demi-douzaine de supporters camerounais qui chassaient le « lion indomptable » dans le hall d'un hôtel de Caserte (banlieue de Naples), le message était clair : à la veille du match Cameroun-Colombie, les Napolitains avaient choisi le camps des héros.

L'Italie s'est prise de passion pour les fils d'Afrique. Les gosses de Caserte patientent des heures dans l'attente d'un autographe de Thomas N'Kono. Les vétérinaires de la région, réunis en congrès dans l'hôtel des joueurs, interrompent leurs débats pour poser aux côtés de Cyrille Makanaky. Et des midinettes enthousiastes viennent scander le nom de Roger Milla jusque sur les travées effritées du vieux stade local, terrain d'entraînement des Camerounais...

Depuis le début de son aventure italienne, la délégation camerounaise vit sur une drôle de planète, quelque part entre le sud de l'Italie et les faubourgs de Yaoundé. Piégée par ces succès que les dirigeants n'avaient pas prévu (victoires contre les Argentins et les Roumains), elle s'est retrouvée tiraillée entre la tradition africaine et les exigences du football professionnel à l'européenne.

D'Afrique, elle a importé le folklore, autrement dit une gentille pagaille. Avec elle, point de filtrage trop rigoureux des allées et venues, pas de mesures de sécurité exceptionnelles. Un cinéphile qui passerait une journée dans le sillage des « lions indomptables » serait persuadé d'assister au tournage d'un remake du film *Black Micmac*. La délégation offre le visage un peu désordonné, mais toujours sympathique, d'une famille nombreuse dont l'arbre généalogique n'a cessé de se ramifier au fil des matches. Joueurs, dirigeants, sympathisants, journalistes... Nul ne sait trop qui fait quoi au sein de cette joyeuse troupe.

Ce colosse barbu, sorte de Carlos à la mode de Douala, vêtu d'une tunique marron et chaussé de sandales blanches ? Le docteur Tsalla, un médecin fort réputé au pays ; avant la compétition, il ne cachait pas avoir décelé quelques cas de malaria et autres chez ses joueurs, mais ne s'en inquiétait guère. Ce jeune homme qui vend des tee-shirts à 100 F l'unité ? Justin, employé dans une maison d'édition à Paris. Arrivé en simple supporter, il fait désormais partie de la famille et pense déjà à la finale. Cet homme qui porte beau dans son costume vert orné d'une pochette rouge ? M. Albert Epoune Etotokete, le président de la fédération.

### *Le folklore et les intérêts*

Il y a aussi tous les autres, plus ou moins discrets : des journalistes proches du pouvoir ou plus indépendants ; des dirigeants des principaux clubs, aussi, histoire de ne vexer personne ; des supporters, avec drapeaux et casquettes ; certains évoquent enfin des sorciers bien achalandés en gris-gris. L'ensemble forme une cour surréaliste et bigarrée (à dominantes jaune, rouge et vert) au sein de laquelle les discussions vont bon train sur la composition de l'équipe. L'entraîneur soviétique Valeri Nepomniachi, technicien compétent, mais complètement dépassé par ces multiples réseaux d'influence, en vient à faire parfois office de figurant.

Au-delà de la tradition, le séjour des Camerounais a également donné lieu à de sérieuses empoignades, beaucoup plus proches du modèle européen. Le folklore s'est souvent arrêté là où les intérêts financiers l'exigeaient. Emmenés par les onze professionnels qui évoluent en Europe (France, Suisse, Espagne), les vingt-deux joueurs ont ainsi âprement négocié les tarifs de leurs primes. Jusqu'au match de samedi contre la Colombie, ils avaient gagné chacun environ 260 000 F. Du moins en théorie. Car le ministre des sports, M. Joseph Fofé, est venu en personne vendredi après-midi leur expliquer qu'une partie de cet argent leur serait versée plus tard... Echaudés par de précédentes expériences, les « Lions » n'ont que très modérément apprécié cet ajournement.

Cette Coupe du monde aura en fait marqué le début d'un « militantisme » à l'européenne et de revendications inimaginables il y a quelques années. Dans l'esprit des dirigeants, le grand responsable en est évidemment Joseph-Antoine Bell, le gardien des Girondins de Bordeaux, le premier à s'être élevé contre l'autorité fédérale et surtout gouvernementale.

Ecarté de l'équipe pour avoir critiqué la préparation, il est, malgré tout, resté avec la sélection, pour constater que ses compatriotes n'ont peut-être pas su digérer leur succès : *« De nombreux joueurs comme une majorité de dirigeants ont pris la « grosse tête ». Ils ont manqué d'humilité. Et c'est pour cela que nous avons été battus par les Soviétiques, parce que depuis le match contre les Roumains, ils se voyaient champions du monde. »*

PHILIPPE BROUSSARD

### A la télévision

**Samedi 23 juin : Cameroun-Colombie à 17 h (TF1) ; Tchécoslovaquie-Costa-Rica à 21 h (A2).**

**Dimanche 24 juin : Brésil-Argentine à 17 h (A2) ; RFA-Pays-Bas à 21 h (FR3).**

**Lundi 25 juin : Rép. d'Irlande-Roumanie à 17 h (FR3) ; Italie-Uruguay à 21 h (TF1).**

## Les premières leçons du Mondiale

*Suite de la première page*

***– Ne faut-il pas regretter l'évolution du jeu des pays d'Amérique du Sud, sans doute moins spectaculaire ?***

– Il est exact que, à part l'Uruguay, les autres équipes de ce continent ont copié l'Europe. Mais il est aussi exact que le football de notre continent est aujourd'hui le plus puissant et le plus solide. La compétition est plus que jamais synonyme d'efficacité. En terme de jeu, les matches qui viennent de se dérouler ont cependant été de qualité tout à fait acceptable.

### *Le meilleur : Matthaus*

***– Quelles sont les tendances « lourdes » ?***

– Un axe de défense très dense avec trois ou quatre joueurs, des garçons de couloirs sur les côtés, des attaques rapides ; on voit de plus en plus une recherche du caractère polyvalent du joueur. C'est le message que devront appliquer toutes les écoles de football : travailler sur les points forts tout en gardant les bases générales.

***– N'est-ce pas pour compenser le manque de joueurs exceptionnels ?***

– Sans doute. Les numéros 10 dans le sens « platinien » deviennent très rares. Il y a de moins en moins de joueurs capables d'avoir une maîtrise des espaces et des trajectoires. On constate que, dans ce Mondiale, les joueurs qui sortent du lot sont ceux qui évoluent dans les clubs italiens, parce qu'habitués, chaque dimanche, à livrer des combats importants. L'Allemand Matthaus, qui, selon moi, a été le meilleur durant ces quinze jours, en est l'illustration parfaite.

***– Comment imaginez-vous la suite de ce Mondiale ?***

– La grande question est de savoir dans quel état de préparation les équipes encore en lice vont se trouver. Préparation athlétique : l'histoire de la Coupe du monde montre qu'à l'exception du Brésil de 1970 toutes les équipes qui ont commencé lentement ont souvent fini très fort. Le Brésil, cette fois, donne l'impression d'avoir bien géré le début de ce Mondiale. En revanche, l'Allemagne et l'Italie, qui ont laissé déjà beaucoup d'énergie, ne sont pas du tout à l'abri d'une mauvaise surprise. Il s'agit maintenant pour toutes ces équipes de parvenir à un confort physiologique qui leur permette de soutenir trois à six matches pleins.

» Préparation, enfin, psychologique. C'est peut-être là l'aspect de plus important. Avec ceux qui jouent, pas de problème. Ce sont les onze autres du groupe qui, souvent, créent des difficultés. Ils se déconcentrent, font la mauvaise tête, parlent aux journalistes. C'est le souci numéro un d'un encadrement technique qui parfois n'hésite pas à recourir aux services d'un psychologue.

***– Le fait que cette compétition soit devenue aussi une véritable bourse d'échanges n'accroît-il pas les difficultés ?***

– Pour les très grands joueurs, non ; ils sont tous déjà ligotés. Pour les autres, les Tchèques par exemple, qui se préparent maintenant à émigrer en masse, les Yougoslaves, ceux de l'Amérique du Sud, cela doit jouer. Ce Mondiale est pour tous un bon tremplin.

***– Quelle partition la France aurait-elle pu jouer dans un tel concert, si elle s'était qualifiée ?***

– La Yougoslavie et l'Ecosse qui nous ont éliminés se sont montrées moins fortes dans ce Mondiale que lorsque nous avons eu à les affronter. Elles ont baissé tandis que je crois que le groupe France est devenu fort. Il a retrouvé un style, un dynamisme, un cœur. Si nous avions été présents en Italie, nous aurions été capables d'accéder aux huitièmes de finale. Nous disposons d'une équipe de coupe capable d'accrocher trois points. Après, je ne sais vraiment pas ce qui aurait pu arriver.

Propos recueillis par
DANIEL CARTON

## *Haute définition et ballon-rond*

Pour des millions de supporters, le *Mondiale* a les couleurs (parfois brouillées) des standards actuels de télévision, PAL, SECAM ou NTSC, et le terrain se réduit au format de leur téléviseur. C'est assez pour allumer la passion, mais pas pour discerner tous les détails du jeu.

Pour quelques milliers de privilégiés, en revanche, ce Mondiale marque une étape, celle des premières retransmissions en direct en télévision haute définition européenne, organisée par les industriels regroupés dans le programme Eurêka.

Dans le stade de Rome, six caméras haute définition de la RAI tournent des images cinq fois plus riches que d'ordinaire : les spectateurs des tribunes y sont des individus, et non une masse informe ; les plans larges ne font pas disparaître le ballon, englobent tous les joueurs en action ; et l'on croirait presque voir les gouttes de sueur perler.... Envoyées sur le satellite expérimental Olympus, ces images sont reçues en France, à Bercenay-en-Othe, et renvoyées sur le satellite TDF 1, qui permet, lui, d'arroser toute l'Europe.

Les quelques décodeurs HD-MAC (aux normes européennes) capables de restituer ces images sont répartis dans des capitales européennes : Milan, Francfort, Londres, Paris. En France, les invités de France-Télécom, de TDF et des industriels ont pu savourer dans des conditions inégalées les matchs de l'Italie contre l'Autriche le 9 juin, les Etats-Unis le 14 juin, la Tchécoslovaquie le 19 juin.

*Les huitièmes de finale le 25 juin* seront retransmises au pavillon Gabriel à Paris, devant les gagnants d'un concours organisé avec RTL. Ces démonstrations dans toute l'Europe préfigurent la couverture des Jeux olympiques de 1992, retransmis aux normes européennes vers 1000 téléviseurs haute définition installés dans des lieux publics. Dans la bataille qui l'oppose aux Japonais pour la télévision du futur, l'Europe marque ainsi un but. Mais on n'est encore qu'en première mi-temps...

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5288

HORIZONTALEMENT

I. Régler des affaires de famille. Quand on la suit, on risque de perdre l'esprit. – II. Ne gênent évidemment pas quand ça flotte. – III. Dédaignée par les orchestres modernes. Grands récipients. Vert, dans l'Atlantique. – IV. On y trouve des cailloux. Bien coiffées. – V. Signal d'alarme. Mot qu'on ne prononce qu'en parlant du maître. Mesure. – VI. Comme le régime quand on n'a pas le droit de siffler. Est bon pour la corde. Petit quand il n'y a pas le feu. – VII. Instruments à vent. – VIII. Sur le Niger. Article. Mauvais pli. – IX. Des gens qui ont un certain pouvoir. Une friandise. – X. Peut grincer. En serrant. – XI. Qui n'évoque donc pas les souris. Parler comme un duc. – XII. Qui ne seront donc pas atteints. Endroit où l'on peut saigner. – XIII. Un mauvais travail. Un animal qui n'est pas comme de l'argent. Règles. – XIV. Sujet à caution. Participe. Ne doit pas être dérangé quand il est dans le besoin. – XV. Sorte de foire. Entre en tournant. Parfois battus pour allumer.

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | ■ | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | | ■ | | ■ | |
| III | | | | | | | ■ | | | | | ■ | | | |
| IV | | | | ■ | | | | | | | | | | ■ | |
| V | | | | | ■ | | ■ | | | | | | ■ | | |
| VI | | | | ■ | | | | | ■ | ■ | ■ | | | | |
| VII | ■ | ■ | | | | | | | | | | ■ | | ■ | ■ |
| VIII | | | | | | ■ | | ■ | | | ■ | | | | |
| IX | | | | | | | | | | ■ | | | | | |
| X | | | | ■ | | | | | | | | | | | |
| XI | | | | | ■ | | ■ | | | | | | | ■ | |
| XII | | | | | | | | | | | | ■ | | | |
| XIII | | ■ | | | | | ■ | | | | | | ■ | | |
| XIV | | | ■ | | | ■ | | | | | | | | ■ | |
| XV | | | | | ■ | | | | ■ | | ■ | | | | |

VERTICALEMENT

1. Ont parfois beaucoup de chemin à faire pour gagner la coupe. Doit apprendre à faire son entrée. – 2. Un adjectif qu'on n'utilise pas pour la première fois. Une très grande nappe. Un grand marécage. – 3. Avaient vraiment la tête dure. – 4. On peut y faire des exercices. Procède à un enlèvement. Pas dans le droit chemin. – 5. Est plus avantagé que le quadupède. En couche. Fut peut-être le fruit du péché. – 6. Dans une banque suisse. Qui ne fait pas de vagues. – 7. Préposition. Il faut évidemment éviter de lui casser la tête. Une partie du milieu. – 8. Qui a donc quelques poils blancs. Circulent à l'est. – 9. Très distingué. S'exprimer comme un mandarin. – 10. Fit du joli travail. Sur la Bresle. Boucherie en gros. – 11. En Allemagne. Coule au Canada. – 12. Direction. Poignée de mains. Souvent doublé pour marquer le coup. – 13. Signes particuliers. Obligera à changer de train. Terme musical. – 14. Saint. Au-dessus de la ceinture. Cours élémentaire. – 15. Quand il est vif, il peut y avoir beaucoup de traits. Dont on a fait des montagnes.

**Solution du problème n° 5287**

*Horizontalement*

I. Maçon. Pré. – II. Ecolières. – III. Névé. Rats. – IV. Usé. Tee. – V. Regain. – VI. Sig. Reçus. – VII. Ili. Adieu. – VIII. Fée. – IX. Relie. Net. – X. Ost. Onde. – XI. An. Entées.

*Verticalement*

1. Menuisier. – 2. Aces. Il. Eon. – 3. Cover-girls. – 4. Olé ! Ite. – 5. Ni. Agrafe. – 6. Er. Aède. Ot. – 7. Praticienne. – 8. Retenue. Ede. – 9. Esse. Suites.

GUY BROUTY

# AGENDA

## CINÉMA

## SAMEDI 23 - DIMANCHE 24 JUIN

### LA CINÉMATHÈQUE

**PALAIS DE CHAILLOT**
**(47-04-24-24)**

**SAMEDI**

Hommage à Maurice Jaubert, Un carnet de Bal (1937), de Julien Duvivier, 15 h ; Cœur d'or, poings d'acier (1928), de Howard Hawks, 17 h ; Eldorado (1921), de Marcel L'Herbier, 19 h ; Hommage à Maurice Jaubert : la Nuit de décembre (1939), de Curtis Bernhardt, le Temps détruit (1985), de Pierre Beuchot, 21 h.

**DIMANCHE**

Hommage à Maurice Jaubert : 14 Juillet (1932), de René Clair, 15 h ; IT (1927), de Clarence Badger, 17 h ; la Rue sans joie (1925), de Georg Wilhelm Pabst, 19 h ; Hommage à Maurice Jaubert : le Jour se lève (1939), de Marcel Carné, 21 h ; l'Institut du monde arabe présente.

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**

**SAMEDI**

Le Cinéma des pays nordiques : le Gitan (1937, v.o. s.t.f.), de Tancred Ibsen, 14 h 30 ; le Meilleur Film de Thomas Grall (1917), de Mauritz Stiller, 17 h 30 ; Docteur Glass (1967, v.o. s.t.f.), de Maï Zetterling, 20 h 30.

**DIMANCHE**

Le Cinéma des pays nordiques : la Voix des ancêtres (1918), de Victor Sjöström, 14 h 30 ; Katinka (1988, v.o. s.t.f.), de Max von Sydow, 17 h 30 ; Epouses (1970, v.o. s.t.f.), d'Anja Breien, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

**2, grande galerie,**
**porte Saint-Eustache,**
**Forum des Halles**
**(40-26-34-30)**

**SAMEDI**

Sartre : le Mani Sporche (1978, v.o.) d'Elio Petri, 14 h 30 ; Sartre par lui-même (1976) de Alexandre Astruc et Michel Contat, 16 h 30 ; les Orgueilleux (1953) d'Yves Allégret, 18 h 30 ; Huis-clos (1954) de Jacqueline Audry, 20 h 30.

**DIMANCHE**

Sartre : l'Affaire Song My (1989), Sartre par lui-même (1976) de Alexandre Astruc et Michel Contat, 14 h 30 ; Génération -Larmes à gauche (1988) de Daniel Edinger et Jean Lassave, le Mur (1967) de Serge Roullet, 16 h 30 ; Sartre -De Beauvoir (1967) de Max Cecopardo, 18 h 30 ; les Jeux sont faits (1947) de Jean Delannoy, 20 h 30.



### LES EXCLUSIVITÉS

**ALOUETTES, LE FIL A LA PATTE** (tchèque, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**AFFAIRES PRIVÉES** (*) (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

**ALLO MAMAN ICI BÉBÉ** (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**ALWAYS** (A., v.f.) : Miramar, 14e (43-20-89-52).

**AU BONHEUR DES CHIENS** (It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**AUX SOURCES DU NIL** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

**BAGDAD CAFÉ** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**BLUE STEEL** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

**LA CAPTIVE DU DÉSERT** (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**CHARLIE** (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**CURS FLAMBÉS** (Dan., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**CONTE DE PRINTEMPS** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**CRIMES ET DÉLITS** (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**DARK ANGEL** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT** (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

**LE DÉNOMMÉ** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**2 FLICS A DOWN TOWN** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES** (Brit., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**ENNEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR** (A., v.o.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

**ERREUR DE JEUNESSE** (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**L'ETÉ DES ROSES BLANCHES** (Youg., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

**EXTRÊMES LIMITES** (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

**LE FESTIN DE BABETTE** (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**LA FILLE AUX ALLUMETTES** (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

**GLORY** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**LA GUERRE DES ROSE** (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**HARRY PLOTNICK SEUL CONTRE TOUS** (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

**HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES** (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES** (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**JOURS TRANQUILLES A CLICHY** (Fr.-It.-All., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

**LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA** (Fin., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**LES LIAISONS DANGEREUSES** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**LA MAISON DES PERVERSITÉS** (Jap., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

**MAUVAIS SANG** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

**MILOU EN MAI** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**MISS MISSOURI** (Fr., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**MON VINGTIÈME SIÈCLE** (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**MUSIC BOX** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

**MY LEFT FOOT** (irlandais, v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

**MYSTERY TRAIN** (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**NIKITA** (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

**NOUVELLE VAGUE** (Fr.-Suis.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

**OU EST LA MAISON DE MON AMI ?** (iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

**POTINS DE FEMMES** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

**QUELLE HEURE EST-IL** (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**RÊVES** (Jap., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e 45-75-79-79).

**RIPOUX CONTRE RIPOUX** (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

**ROGER ET MOI** (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

**SARAFINA** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

**SIDEWALK STORIES** (A.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

**STANLEY & IRIS** (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**SUSIE ET LES BAKER BOYS** (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

**TATIE DANIELLE** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LE TEMPS DES GITANS** (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**THE MAHABHARATA** (Fr., v.o.) : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**TORCH SONG TRILOGY** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

**TREMORS** (A., v.f.) : Fauvette, 13e (43-31-56-86).

**TUMULTES** (Fr.-Bel.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

**UN MONDE SANS PITIÉ** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

**UNE CHANCE POUR TOUS** (A., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**LA VÉRITABLE HISTOIRE D'ABE SADA** (*) (Jap., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LA VOCE DELLA LUNA** (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

**LE VOLEUR DE SAVONNETTES** (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

### LES FILMS NOUVEAUX

**OH, QU'ELLES SONT NOIRES LES NUITS SUR LA MER.** Film soviétique de Vassili Pitchoul, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80).

**ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS.** Film franco-égyptien de Youssef Chahine, v.o. : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

**APARTMENT ZERO.** Film britannique de Martin Donovan, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**ATTACHE-MOI !** Film espagnol de Pedro Almodovar, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

**BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ.** Film américain de John Howley, v.f. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**GUNMEN.** Film chinois de Kirk Wong, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

**MA MÈRE... MON AMOUR.** Film italien de Gianfranco Mingozzi, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**MARCHÉ SEXUEL DES FILLES.** (*) Film japonais de Noboru Tanaka, v.o. : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

**LES NOCES DE PAPIER.** Film canadien de Michel Brault : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

**LA SERVANTE ÉCARLATE.** (*) Film américain de Volker Schlöndorff, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

### LES GRANDES REPRISES

**A BOUT DE SOUFFLE** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**AMARCORD** (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

**ANNA KARENINE** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

**ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD** (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**L'ATALANTE** (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

**BABY FACE NELSON** (policier, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

**DÉDÉE D'ANVERS** (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

**DRAME DE LA JALOUSIE** (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

**EASY RIDER** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU** (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

**FANTASIA** (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93).

**FIVE EASY PIECES** (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

## PARIS EN VISITES

**LUNDI 25 JUIN**

« Le Marais nord, ses hôtels, jardins, intérieurs », 10 heures, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdais).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

Exposition « Art précolombien du Mexique », 13 h 30, Grand Palais, grande entrée (Approche de l'art).

« Les quinze plus vieilles maisons de Paris », 14 h 45, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (M. Banassat).

« Versailles : les bosquets du parc du château », 14 h 30, cour du château, statue de Louis XIV (Office de tourisme).

« Cryptes et souterrains de l'église Saint-Sulpice », exceptionnellement ouverts, 14 h 30, parvis de Saint-Sulpice (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels de l'île Saint-Louis. Evocation de Voltaire. Les amours de La Fontaine », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Connaissance de Paris).

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 14 h 30, métro Solferino (M. Pohyer).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'église Saint-Pierre du Gros-Caillou », 15 heures, 92, rue Saint-Dominique.

« L'histoire du quartier juif du Marais, à travers ses rues, ses synagogues, ses boutiques », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Monuments historiques).

« L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et la place Furstenberg », 15 heures, devant l'église (E. Romann).

« Hôtels du Marais autour de la rue du Parc-Royal », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Tourisme culturel).

« Notre-Dame Bonne-Nouvelle et son quartier », 15 h 30, devant l'église, 25, rue de la Lune (Paris et son histoire).

## CONFÉRENCES

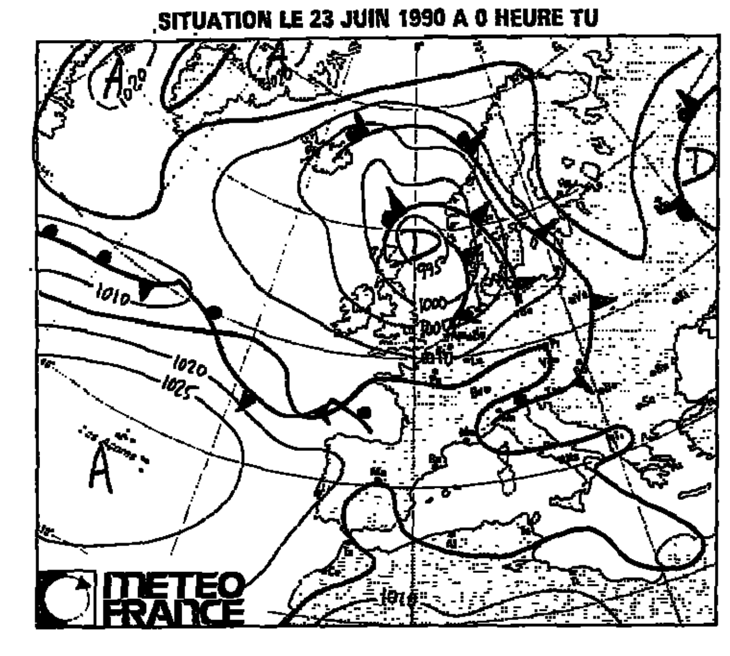
23, quai de Conti, 14 h 45 : « Une aventure scientifique et humaine : la greffe du cœur », par C. Cabrol (Académie des sciences morales et politiques).

Auditorium du Musée du Louvre, 18 h 30 : « Le Guerchin dessinateur », par N. Turner.

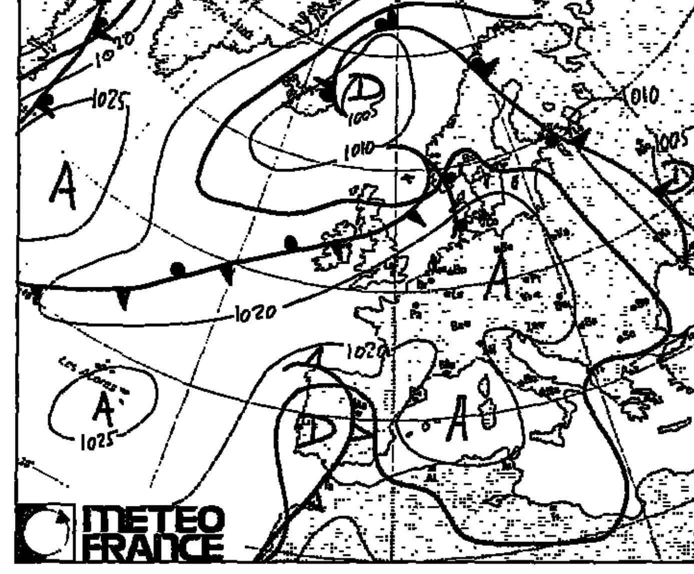
# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 JUIN 1990 A 0 HEURE TU




PRÉVISIONS POUR LE 25-26 JUIN 1990 A 12 HEURES TU




**Evolution probable du temps en France entre le samedi 23 juin à 0 heure et le dimanche 24 juin à minuit.**

**Situation générale et évolution :** atténuation progressive du flux zonal par une hausse de champ qui s'amorce sur le sud du pays. Une onde traversera une grande moitié nord de la France samedi. Les suivantes seront rejetées sur les îles Britanniques, le Nord-Ouest restant en marge.

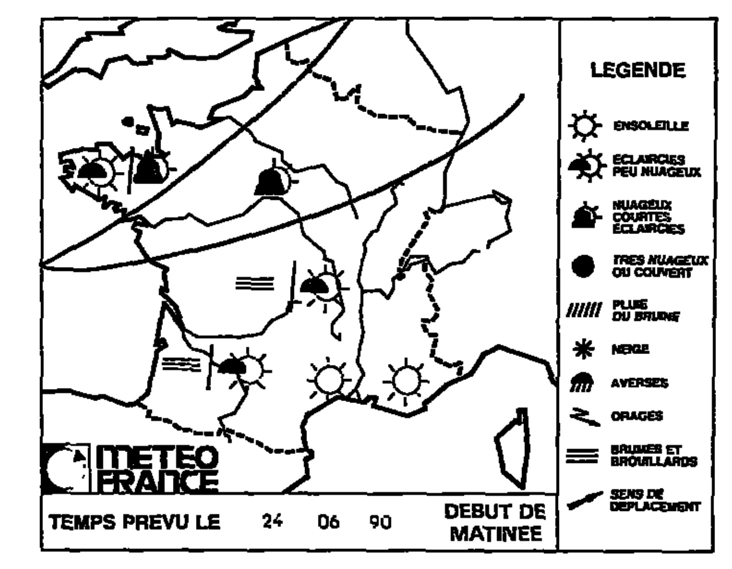
**Prévisions pour dimanche :** plus de soleil et de chaleur.

De la Bretagne au Nord-Picardie, aux éclaircies du début de journée succéderont des nuages de plus en plus nombreux le matin des Pays de Loire au Centre et au Nord-Est. Le soleil réapparaîtra ensuite peu à peu.

Sur le pourtour méditerranéen, temps bien ensoleillé et chaud.

*Sur le reste du pays, temps peu* nuageux et brumeux le matin (bancs de brouillard locaux), bien ensoleillé l'après-midi.

Températures minimales à l'aube *stationnaires, de 11 à 13 degrés sur* la moitié nord, 13 à 18 sur la moitié sud. Les maximales atteindront 18 à *20 degrés près de la Manche, 22 à* 26 degrés du Sud-Bretagne au Centre et au Nord-Est, 26 à 30 degrés sur le reste du pays.




**TEMPÉRATURES** *maxima - minima et temps observé*

Valeurs extrêmes relevées entre le 23-6-90 à 6 heures TU et le 23-6-90 à 6 heures TU — le 24-6-90

| FRANCE | | | |
|---|---|---|---|
| AJACCIO | 26 | 18 | D |
| BIARRITZ | 18 | 11 | D |
| BORDEAUX | 19 | 12 | C |
| BOURGES | 19 | 9 | N |
| BREST | 15 | 9 | N |
| CAEN | 17 | 11 | P |
| CHERBOURG | 16 | 11 | D |
| CLERMONT-FER. | 18 | 12 | C |
| DIJON | 21 | 12 | D |
| GRENOBLE St-M-H | 18 | 15 | C |
| LILLE | 19 | 11 | N |
| LIMOGES | 15 | 10 | P |
| LYON | 21 | 14 | D |
| MARSEILLE-MAR. | 27 | 16 | D |
| NANCY | 20 | 13 | D |
| NANTES | 19 | 11 | C |
| NICE | 25 | 18 | D |
| PARIS-MONTS. | 19 | 12 | N |
| PAU | 19 | 11 | D |
| PERPIGNAN | 22 | 15 | D |
| RENNES | 17 | 10 | N |
| ST-ETIENNE | 21 | 11 | D |
| STRASBOURG | 20 | 13 | C |
| TOURS | 19 | 9 | D |
| TOULOUSE | 19 | 10 | D |
| POINTE-A-PITRE | 32 | 25 | P |

| ÉTRANGER | | | |
|---|---|---|---|
| ALGER | 32 | 17 | D |
| AMSTERDAM | 18 | 12 | C |
| ATHENES | 29 | 21 | D |
| BANGKOK | 34 | 27 | C |
| BARCELONE | 27 | 19 | C |
| BELGRADE | 30 | 17 | D |
| BERLIN | 20 | 10 | D |
| BRUXELLES | 18 | 13 | N |
| LE CAIRE | 35 | 21 | D |
| COPENHAGUE | 20 | 13 | D |
| DAKAR | 30 | 25 | D |
| DELHI | 39 | 30 | C |
| DJERBA | 26 | 23 | D |
| GENEVE | 19 | 14 | N |
| HONGKONG | 39 | 29 | C |
| ISTANBUL | 27 | 20 | D |
| JERUSALEM | 29 | 17 | D |
| LISBONNE | 24 | 15 | D |
| LONDRES | 21 | 11 | C |
| LOS ANGELES | 22 | 16 | D |
| LUXEMBOURG | 15 | 10 | P |
| MADRID | 30 | 12 | D |
| MARRAKECH | 32 | 17 | D |
| MEXICO | 30 | 13 | B |
| MILAN | 27 | 19 | C |
| MONTRÉAL | 26 | 15 | A |
| MOSCOU | 18 | 11 | N |
| NAIROBI | 20 | 16 | C |
| NEW-YORK | 32 | 19 | A |
| OSLO | 22 | 13 | P |
| PALMA-DE-MAJ. | 28 | 20 | C |
| PÉKIN | 29 | 19 | D |
| RIO-DE-JANEIRO | 23 | 18 | D |
| ROME | 27 | 17 | N |
| SINGAPOUR | 34 | 25 | C |
| STOCKHOLM | 20 | 14 | O |
| SYDNEY | 18 | 7 | D |
| TOKYO | 34 | 26 | D |
| TUNIS | 33 | 18 | D |
| VARSOVIE | 23 | 13 | N |
| VENISE | 27 | 19 | N |
| VIENNE | 27 | 14 | A |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | brume | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## RADIO-TÉLÉVISION

*Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :* ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Samedi 23 juin

### TF 1

20.40 Variétés : Surprise sur prise.
22.20 Magazine : Ushuaïa.
23.20 Magazine : Formule sport.
0.15 Journal.

### A 2

20.40 Magazine : Antipasti.
20.56 Sport : Football.
22.50 La grande moisson.
23.00 Journal.
23.20 Magazine : Lunettes noires pour nuits blanches.

### FR 3

21.10 Documentaire : *Tours du monde,* tours du ciel.
22.10 Cinéma d'animation : Images.
22.15 Journal.
22.35 Documentaire : El Espectador.
23.45 Documentaire : Les malles.
0.00 Cinéma d'animation : Images.

### CANAL PLUS

20.30 *Téléfilm :* La fracture du myocarde.
22.20 Les superstars du catch.
23.00 Cinéma : *Blue velvet.* ■
0.55 Cinéma : Etroite surveillance. ■

### LA 5

20.40 Téléfilm : Double jeu.
22.20 Magazine : Désir.
23.10 Sport : Voile.
23.15 Téléfilm : Chantage à la CIA.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Chantage à la CIA (suite).

### M 6

20.35 Série : Hongkong connection.
21.30 Série : Les cadavres exquis de Patricia Highsmith.
22.25 Téléfilm : Nadia (rediff.).
0.00 *Six minutes d'informations.*

### LA SEPT

21.10 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel (2).
22.10 Cinéma d'animation : Images.
22.15 Soir 3.
22.35 *Documentaire :* El Espectador.
23.45 Documentaire : Les malles. De Félix Ndiaye.
0.00 Cinéma d'animation : Images.

## Dimanche 24 juin

### TF 1

13.20 *Série :* Un flic dans la Mafia.
14.20 Série : Rick Hunter inspecteur choc.
15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
15.40 Série : Côte Ouest.
16.30 Tiercé à *Longchamp.*
16.40 Dessins animés : Disney parade.
18.00 *Téléfilm : Le gentleman* mène l'enquête.
19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Bernard Stasi.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Le gendarme et les extraterrestres. □
22.15 Magazine : Ciné dimanche.
22.30 Sport : Automobile.
0.20 Magazine : *Spécial sports.*
0.45 Journal.

### A 2

13.20 La grande moisson.
13.25 Dimanche Martin.
15.00 Série : Mac Gyver.
15.55 L'école des fans.
16.50 Sport : Football.
18.50 Magazine : Stade 2.
19.25 *La grande moisson.*
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal.
20.40 Série : Le Lyonnais.
22.10 Soirée spéciale : La grande moisson.
22.45 Magazine : Musique au cœur.
0.00 Journal.

### FR 3

13.30 *Magazine : Musicales.*
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.
17.30 Magazine : Montagne.
18.00 Amuse 3.
18.30 *Magazine :* Planète show.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.00 Série : Benny Hill.
20.35 Soirée spéciale : La nuit de la Saint-Jean.
20.50 Sport : Football.
22.50 Journal.
23.15 La nuit de la Saint-Jean (suite).

### CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : Traffik.
16.15 Sport : Pétanque.
17.05 Magazine : 24 heures.
18.00 *Cinéma :* Le peuple singe. ■■
*En clair jusqu'à 20.30*
19.25 Dessins animés : Ça cartoon.
20.30 Cinéma : Barfly. ■■
22.10 Cinéma : Notre-Dame de Paris. ■
0.05 *Cinéma : Phantasm 2.* □
1.40 Documentaire : Les Rolling Stones autoportrait.

### LA 5

13.30 Téléfilm : Désillusions.
15.05 Téléfilm : L'homme de cœur.
16.30 Feuilleton : Nuits secrètes (4e épisode).
18.05 Série : Riptide.
18.50 Journal images.
19.00 Drôles d'histoires.
19.45 *Journal.*
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : *Détective privé.* ■
22.45 Cinéma : L'homme pressé. □
0.00 Journal de minuit.
0.10 L'homme pressé (suite).
0.25 Sport : Voile.
1.35 Drôles d'histoires (rediff.).
1.05 Série : *Tendresse et passion.*
1.30 Série : Voisin, voisine.

### M 6

13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 *Série : Roseanne.*
14.20 Election de miss OK.
16.00 Magazine : Adventure.
16.15 Série : Section 4.
17.05 Série : Vegas.
18.00 *Informations :* M 6 express.
18.05 Série : Clair de lune.
19.00 Magazine : Culture pub remix.
19.30 *Série : Les années* coup de cœur.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.25 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : *Le vent de la colère.*
22.10 Six minutes d'informations.
22.20 Capital.
22.30 Cinéma : *Brigade mondaine.* □
0.00 Six minutes d'informations.

### LA SEPT

14.30 Cours d'italien (16).
15.00 Téléfilm : *Mémoires d'un fleuve.* De Judith Elek (1re partie, v.o.).
16.30 *Documentaire :* Les instruments de musique et leur histoire (3). De Gerhard Vogel, Rainer Aust et Michael Krey. (v.o.)
17.00 Documentaire : Musée d'Orsay (5). De Pierre Dumayet.
18.00 Théâtre : La poudre aux yeux. Pièce d'Eugène Labiche.
19.15 Danse : Because we must. Ballet de Michael Clark.
19.30 *Danse :* Hail the new puritan. Ballet de Michael Clark.
21.00 Série : Mister Pye (2). De Michel Darlow.
22.40 Documentaire : La disparition d'Ettore Majorana. De Donatello Dubini (v.o.).

## CARNET DU Monde

### Mariages

– M. Jacques AHRWEILER
*et Mme le recteur Hélène AHRWEILER,*

l'ingénieur général de l'armement
Jean-Luc GIOVACHINI,
Mme Marie-Claire
DURIEUX-GIOVACHINI,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

**Marie-Hélène et Jean-Roch.**

Paris, le 16 juin 1990.

### Décès

– Muriel Manucci-Christiansen,
Niels Christiansen,
Yann Christiansen,
ont la tristesse de faire part du décès de leur père

**Olaf CHRISTIANSEN,**
artiste peintre,

survenu le 15 juin 1990.

Les funérailles ont eu lieu en Sardaigne, dans l'intimité familiale.

13, rue des Roses,
06100 Nice.
*La Fête-en-Provence,*
84110 Vaison-la-Romaine.
Le Beffroi,
*84110 Vaison-la-Romaine.*

– Nicole Coudry,
son épouse,
Olivier et Sylvie Hayes-Coudry,
ses enfants,
Guillaume et Julie,
ses petits-enfants,
Jean et Tine Coudry,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses frère, belle-sœur,
neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Yves COUDRY,**

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 21 juin 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 26 juin, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), où l'on réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Sainte-Maxime (Var), le mardi 3 juillet, dans le caveau de famille.

Prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes à Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, boulevard Jean-Mermoz,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Le 17 juin 1990, à l'âge de soixante-quinze ans,

**Mme Michel FONTAN,**
née Simonne Couvois,

a fini son existence.

L'incinération et la dispersion des cendres ont eu lieu dans la plus grande intimité, le 20 juin, à Wattrelos.

7, rue du Maréchal-Foch,
59120 Loos.

– M. Jacques Halfon,
son époux,
David, Marie et Diego Halfon,
ses enfants,
M. et Mme Jacques Cahen,
ses parents,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Dominique HALFON,**
née Cahen,

le mercredi 20 juin 1990, à Paris.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 juin, à 8 h 30, en l'église Saint-Lambert, 2, rue Gerbert, Paris-15e.

L'inhumation aura lieu le même jour à 10 heures, au cimetière du Montparnasse, Paris-14e.

Fleurs blanches ou dons à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris.

114, avenue Félix-Faure,
75015 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

**Mme Alfred Benjamin JENKINS,**
née Mulotte,

survenu le 18 juin 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Saint-Lubin-des-Joncherets (Eure-et-Loir).

De la part de sa famille et de ses proches.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 22 juin, à Saint-Lubin-des-Joncherets.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Jacques Boudet,
4, place du Champ-de-Mars,
33000 Bordeaux.
M. et Mme Christian Mulotte,
26, rue Albéric-Pont,
69005 Lyon.
M. et Mme *Henri-Mulotte,*
7, place Maurice-Ravel,
78310 Buc.
M. Paul-Louis Girardot
et Mme (née Mulotte),
40, rue des Chapelles,
92310 Sèvres.

– Claudine Loubignac
vous informe du décès de sa mère

**Mme Germaine LOUBIGNAC.**

La célébration des adieux aura lieu le mardi 26 juin 1990, à 10 h 15, en l'église de la Sainte-*Famille*, 34, rue Danton, au Kremlin-Bicêtre.

– Mme René Lucas,
Mme France Lucas,
M. et Mme Beljanski,
Leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et Mme Perot,
leurs cousins,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. René LUCAS,**
membre de l'Académie des sciences,
officier de la Légion d'honneur,
directeur honoraire de l'Ecole
supérieure de physique et de chimie
de la Ville de Paris,
professeur honoraire
de la faculté des sciences de Paris,

décédé le 16 juin 1990, en sa quatre-vingt-douzième année, à son domicile, 46, boulevard du Port-Royal, Paris-5e.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 19 juin, au cimetière de Montrouge.

– Les familles Miserey, Lavefve, Moguet et Pelleray
ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Charles MISEREY,**

survenu dans sa quatre-vingt-huitième année, le 21 juin 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 25 juin, à 11 heures, en l'église de Saint-Cyr-l'École, Yvelines.

20 *bis,* rue du Général-Gouraud,
92190 Meudon.
34, rue Guynemer,
75006 Paris.

– On nous prie d'annoncer la mort de

**John P. SQUIRE,**

le 6 juin 1990.

De la part de son épouse et de ses enfants.

14, boulevard Bineau,
92300 Levallois-Perret.

– L'Association Les Amis de Francis Viaud a le regret de faire part du décès de sa présidente d'honneur,

**Mme Monique VIAUD,**
médaille militaire,
médaille de la Résistance,
croix de guerre avec palme,

qui sera incinérée au crématorium du Père-Lachaise, le lundi 25 juin, à 14 heures, et convie ses amis à venir lui rendre un dernier hommage.

– M. Juan Romero et Mme,
née Claudine Weiller,
Mme Denise Martin, née Weiller,
M. Jean-Pierre Weiller et Mme,
née Brigitte Penet,
Mme Huguette Weiller,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme *Léon* WEILLER,**
née Suzanne Alkan,

*survenu le 17 juin 1990, dans* sa quatre-vingt-dixième année.

*Les obsèques ont eu lieu le 20 juin,* dans l'intimité familiale, au cimetière de Saint-Ouen.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, *Plaza de Mayo,*
Madrid, Espagne.
6701 W, Nancy Road,
Peroria, *Arizona, USA.*
5, rue Gazan,
75014 Paris.

### Communications diverses

– Doyenne mondiale des écoles de journalisme, l'École supérieure de journalisme de Paris fête cette année ses quatre-vingt-dix ans. A cette occasion, une table ronde, ayant pour thème « Quelle presse pour l'an 2000 », est organisée le lundi 25 juin, à Paris, 4, place Saint-Germain-des-Prés, sous la présidence de M. Jean Cazeneuve, membre de l'Institut, président d'honneur de TF 1, président du conseil d'administration, et de M. Henri Amouroux, membre de l'Institut, avec la participation de MM. Jean Miot, directeur délégué du *Figaro*, Francis Balle, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Alain-Gérard Slama, éditorialiste au *Figaro*, et Christian Batifoulier, secrétaire de rédaction au *Monde.*

– Les amis de Simon Doubnov organisent, le lundi 25 juin, à 20 h 15 précises, au Cercle amical, 52, rue René-Boulanger, Paris-10e, une table ronde sur le thème :
**SIMON DOUBNOV : HISTORIEN ET MILITANT JUIF,**
avec la participation d'historiens français, israéliens et américains.

### Soutenances de thèses

– Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le lundi 25 juin, à 9 h 30, salle C.22.04, centre Mendès-France, M. Kim Do Hoon : « Décomposition internationale des processus productifs et performance industrielle. La zone Asie-Pacifique et la Corée du Sud ».





LOGEMENT

L'enquête annuelle de l'OLAP

# La hausse moyenne des loyers à Paris a été de 7,4 % en 1989

**Une hausse moyenne des loyers privés de 7,4 % en un an à Paris *intra muros* (de 7,1 % en proche banlieue), c'est un peu moins qu'en 1988 (respectivement 7,8 % et 8,4 %), mais c'est encore deux fois plus que l'inflation (3,6 %). De quoi inquiéter le ministre de l'économie et des finances, M. Bérégovoy, qui annonce déjà qu'un nouveau décret prolongera d'un an la limitation de hausse instaurée en août dernier.**

Trop de loyers du parc locatif privé dans la région parisienne continuent de flamber. L'enquête annuelle de l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP) ne permet pas d'en douter. On peut certes penser qu'un léger ralentissement (7,4 % en moyenne pour les loyers parisiens proprement dits, au lieu de 7,8 % l'année précédente ; 7,1 % en proche banlieue contre 8,4 % en 1988) amorce un mouvement susceptible de s'amplifier au fil des mois et des années. Il reste que cette hausse moyenne est deux fois plus rapide que celle des prix de détail, et cela suffit à expliquer la volonté manifestée par M. Bérégovoy de prolonger le décret de limitation (1) du 29 août 1989. On peut se demander l'effet réel d'une telle mesure, même si elle n'a joué que pendant quatre mois en 1989. L'OLAP souligne d'ailleurs *« la très grande inertie »* en matière de loyer, ainsi que l'existence *« d'une certaine ignorance des termes du décret d'août »*.

Un phénomène peut être relevé : la moitié de la hausse moyenne constatée (3,6 points) provient des relocations, qui touchent un cinquième du parc. La hausse du loyer des appartements loués vides atteint 18,8 %. Ainsi le prix moyen du mètre carré, par mois, est de 63 francs au 1er janvier 1990 sur l'ensemble du parc (contre 59 francs un an plus tôt), mais pour les seuls appartements loués vides, il atteint 80 francs, contre 67 francs au début de 1989. En proche banlieue, le phénomène est du même ordre, avec une hausse de 18,2 % pour les relocations, qui touchent une fraction du parc à peine plus importante (21 %). Le prix du mètre carré est cependant plus faible, étant passé en un an de 52 à 61 francs.

### *Les renouvellements de baux*

Autre facteur de hausse, les renouvellements de baux, avec rajustement sur le prix du marché des loyers *« manifestement sous-évalués »*. La hausse moyenne a été de 9,4 % à Paris (8,6 % en proche banlieue) : elle touche encore un cinquième du parc, et intervient pour 2 points (1,7 point en banlieue) dans la hausse moyenne générale. Encore note-t-on un ralentissement puisqu'en 1988, cette hausse était à Paris de 11,3 % et en proche banlieue de 11,7 %.

Le fait que presque la moitié du parc (47,7 % à Paris et 49,2 % en banlieue) ne connaisse que la hausse due à l'évolution de l'indice trimestriel du coût de la construction (environ 2,5 %) ne change rien à l'affaire : la fièvre spéculative dont témoigne le prix de vente des appartements anciens (15 % à 20 % par an) accompagne l'envolée du prix des loyers des appartements vides, sans qu'on puisse y déceler vraiment une relation de cause à effet, puisque de plus en plus on achète dans l'agglomération parisienne pour se loger et non pour louer, ce qui amenuise l'impact de la recherche d'une rentabilisation du capital investi.

### *L'amélioration du parc*

En revanche, la transformation de la composition socioprofessionnelle des ménages parisiens, qui est une évolution à long terme, montre l'attirance pour la capitale de couches de population de plus en plus fortunées : de 1962 à 1982, la capitale a perdu 49,8 % de commerçants et artisans, 44,8 % d'ouvriers, 28,2 % de personnels de service, 12,5 % d'employés, tandis que le nombre des membres de professions libérales et des cadres supérieurs augmentait de 40,6 %, et que celui des inactifs (retraités, étudiants) progressait de 32,2 % (2)...

De plus, le parc des logements parisiens s'améliore au fil du temps, et cela se traduit par une hausse du prix de vente ou du loyer... Rien d'étonnant donc si l'étude de l'OLAP montre une *« hausse moyenne assez vigoureuse »* (+ 9,5 %) dans la zone la plus chère de Paris (3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 16e nord et 17e ouest arrondissements), due essentiellement aux renouvellements de baux. De la même façon, l'OLAP observe *« une tendance à la hausse plus forte sur les grands logements anciens de bonne qualité et bien situés »*.

Ce qui est le plus inquiétant, c'est la progression rapide des loyers des logements vides (un logement sur cinq chaque année), lesquels tirent les prix vers le haut et fabriquent autour d'eux des loyers qui seront toujours *« manifestement sous-évalués »*. Tendance spéculative, goût des cadres supérieurs pour la capitale, méconnaissance d'une réglementation d'autant plus délicate à appliquer qu'elle s'est voulue équitable... on ne voit pas, dans un tel environnement, ce qui pourrait, dans l'immédiat, permettre de maîtriser une progression tout à fait excessive des loyers.

JOSÉE DOYÈRE

(1) Ce décret limite la hausse des loyers des logements vacants ou venant à renouvellement (sauf travaux et sous-évaluation manifeste non encore redressée, dans quelques cas précis) à la progression de l'indice trimestriel du coût de la construction de l'INSEE.

(2) Ces chiffres sont empruntés à une étude de M. André Massot, de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (IAURIF) réalisée pour la Chambre interdépartementale des notaires de Paris en décembre 1989.

INDUSTRIE

Vice-président-directeur général depuis treize ans

## M. Gilbert Rutman quitte son poste de numéro deux d'Elf Aquitaine

**Numéro deux d'Elf Aquitaine, M. Gilbert Rutman, soixante-deux ans, a décidé *« pour des raisons de convenance personnelle »*, de *« remettre à la disposition du président son poste de vice-président-directeur général de la SNEA »* à compter du 1er juillet, a annoncé le groupe Elf vendredi 22 juin. M. Rutman restera administrateur du groupe. On précisait au sein de la direction que M. Loïk Le Floch Prigent, président d'Elf, allait *« confier diverses missions »* à M. Rutman, qui resterait donc dans la compagnie.**

Pour brutale qu'elle soit, la démission de M. Rutman d'un poste qu'il occupait depuis treize ans, ne surprendra personne. Bras droit des deux précédents présidents d'Elf, MM. Albin Chalandon et Michel Pecqueur, tous deux évincés brutalement par le gouvernement, M. Rutman, homme du sérail entré dans le groupe en 1957, plus technicien que politique, incarnait la continuité vis-à-vis de l'état-major, notamment le corps des mines, et *« faisait tourner la boutique »* au jour le jour depuis plusieurs années. Il avait mal supporté le parachutage il y a un an d'un nouveau président, beaucoup plus jeune et fermement décidé à reprendre en main toutes les rênes du groupe. Il avait d'ailleurs, assure aujourd'hui un porte-parole du groupe, remis aussitôt son poste à la disposition de M. Le Floch, qui l'avait prié de le conserver au moins un an.

### *Position difficile*

La position de M. Rutman était devenue de mois en mois plus difficile au fil des modifications d'état-major décidées par le nouveau président. La nomination en novembre 1989 de M. André Tarallo à la direction générale de la branche hydrocarbures, regroupant toutes les activités amont et aval du groupe dans le pétrole et le gaz, privait M. Rutman de l'essentiel de ses fonctions opérationnelles directes.

V. M.

Numéro un de la filière bois

## M. Pinault ne veut pas lancer une OPA sur la CFAO

*« Pour l'instant, dans l'état actuel du marché, nous n'envisageons pas d'augmenter notre participation dans la CFAO »* : M. François Pinault, PDG de Pinault SA a tenté, vendredi 22 juin, de dissiper les rumeurs récurrentes concernant une éventuelle action boursière de son groupe sur la Compagnie française d'Afrique occidentale. Le numéro un de la filière bois, qui a mis sur la table 3 milliards de francs pour porter à 33,13 % sa participation dans la vénérable société de négoce, veut consacrer sa trésorerie abondante – 2,5 milliards de francs après encaissement de 1,3 milliard provenant de la cession de Chapelle-Darblay au finlandais Kymmene – à l'expansion de Pinault SA, notamment de ses activités de distribution. C'est ce qu'il a affirmé devant les actionnaires de son groupe, avant de se livrer, quelques heures plus tard, au même démenti catégorique devant ceux de la CFAO.

M. Pinault, qui a pris la présidence de la CFAO en avril après la démission de M. Paul Paoli, est occupé dans l'immédiat à restructurer cette société de commerce dont les résultats de 1989 ne sont guère fringants. Le prestigieux siège de la CFAO – immeuble de 14 000 mètres carrés dans le seizième arrondissement de Paris – va être vendu aux enchères. Et M. Pinault n'a pas fait mystère de son intention de céder la filiale Transcap (activités de transport routier) pour recentrer la société de négoce sur la distribution électrique, tout en conservant les activités africaines de la CFAO, *« un des fonds de commerce du groupe »*, a-t-il précisé.

L'élagage en cours devrait considérablement renforcer les liquidités de la société de commerce – actuellement de 2 milliards de francs. Et lui permettre de trouver un nouveau pôle de développement. Des acquisitions sont à prévoir. *« Plusieurs dossiers sont à l'étude »*, a indiqué M. Pinault.

Alliance américano-suisse

## Philip Morris rachète Jacobs Suchard

Les dirigeants de Philip Morris et Jacobs Suchard ont confirmé le vendredi 22 juin qu'ils étaient parvenus à un accord *« visant à réaliser un important rapprochement en Suisse, qui donne naissance à une des plus grandes sociétés du secteur du café et de la chocolaterie confiserie »*. Cette opération, mise au point par Rothschild & Cie France et Rothschild Bank AG, Suisse doit se dérouler en deux temps.

Première étape : Colima Holdings qui appartient à M. Klaus Jacobs, PDG de Jacobs Suchard et possède un bloc stratégique de 49 % de la société suisse est racheté par Philip Morris. Cette acquisition qui donne au groupe américain le contrôle de Jacobs Suchard lui coûtera 3,8 milliards de dollars (21,6 milliards de francs). Dans un second temps, et afin d'obtenir la majorité du capital de la société suisse, Philip Morris a décidé de procéder à une OPA dont les conditions seront détaillées au plus tard le 10 juillet prochain.

□ **RECTIFICATIF** : Dans *le Monde* du 22 juin, une erreur de transmission nous a fait indiquer que Philip Morris commercialisait 300 milliards de paquets de Marlboro. En réalité, il s'agit seulement de 300 milliards de cigarettes de cette marque.

SOCIAL

## Fin du conflit dans les transports en commun de Nantes

NANTES

*de notre correspondant*

Les syndicats CGT et CFDT des 1 060 salariés de la SEMITAN (Société d'économie mixte des transports en commun de l'agglomération nantaise) ont décidé vendredi 22 juin d'appeler à la reprise du travail et de mettre fin à leur grève lancée le 6 juin. Le trafic des autobus et tramways a repris partiellement dans l'après-midi, mais le retour à la normale ne devrait pas intervenir avant lundi dans l'agglomération nantaise (500 000 habitants). Les grévistes n'ont pas pu aboutir à un accord avec la direction.

Au cours de plusieurs séances de négociation, la direction avait proposé un effort de 4 millions de francs au titre des conditions de travail, notamment pour financer l'embauche de vingt-quatre conducteurs, et de 2 millions au titre des salaires (sous forme d'une prime d'assiduité de 1 200 francs par an et d'une anticipation sur les augmentations à venir).

Les grévistes ne voulaient pas céder sur les salaires. Il y a quelques jours, M. Jean-Marc Ayrault, maire socialiste de Nantes et président du Syndicat intercommunal, avait frappé du poing sur la table, prenant à témoin les contribuables.

Y. R.

□ **Cinq cents suppressions d'emplois à la Société métallurgique de Normandie, selon M. Mexandeau.** – M. Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados, et les élus socialistes de la région ont affirmé dans un communiqué publié vendredi 22 juin que le plan de suppressions d'emplois qui doit être annoncé lundi par la Société métallurgique de Normandie (SMN) de Mondeville (Calvados) concernera cinq cents des quelque 1 700 salariés. M. Mexandeau souligne que la masse salariale *« ne représente plus que 250 millions de francs sur 1,5 milliard de chiffre d'affaires »* et critique le recours au travail temporaire, qui *« affaiblit la compétence »*.

□ **Conflit transmanche : M. Delebarre va nommer un médiateur.** – M. Michel Delebarre, ministre des transports, a annoncé vendredi 22 juin son intention de nommer un médiateur chargé de trouver une solution au conflit en cours depuis le 28 mai sur le navire transmanche *Fiesta*, à Calais. Mis en chômage technique, l'équipage proteste contre le nouvel aménagement des horaires (48 heures de présence à bord pour 24 heures de repos, au lieu de 24 heures de présence à bord pour 48 heures de repos). En signe de solidarité, la CGT et la CFDT de Sealink bloquent depuis cinq jours le port de Calais.

ÉTRANGER

A une semaine de l'Union économique et monétaire

## Les Allemands de l'Est ne montrent aucun signe de fébrilité

**Les 1er et 2 juillet, les Allemands de l'Est pourront exiger le versement immédiat de 2 000 marks (6 800 francs) en liquide après avoir converti leurs économies en deutschemarks. Pour l'instant, selon M. Johann Gaddum, responsable de la Bundesbank pour l'Est, très peu d'entre eux ont demandé à bénéficier de cette facilité.**

FRANCFORT

*correspondance*

M. Gaddum qui continue de siéger au directoire de la Bundesbank à Francfort en plus de ses nouvelles fonctions en tant que coordonnateur de l'Institut d'émission à Berlin-Est, a déjà un instrument de mesure pour anticiper les réactions des Allemands de l'Est après l'entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire avec la RFA.

En effet, pour éviter toute spéculation, seul l'argent est-allemand déposé sur des comptes bancaires sera échangé à compter du 1er juillet, qui tombe un dimanche. Les billets de l'Est seront démonétisés et resteront sans valeur, ce qui n'est pas le cas pour les pièces. Pour pouvoir prétendre au versement de 2 000 deutschemarks, les Allemands de l'Est devront donc fournir un « reçu » qui leur est remis une fois rempli le formulaire de conversion et, bien sûr, après que les fonds correspondants ont été bloqués sur un compte.

### *« Un passage psychologique »*

Selon le traité sur l'union monétaire, chaque Allemand de l'Est peut convertir 4 000 marks-est au cours de un pour un. Cette somme est portée à 6 000 marks pour les plus de soixante ans et réduite à 2 000 marks pour les moins de quatorze ans. Au-delà, la conversion s'effectuera au taux de deux pour un.

Or, selon M. Gaddum, environ un quart de la population s'est déjà acquitté de ces formalités puisque les formulaires sont distribués depuis deux semaines dans les banques et bureaux de postes de la RDA : *« Dans la majorité des cas, les gens n'ont pas voulu qu'on leur signe un reçu pour la somme maximale de 2 000 marks car ils trouvaient que cela faisait trop d'argent en liquide... »*

Cette question des 2 000 marks a longtemps constitué un véritable casse-tête pour la Bundesbank car si seulement la moitié des 16 millions d'habitants de la RDA devait utiliser cette possibilité, ce sont 16 milliards de marks que la Bundesbank devrait distribuer en quarante-huit heures !

Pour parer à toute éventualité, l'Institut d'émission de Francfort, seul responsable de la politique monétaire à l'Est comme à l'Ouest à compter du 1er juillet, a imprimé 25 milliards de deutschemarks – en majorité des coupures de 100 marks – dont l'acheminement dans ses quinze succursales en RDA s'achève.

Mais pour l'instant, rien dans l'attitude des Allemands de l'Est ne semble annoncer une consommation outrancière. La perspective d'une flambée des prix en RDA et surtout d'un chômage élevé explique la prudence de la population.

D'ailleurs, souligne M. Gaddum, l'attrait pour tout ce qui vient de l'Ouest est *« un passage psychologique »*. Il n'y a pas de raison que l'économie est-allemande ne réussisse pas à commercialiser ses propres marques puisqu'elle produit depuis longtemps des biens de consommation pour la RFA. *« Le problème n'est pas en soi de consommer (...) mais de produire avec efficacité ce que l'on va consommer. Dans ce cas-là, on a le miracle économique. »*

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

## La RDA bloque la vente de son industrie électrique à la RFA

Le Parlement est-allemand a, vendredi 22 juin, bloqué jusqu'à sa prochaine session, jeudi prochain, la vente à des intérêts ouest-allemands de toute activité de production et de distribution d'électricité en Allemagne de l'Est.

La révélation par la *Frankfurter Rundschau* que l'Etat est-allemand s'apprêtait à céder pour 10 milliards de marks (34 milliards de francs) l'intégralité de cette branche avait provoqué une violente réaction du groupe parlementaire social-démocrate, non consulté dans l'affaire.

La vente de l'industrie électrique est-allemande aux firmes RWE, Bayernwerke et Preussen Elektra (groupe VEBA) aurait constitué de très loin la plus grosse opération de privatisation en RDA, à ce jour. Le ministre de l'environnement et de l'énergie, M. Karl-Hermann Steinberg, a confirmé que des négociations étaient en cours sur la vente *« d'une partie »* de l'industrie électrique du pays. – *(AFP.)*

Inauguration de la Bourse de Budapest

## L'action Ibusz s'apprécie de 50 %

**Près de mille personnes, parmi lesquelles les dirigeants de la plupart des places financières européennes, ont assisté, jeudi 21 juin, à l'inauguration de la Bourse de Budapest. Pour donner plus d'ampleur à cette manifestation symbolique de réouverture d'un marché des capitaux à l'Est après quarante-deux ans d'interruption, ce jeudi a été aussi celui de la première cotation d'une firme privatisée : l'agence de voyages Ibusz. L'action s'est appréciée de 50 %.**

BUDAPEST

*de notre envoyé spécial*

Dès 10 h 30, des centaines de visiteurs et des dizaines de photographes s'engouffraient dans l'International Trade Center de Budapest. Ils tentaient d'accéder au premier étage de cet immeuble moderne pour gagner la petite pièce qu'occupe provisoirement la Bourse depuis plusieurs mois (*le Monde* du 22 juin) avant d'assister aux discours officielsquelques heures plus tard. A l'intérieur, l'attention était fixée sur Ibusz, occultant la dizaine d'autres valeurs également négociées. Vendue à 4 900 forints (490 francs) quelques jours auparavant, cette nouvelle valeur atteignait rapidement les 6 800 forints et culminait un moment à 8 000 forints (800 francs). Elle revenait en fin de séance à 7 350 forints (735 francs). Toutefois cette flambée s'est effectuée avec peu de titres, les ordres, tant à l'achat qu'à la vente, dépassaient rarement les dix actions.

Au même moment, à Vienne, et plus discrètement, la valeur effectuait le même parcours, l'améliorant même passant de 893 schillings à 1 405 schillings (700 francs) dans un marché beaucoup plus actif. Et pour cause : la majeure partie des titres émis lors de la privatisation d'Ibusz a été proposée aux étrangers *via* l'Autriche. Sur les 480 000 actions mises en vente (soit 30 % du capital), la part hongroise n'a pas dépassé les 150 000, dont 40 000 cédées à crédit aux salariés de l'agence de voyage. Les 330 000 restantes ont été vendues hors des frontières. Mais leur affectation finale a toutefois soulevé la grogne d'investisseurs internationaux s'interrogeant sur le mode de répartition retenu par les banques autrichiennes. Une répartition d'autant plus difficile à effectuer que la valeur proposée en faible quantité a été sursouscrite vingt-trois fois. Elle a été demandée au moment de son émission par 6 635 Hongrois et plus de 20 000 étrangers.

DOMINIQUE GALLOIS

□ **RECTIFICATIF : la grande moisson des Champs-Elysées.** – Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos premières éditions du 23 juin à propos de la grande moisson des Champs-Elysées du 24 juin, la Mairie de Paris confirme qu'elle apportera à la manifestation des jeunes agriculteurs une aide en nature et en soutien logistique d'un montant de 750 000 F. Quant au ministère de l'agriculture, il n'a pas retiré sa participation, car il ne l'avait jamais donnée. C'est dimanche soir à 20 heures, et non samedi comme indiqué par erreur, que les trois moissonneuses-batteuses descendront les Champs-Elysées.

# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 18 AU 22 JUIN

## PARIS

### La sortie du tunnel ?

INDICE CAC 40

**+1 %**

Après trois *semaines de temps plus ou moins gris, le ciel* s'est un peu *dégagé* à la Bourse de Paris, où la hausse a repris droit de cité. Mais ce renversement de tendance n'était pas évident au départ.

Dès lundi, une nouvelle et forte secousse (-1,17 %) renvoyait la Bourse de Paris à la case départ. Le soir, il ne restait plus rien, si ce n'est *un soupçon*, du maigre reliquat des gains acquis depuis *le début de l'année. Le marché* allait-il retomber plus bas encore ? Mardi, la journée commençait très mal (-0,79 %). Progressivement, toutefois, le terrain perdu était regagné, et même au-delà. A la clôture, une petite hausse de 0,59 % succédait au recul initial. Mercredi, la *Bourse remettait cela, mais dans* le désordre, avec un modeste gain au démarrage (+0,12 %), un peu d'effritement ensuite (-0,05 %) et une remontée après (+0,41 %). Elle ne devait finalement conserver ce jour-là qu'un modeste gain de 0,18 %.

Jeudi soir, pour la dernière séance du mois boursier, l'on crut un court instant la hausse bien raccrochée (+0,56 %) Las ! Elle s'effilocha et, à la clôture, il *n'en restait que quelques fractions* (+0,22 %). Vendredi, cependant, *premier* jour des cotations à fin juillet, le mouvement se réamorça soudainement à l'ouverture (+1,19 %) et en fin de séance, l'indice CAC-40 enregistrait une avance de 1,18 %.

Bref, d'une semaine à l'autre, les *valeurs françaises se sont réappréciées* d'environ 1 %.

*Inutile de le préciser* : personne, il y a quelques jours, n'y *aurait cru. La morosité avait* envahi le Palais et, pour la *seconde fois de suite, la liquidation* s'annonçait perdante, et *même* bien perdante, avec plus de 6 % de baisse d'un mois sur l'autre. La brutale rechute de Wall Street lundi n'était du reste pas étrangère à la dépression de la communauté boursière et de son environnement.

Une fois n'est pas coutume : la Banque de France a tenu un rôle *important dans l'amélioration du* climat sous les colonnes. Si un *très sérieux doute existait sur* les chances de voir la conjoncture, plutôt molle, se raffermir un peu, l'institut d'émission l'a levé. Dans sa dernière analyse, ses experts ne se sont pas seulement bornés à confirmer que *« la demande s'est renforcée »*, surtout celle en provenance de *l'étranger*. Ils ont écarté l'hypothèse d'un ralentissement marqué de la croissance durant la seconde partie de l'année.

La Banque de France fait autorité et son diagnostic, ayant été établi après les prévisions déjà plus optimistes du BIPE (Bureau d'informations et de prévisions économiques), du COE (Centre d'observation économique), de *l'OFCE (Observatoire français de* conjoncture économique), du REXECO (Centre de recherches pour l'expansion de l'économie) et autre AFDE (économistes d'entreprise), il a non seulement rassuré la place, mais fait passer la pilule du commerce extérieur, aggravé pour mai avec un déficit de 5,7 milliards de francs (contre 4,4 milliards pour avril). Sans sourciller, la communauté l'a mise sur le compte du fait accompli. *« Prévisible*, entendait-on sous les lambris. *On a moins vendu d'Airbus à cause des grèves chez British Aerospace.* »

Cet espoir d'une croissance, certes ralentie mais améliorée, s'est renforcé avec les nouvelles venues des Etats-Unis. Là-bas aussi, *la situation n'est pas jugée* très brillante. Les experts du *département du commerce américain* ont refait leurs calculs. Et il en est ressorti que pour le premier trimestre le PNB avait grimpé de 1,9 %, soit plus vite que la première estimation ne l'avait laissé croire (+1,3 %) ; que l'inflation, aussi, avait été moins forte pendant cette période *(6,4 % sur une base annuelle au* lieu de 6,7 %) ; qu'enfin, la progression des bénéfices industriels s'était moins ralentie que la vieille calculette l'avait dit (+ 1,1 % au lieu de 0,7 %).

Au-delà de ces chiffres, c'est aussi la réaction de Wall Street, qui est apparue rassurante. La grande Bourse new-yorkaise semble ne s'être pas trop mal *remise de sa superbe bûche du* lundi 18 juin. Mieux ! Elle a *refranchi, certes de justesse,* mais refranchi tout de même, la barre des 2 900 points. Et quand son état de santé s'améliore, les autres places financières, par contrecoup, se sentent tout de suite mieux.

Pour faire bonne mesure, deux autres nouvelles, de caractère conjoncturel aussi, sont tombées en fin de semaine, annonçant la reprise, côté Seine, de la consommation des ménages (+1,7 %), qui avait décroché en avril, côté Hudson, des commandes de biens durables (+3,9 %) en chute libre pour avril (-4,2 %).

Apparemment, donc, c'est *confirmé*, le ralentissement de la croissance sera moins douloureux que prévu. Et dans la mesure où, en haut lieu, l'on s'efforce d'atténuer la fâcheuse impression causée par la petite phrase assassine sur *« l'argent gagné en dormant »*, le moral revient du même coup à la Bourse. *Ces apaisements augurent-ils* d'une reprise d'été ? Les *professionnels hésitaient encore* à se prononcer à la veille du week-end. Mais des rumeurs circulaient, affirmant que les courants d'achats en provenance de l'étranger, ténus ces derniers temps, se seraient un peu étoffés. Pour le moins, le bout du tunnel n'est peut-être pas très éloigné.

L'événement de la semaine a été la baisse de l'action Michelin (-12,8 %) avec d'assez importants échanges. *Bibendum se* retrouve ainsi à 36,5 % en des*sous de son niveau de la fin de* 1989. Les analystes, dit-on, ont *révisé* à la baisse leur estimation de résultats pour 1990 de 2 milliards de francs à 1,5 milliard, voire à 1,3 milliard. De plus, les syndicats s'attendent à la suppression de 2 500 emplois. Le maire socialiste de Clermont-Ferrand avait confirmé en sortant de Matignon. Indiscrétion ?

**ANDRÉ DESSOT**

#### Valeurs diverses

| | 22-6-90 | Diff. |
|---|---|---|
| Accor | 1 031 | + 40 |
| Air liquide | 785 | + 34 |
| Arjomari | 2 303 | - 77 |
| Bic | 660 | + 4 |
| Bis | 586 | - 80 |
| CGIP | 1 375 | + 8 |
| Club Méditerranée | 608 | + 3 |
| Essilor | 2 667 | + 17 |
| Euro-Disney | 103 | - 0,80 |
| Europe 1 | 1 320 | - 51 |
| Eurotunnel | 45,80 | - 3,80 |
| Groupe Cité (2) | 875 | + 15,50 |
| Hachette | 338,50 | - 51 |
| Havas | 648 | - 6 |
| Navigation mixte (2) | 1 458 | - 171 |
| Nord-Est | 189 | - 2,10 |
| L'Oréal | 5 420 | inch. |
| Saint-Gobain (3) | 569 | + 21,50 |
| Sanofi | 982 | + 6 |
| Saulnes Châtillon | 310 | + 7 |
| Skis Rossignol | 1 035 | + 15 |

(1) Coupon de 15,50 F.
(2) Coupon de 30 F.
(3) Coupon de 14,50 F.

#### Pétroles

| | 22-6-90 | Diff. |
|---|---|---|
| BP-France | 139,90 | + 5,80 |
| ELF-Aquitaine | 680 | + 18 |
| Esso | 785 | + 76 |
| Primagaz | 747 | - 2 |
| Raffinage (Fr.de) | 200 | + 2 |
| Sogerap | 448 | + 8 |
| Total (1) | 682 | + 28 |
| Exxon | 274 | + 0,40 |
| Petrofina | 1 935 | - 30 |
| Royal Dutch | 424,10 | - 5,90 |

(1) Coupon de 20 F.

#### Bâtiment, travaux publics

| | 22-6-90 | Diff. |
|---|---|---|
| Auxil. d'entr | 1 038 | - 90 |
| Bouygues | 648 | - 5 |
| Ciments français | 1 705 | - 94 |
| Dumez | 601 | - 15 |
| GTM | 1 646 | - 6 |
| Immob. Phénix | 127,30 | + 0,30 |
| J. Lefebvre | 1057 | + 49 |
| Lafarge | 466 | - 3 |
| Poliet et Chausson | 620 | - 6 |
| SGE-SB | 242,50 | - 8 |

#### Banques, assurances

| | 22-6-90 | Diff. |
|---|---|---|
| AGF | 1 070 | - 22 |
| Bail Equipement | 280 | - 13,50 |
| Bancaire (Cie) | 591 | + 6 |
| Cetelem | 575 | + 2 |
| CCF | 228 | - 3,90 |
| CFF | 1 282 | - 29 |
| CFI | 495 | - 7 |
| Chargeurs | 1 028 | - |
| CPR | 428 | - 22 |
| Eurafrance | 2 035 | - 20 |
| GAN | 2 030 | - 30 |
| Hénin (La) | 685 | - 3 |
| Locafrance | 480 | - 20 |
| Locindus | 843 | - 5 |
| Midi | 1 266 | - 29 |
| Midland Bank | 154 | - 4 |
| OFP | 1 900 | + 60 |
| Paribas | 642 | + 11 |
| Prétabail | 1 194 | + 32 |
| Schneider | 1 026 | - 2 |
| Société générale | 556 | - 16 |
| Suez (Cie fin.) | 438 | - 2,10 |
| UAP | 619 | + 7 |
| UCB | 232 | - 9 |

#### Matériel électrique

| | 22-6-90 | Diff. |
|---|---|---|
| CGE | 629 | - 1 |
| CSEE (ex-Signaux) | 378 | + 3 |
| Générale des eaux | 2 711 | + 35 |
| IBM (1) | 672 | - 17 |
| Intertechnique | 1 376 | + 54 |
| ITT | 333 | - 5,20 |
| Labinal | 1 061 | - 2 |
| Legrand (2) | 4 495 | + 64 |
| Lyon. des eaux (1) | 697 | + 5,25 |
| Matra | 372,70 | - 18,10 |
| Merlin-Gerin | 6 080 | inch. |
| Moulinex | 109,60 | - 9,40 |
| Radiotechnique | 685 | - 6 |
| Schlumberger | 332,20 | + 4,30 |
| SEB | 1 340 | + 34 |
| Sextant-Avionique | 685 | + 2 |
| Siemens | 2 512 | + 129 |
| Thomson-CSF | 121 | - 1,50 |

(1) Coupon de 9,25 F.

#### Métallurgie construction mécanique

| | 22-6-90 | Diff. |
|---|---|---|
| Alspi | 511 | - 9 |
| Avions Dassault-B | 525 | - 18 |
| De Dietrich | 1 900 | - 15 |
| Facom | 1 700 | - 6 |
| Fives-Lille | 350,20 | - 55,20 |
| Marine Wendel | 415 | - 10 |
| Penhoët | 615 | - 3 |
| Peugeot SA | 819 | - 4 |
| Sagem | 1 560 | + 10 |
| Strafor | 1 331 | + 2 |
| Valeo | 558 | - 35 |
| Vallourec | 310 | - 2,80 |


#### Banques, assurances

| | 22-6-90 | Diff. |
|---|---|---|
| AGF | 1 070 | - 22 |
| Bail Equipement | 280 | - 13,50 |
| Bancaire (Cie) | 591 | + 6 |
| Cetelem | 575 | + 2 |
| CCF | 228 | - 3,90 |
| CFF | 1 282 | - 29 |
| CFI | 495 | - 7 |
| Chargeurs | 1 028 | - |
| CPR | 428 | - 22 |
| Eurafrance | 2 035 | - 20 |
| GAN | 2 030 | - 30 |
| Hénin (La) | 685 | - 3 |
| Locafrance | 480 | - 20 |
| Locindus | 843 | - 5 |
| Midi | 1 266 | - 29 |
| Midland Bank | 154 | - 4 |
| OFP | 1 900 | + 60 |
| Paribas | 642 | + 11 |
| Prétabail | 1 194 | + 32 |
| Schneider | 1 026 | - 2 |
| Société générale | 556 | - 16 |
| Suez (Cie fin.) | 438 | - 2,10 |
| UAP | 619 | + 7 |
| UCB | 232 | - 9 |


#### Valeurs à revenu fixe

| | 22-6-90 | Diff. |
|---|---|---|
| PME 10,6 % 1976 | 100 | + 0,05 |
| 8,80 % 1977 | 119,80 | - 0,20 |
| 10 % 1978 | 100,40 | + inch. |
| 9,80 % 1978 | 99 | + 0,07 |
| 9 % 1979 | 98,50 | + 0,22 |
| 10,80 % 1979 | 101,50 | - 0,10 |
| CNE 3 % | 3685 | + 25 |
| CNB bq. 5 000 F | 99,66 | - 0,14 |
| CNB Paribas 5 000 F | 100 | + 0,50 |
| CNB Suez 5 000 F | 100,20 | + 0,60 |
| CNI 5 000 F | 99,66 | - 0,16 |

#### Produits chimiques

| | 22-6-90 | Diff. |
|---|---|---|
| Inst. Mérieux | 4 200 | - 402 |
| Labo. Bell | 2 702 | + 56 |
| Roussel-Uclaf | 2 260 | - 9 |
| BASF | 980 | + 5 |
| Bayer | 978 | - 4 |
| Hoechst | 909 | + 18 |
| Imp. Chemic. | 115,70 | - 4,30 |
| Norsk Hydro | 172,50 | - 4 |

#### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

| Valeurs | Hausse % | Valeurs | Baisse % |
|---|---|---|---|
| Luchaire SA | + 13,8 | Fives Lille | - 13,9 |
| Esso | + 11,1 | Hachette | - 13,6 |
| Sodero | + 7,9 | Rochette (La) | - 11,7 |
| Synthelabo | + 7,6 | Michelin B | - 11,5 |
| Saint-Gobain | + 6,6 | BIS | - 10,5 |
| Air Liquide | + 5,8 | Moulinex | - 9,6 |
| Labo R. Bellon | + 5,8 | Navig. Mixte | - 9,4 |
| Total (Fse Pétr.) | + 5,2 | Mérieux (NTL | - 9,3 |
| Colas | + 5,1 | Sommer Allib. | - 9,3 |
| UIF | + 4,6 | Auxil. Entrep. | - 8,7 |
| Canal + | + 4,5 | UFB Locabail | - 8,7 |
| M., Pro Salsigne | + 4,5 | SPIE Batignol. | - 7,8 |
| ACCOR | + 4,4 | Bail Equipem. | - 7,6 |
| J. Lefebvre Ent. | + 4,4 | Sempiques | - 7,2 |

#### MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 15 juin 1990
Nombre de contrats : 48 298.

| COURS | ÉCHÉANCES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Juin 90 | Sept. 90 | Déc. 90 | Mars 91 |
| Premier | - | - | - | - |
| + haut | 101,74 | 101,82 | 101,82 | - |
| + bas | 101,48 | 101,56 | 101,66 | - |
| Dernier | 101,70 | 101,78 | 101,82 | - |
| Compensation | 101,70 | 101,78 | 101,82 | 101,82 |

#### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

| | 18 juin | 19 juin | 20 juin | 21 juin | 22 juin |
|---|---|---|---|---|---|
| RM | 1 959 068 | 2 506 949 | 2 702 499 | 3 315 197 | - |
| Comptant | | | | | |
| R. et obl. | 9 080 020 | 4 621 764 | 5 271 919 | 4 581 593 | - |
| Actions | 158 152 | 210 792 | 327 087 | 292 498 | - |
| Total | 11 197 240 | 7 339 505 | 8 301 505 | 8 189 288 | |
| **INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)** | | | | | |
| Françaises | 97,2 | 97,3 | 97,2 | 97 5 | - |
| Étrangères | 94,5 | 93,4 | 94,1 | 94 | - |
| **SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)** | | | | | |
| Indice gén. | 542,8 | 534,1 | 539,2 | 538,9 | 542,7 |
| **(base 1000, 31 décembre 1987)** | | | | | |
| Indice CAC 40 | 1 988,33 | 2 000,14 | 2 003,66 | 2 007,98 | 2 031,73 |

#### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| | Cours 15-6-90 | Cours 22-6-90 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 83 850 | 83 500 |
| - (kilo en lingot) | 83 900 | 83 650 |
| Pièce française (20 fr.) | 390 | 391 |
| • Pièce française (10 fr.) | 402 | 400 |
| Pièce suisse (20 fr.) | 410 | 411 |
| Pièce latine (20 fr.) | 389 | 388 |
| • Pièce tunisienne (20 fr.) | 383 | 370 |
| Souverain | 485 | 466 |
| • Souverain Elizabeth II | 484 | 490 |
| • Demi-souverain | 380 | 380 |
| Pièce de 20 dollars | 2 165 | 2 255 |
| - 10 dollars | 1 215 | 1 220 |
| • - 5 dollars | 785 | 775 |
| - 50 pesos | 2 400 | 2 405 |
| • - 20 marks | 500 | 506 |
| - 10 florins | 380 | 377 |
| • - 5 roubles | 280 | 290 |

• Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

#### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

| | Nbre de titres | Val. en cap. (F) |
|---|---|---|
| BSN | 868 140 | 733 123 874 |
| CGE | 1 039 639 | 646 770 963 |
| Suez financière | 1 403 379 | 619 256 448 |
| Elf Aquitaine | 706 603 | 465 752 872 |
| Peugeot SA | 511 219 | 420 261 179 |
| Total Certif. | 3 443 199 | 391 517 583 |
| Paribas Act A | 545 919 | 351 721 236 |
| Havas | 557 774 | 348 643 457 |
| Sté Génér. « A » | 588 174 | 333 072 977 |
| Saint-Gobain | 542 511 | 301 216 064 |
| Air Liquide | 371 029 | 280 101 142 |
| Michelin B | 2 167 857 | 252 182 042 |
| Lafarge-Coppée | 527 568 | 244 053 587 |
| LVMH Moët-H. | 50 780 | 224 749 617 |

(*) Du vendredi 15 juin 1990 au jeudi 21 juin 1990 inclus.

## NEW-YORK

### Mauvaise semaine à Wall Street

INDICE DOW JONES

**- 2,7 %**

Ayant débuté la semaine par de fortes baisses en raison des inquiétudes sur les résultats des entreprises et du pessimisme sur un *assouplissement* de la politique *monétaire* de la Réserve fédérale américaine (Fed), Wall Street a ensuite fluctué en hausse modérée pour rechuter fortement vendredi de 44,55 points (1,5 %) sous le poids d'une vague de dégagements déclenchée par les programmes informatiques. L'indice Dow Jones des valeurs indus*trielles a terminé ces cinq séances* à 2 857,18 en baisse de 78,71 points (- 2,7 %) par rapport à la clôture de vendredi dernier. Il annulait ainsi toute la progression enregistrée la semaine précédente au cours de laquelle le Dow Jones avait inscrit *le 15 juin* un nouveau record historique (2 935,19 *points*).

Les taux d'intérêt ont entamé un *mouvement de hausse dès lundi*, malgré les récentes statistiques économiques confirmant le ralentissement de l'économie américaine. Cette évolution a fait craindre que les résultats du second trimestre des compagnies américaines, qui commenceront à être publiés au début juillet, soient dans l'ensem*ble plutôt mauvais Le marché* a également réagi négativement au rapport de la Fed indiquant la poursuite d'une croissance ralentie mais sans risque de récession. Les analystes en ont alors déduit que l'autorité monétaire américaine ne modifiera pas sa politique restrictive du crédit, même si l'inflation a légèrement baissé au premier trimestre (6,4 % contre 6,7 %). Alors que les achats intermittents par les grandes institutions financières, désireuses de regarnir leurs portefeuilles pour la présentation de leurs rapports du second trimestre, soutenaient modérément les valeurs depuis mardi, une vague de dégagements a brutalement renversé la tendance peu avant la clôture vendredi.

Indice Dow Jones du 22 juin : 2 857,18 (contre 2 935,89).

| | Cours 15-06 | Cours 22-06 |
|---|---|---|
| Alcoa | 66 | 65 118 |
| ATT | 42 3/4 | 42 3/8 |
| Boeing | 60 1/4 | 57 1/8 |
| Chase Man. Bank | 24 3/4 | 23 1/2 |
| Du Pont de Nemours | 40 | 38 1/8 |
| Eastman Kodak | 42 | 41 |
| Exxon | 48 | 47 |
| Ford | 45 | 44 1/4 |
| General Electric | 70 1/4 | 69 1/2 |
| General Motors | 50 1/4 | 48 1/4 |
| Goodyear | 34 5/8 | 31 5/8 |
| IBM | 120 3/8 | 116 1/4 |
| ITT | 58 3/4 | 58 3/4 |
| Mobil Oil | 62 3/4 | 62 |
| Pfizer | 65 5/8 | 64 1/4 |
| Schlumberger | 58 7/8 | 57 1/2 |
| Texaco | 57 7/8 | 56 7/8 |
| UAL Corp. (ex-Allegis) | 157 1/2 | 155 3/8 |
| Union Carbide | 20 | 19 1/8 |
| USX | 34 | 32 1/8 |
| Westinghouse | 37 | 36 7/8 |
| Xerox Corp. | 49 3/4 | 47 |

## TOKYO

### Accélération de la baisse

INDICE NIKKEI

**-2,6 %**

La Bourse de Tokyo a terminé la semaine en forte baisse au sein d'un marché très peu soutenu, l'indice Nikkei cédant un total de 843,83 yens soit 2,6 % depuis vendredi dernier pour terminer à *31 694,57 yens. La semaine précé*dente, il s'était déprécié de 1,4 %. Les conséquences de l'Union économique et monétaire entre les deux Allemagnes, l'ouverture du congrès du PC soviétique en juillet et une possible hausse des taux d'intérêt locaux à court terme ont inquiété le marché laissant les investisseurs en retrait. Le volume moyen des transactions quotidiennes s'est fortement contracté à 365,9 millions de titres contre 435,7 millions de titres échangés précédemment. Selon les opérateurs, les fluctuations des taux de change et d'intérêt ont désorienté tout au long de la semaine les investisseurs qui ne savent où placer leur *argent* et sont restés, dans le doute, sur leur position.

Après avoir perdu 161,60 yens lundi, le Nikkei a plongé de 336,42 yens mardi après l'annonce de la croissance de 13,2 % de la masse monétaire en mars. *« Personne ne veut opérer de transactions »*, indiquait alors un expert. La seule hausse de la semaine est intervenue mercredi quand le Nikkei a gagné 47,38 yens. Jeudi, l'indicateur est resté pratiquement inchangé, enregistrant une baisse marginale de 0,49 yen. Vendredi, le Nikkei a cédé 392,70 yens. Les *cours ont chuté dans pratiquement* tous les secteurs de l'industrie. *Indices du 22 juin* : Nikkei 31 694,57 (contre 32 538), Topix *2 341,06 (contre 2 356,52)*.

| | Cours 15 juin | Cours 22 juin |
|---|---|---|
| Akai | 1 120 | 1 020 |
| Bridgestone | 1 520 | 1 490 |
| Canon | 1 780 | 1 790 |
| Fuji Bank | 2 660 | 2 660 |
| Honda Motors | 1 750 | 1 740 |
| Matsushita Electric | 2 170 | 2 090 |
| Mitsubishi Heavy | 1 070 | 1 000 |
| Sony Corp. | 8 510 | 8 570 |
| Toyota Motors | 2 550 | 2 560 |

## LONDRES

### – 0,57 % Sans relief

La Bourse de Londres a été saisie d'immobilisme, une *fois retombée* l'excitation qu'avait provoqué la semaine précédente l'espoir d'une entrée rapide de la livre dans le système monétaire européen (SME). *L'indice Footsie des cent grandes* valeurs a terminé en baisse de 13,8 points (- 0,57 %) par rapport au vendredi précédent, à 2 378,5, un recul largement attribuable à sa baisse de 21 *points lundi. Les* valeurs ont été déprimées par une série d'indicateurs économiques décevants, à commencer par l'inflation de 9,7 % annoncée le vendredi précédent, qui a *été suivie d'un* déficit budgétaire massif en mai et d'une accélération de la progression des crédits bancaires.

La réduction à 1,32 milliard de livres du déficit des *paiements* courants en mai, annoncée vendredi, n'a pas eu d'effet sur le marché des titres.

Indices « *FT* » du 22 juin : 100 valeurs, 2 378,5 (contre 2 392,3) ; 30 valeurs 1 913,0 (contre 1 925,9) Fonds d'Etat 80,39 (contre 79, 76) ; Mines d'or 171,0 (*contre* 167,9).

| | Cours 15 juin | Cours 22 juin |
|---|---|---|
| Bowater | 545 | 527 |
| BP | 325 | 324 |
| Charter | 460 | 467 |
| Courtaulds | 350 | 362 |
| De Beers | N.C. | N.C. |
| Glaxo | 827 | 807 |
| GUS | 13,50 | 13,50 |
| ICI | 12,37 | 11,87 |
| Reuters | 12,90 | 12,65 |
| Shell | 456 | 460 |
| Unilever | 688 | 688 |
| Vickers | 243 | 233 |

## FRANCFORT ↓

### Reprise + 4,5 %

Après une longue pause due à la position attentiste des investisseurs, le marché boursier ouest-allemand a retrouvé un nouvel élan. Il s'est apprécié de 4,5 % après une baisse de 1,5 % la semaine *précédente*. L'actualité politique qui a été riche (règlement du problème de la propriété en RDA, large *majorité* en faveur du traité d'État entre les deux Allemagnes et l'organisation d'élections panallemandes) est venue donner un coup de pouce supplémentaire au *marché*. De ce fait, la clientèle étrangère a retrouvé son optimisme et de nombreux achats en provenance des Etats-Unis, du Japon et de Grande-Bretagne ont été enregistrés. Le volume des transactions sur les huit places boursières ouest-allemandes a été important, atteignant 43,44 milliards de DM, contre 31,1 milliards la semaine *précédente*, qui comptait un jour ouvrable de moins. Parmi les secteurs les mieux orientés viennent en tête les automobiles, et les grands magasins. Le marché obligataire quant à lui est enfin sorti de sa phase léthargique.

Indices du 22 juin : DAX a gagné 1 872,92 points (contre 1792,26), Commerzbank : 2 286,2 points (contre 2187,7).

| | Cours 15 juin | Cours 22 juin |
|---|---|---|
| AEG | 278 | 288,50 |
| BASF | 288 | 291,30 |
| Bayer | 292,50 | 283 |
| Commerzbank | 269,40 | 277,30 |
| Deutschebank | 761,50 | 788,50 |
| Hoechst | 265,10 | 268,50 |
| Karstadt | 642 | 684 |
| Mannesman | 336 | 353,50 |
| Siemens | 706,50 | 741,60 |
| Volkswagen | 591,50 | 617 |

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# Des émissions nombreuses et réussies

La semaine qui vient de s'achever a été la plus animée de l'année sur le marché primaire, celui des émissions nouvelles, et celle qui a connu le plus grand nombre de réussites. Cette situation n'a pourtant pas toujours été appréciée comme il se devait, certains n'hésitant pas à attribuer à la prodigalité des emprunteurs le succès de plusieurs opérations. De telles accusations apparaissent déplacées.

Le fait est que, pour la première fois depuis de très longs mois, le marché international des capitaux est en mesure de remplir vraiment son rôle tout en assurant une juste rémunération pour leur travail et les risques qu'elles prennent aux banques qui servent d'intermédiaires. On ne peut que se réjouir de cette évolution dont les principaux emprunteurs du monde, les Trésors publics ou les grandes banques de développement, sont les premiers à bénéficier.

Mais, même si elles sont injustes, il faut accorder une certaines importance à de telles critiques. Elles expriment davantage que le simple dépit de tel ou tel concurrent malheureux qui aurait voulu obtenir le mandat d'une transaction finalement confiée à une autre eurobanque. Elles sont révélatrices de la confusion qu'entretient la multiplication récente des formes d'émission des emprunts internationaux.

Dans le domaine des opérations de type classique à taux fixes, les méthodes américaines de syndication diffèrent trop de celles traditionnellement utilisées sur l'euromarché pour autoriser rapidement des comparaisons directes.

Dans un cas, les banques chargées d'une transaction s'entendent sur un prix minimum en dessous duquel, durant une période initiale de lancement, elles ne céderont pas de titres. Dans l'autre, les banques sont libres, dès le départ, non seulement de rogner sur les commissions qui leur reviennent, mais encore de vendre les obligations à perte, ce à quoi elles ont trop souvent été réduites ces derniers mois. Le recours au système des enchères tel qu'il est pratiqué par le Danemark a encore ajouté à l'embarras de nombreux observateurs.

En soi, cette diversité est salutaire. Elle a d'ailleurs très certainement contribué au retour à la rentabilité des eurobanques. Toutefois il faudrait se garder d'aller trop loin. Le marché a réellement besoin de dénominateurs communs. Les grands gestionnaires de fonds, avant d'investir dans un emprunt, veulent avoir une vue d'ensemble. Cela leur sera impossible si les transactions deviennent trop disparates. Certains eurobanquiers parmi les plus éminents estiment qu'en poursuivant sur la voie actuelle les établissements financiers courent le risque de lasser les investisseurs qui pourraient bien ne plus intervenir sur le marché primaire, attendant que les choses se décantent sur le marché secondaire, celui des émissions lancées depuis quelque temps déjà. La situation ne serait alors plus guère soutenable pour les eurobanques qui entendent jouer un rôle actif dans le montage des émissions nouvelles.

### *Danemark et Italie en vedette*

Parmi les grands succès de la semaine, le Danemark est parvenu, jeudi 21 juin, à lever pour 800 millions de dollars dont 600 par voie d'adjudication en une émission organisée par deux membres du groupe J.-P Morgan. Les obligations, qui rapporteront 9,25 % l'an jusqu'en 1995, seront assimilables à celles d'une précédente opération pour en faire un des plus grands emprunts à taux fixe de tout l'euromarché.

Montrant combien la taille d'une transaction est un facteur important pour les investisseurs, les obligations danoises se négociaient vendredi au même niveau que les titres de même durée garantis par le Japon, soit à 58 centimes au-dessus des bons du Trésor américain. Le Japon jouit pourtant sur le plan international d'un meilleur crédit que le Danemark. Mais les emprunts des établissements publics auxquels il accorde sa garantie sont émiettés et leurs montants, moyens.

Le Trésor de Tokyo, selon toute apparence, semble prêt à réagir. Il pourrait augmenter le volume de ses émissions internationales, ce qui les rendrait plus fluides, plus facilement négociables et donc moins coûteuses pour lui. Telle est du moins l'impression laissée par l'euroemprunt de 250 millions de dollars émis, mardi, par le truchement de Paribas pour le compte d'une entreprise de premier plan qui a été privatisée ces dernières années. Nippon Telegraph & Telephone (NTT) a toujours joué un rôle de précurseur sur le marché des capitaux. Sa dernière émission est nettement plus volumineuse que celles des entreprises d'Etat nipponnes.

Rémunérée au taux facial de 9,25 % pour une durée de sept ans, elle fait l'objet d'un contrat d'échange qui, en deux étapes, fournit à l'emprunteur des fonds en yens à taux fixe.

C'est, après swap, à un résultat du même ordre qu'est parvenu un autre débiteur nippon, la Banque de développement du Japon, qui, lundi 18 juin, a drainé pour 200 millions d'écus sur cinq ans en une très belle opération placée sous direction du Crédit lyonnais. Son taux d'intérêt facial est de 10,50 %. Le compartiment de l'écu devait d'ailleurs enregistrer trois jours plus tard un succès encore plus retentissant, celui de l'Italie qui a lancé une superbe transaction de sept ans de durée.

La dernière émission italienne est calquée sur l'opération dont, en avril, Paribas avait dessiné les traits pour ce même pays dans le domaine des emprunts à dix ans. Elle rapportait vendredi 0,21 % de plus que les fonds d'Etat français correspondants. Le mandat a été confié à une banque italienne, Istituto Bancario San Paolo di Torino. Cette brillante émission a cependant donné lieu à de sévères reproches pour la façon dont son groupe de direction a été constitué : il y manque plusieurs des grands noms du marché de l'écu.

La réouverture du compartiment de l'eurofranc français fait également partie des événements de la semaine. Deux opérations nouvelles ont vu le jour jeudi et vendredi, toutes deux à taux fixe, l'une pour le compte de la Compagnie bancaire, soit 750 millions de francs de titres rémunérés au taux facial de 10,25 % durant trois ans, et l'autre pour le compte de Saint-Gobain, soit 750 millions également mais sur cinq ans, l'intérêt facial étant de 10,50 %. L'émission de la Compagnie bancaire que dirige Paribas est swappée de façon à procurer à l'emprunter des fonds à taux variables en francs français à un niveau inférieur à la référence monétaire du TAM. Le Crédit commercial de France asure le secrétariat de l'opération Saint-Gobain.

Pour ce qui est des transactions à caractère privé, Cadbury-Schweppes a fait intervenir sa filiale française pour obtenir les 125 millions de livres sterling que lui coûte l'achat de plusieurs marques du groupe Perrier. Par le truchement de Merrill Lynch, Cadbury France a émis des titres subordonnés perpétuels libellés en francs dont le montant net revenant à l'emprunteur s'élève à environ 1,2 milliard. Une partie de l'émission sera offerte aux investisseurs sous la forme de titres de quinze ans de durée.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

# Le piège du yen

IL fallait bien s'y attendre! La diminution de l'excédent commercial japonais, qui s'était contracté de 19 % l'an dernier, revenant à 77 milliards de dollars, semble avoir pris fin et pourrait même faire place à une augmentation dès l'été prochain. Cette inversion ne serait pas due à la réduction de la consommation domestique dont la très vive expansion avait gonflé les importations et, donc, amputé l'excédent commercial. Elle aurait pour origine un redémarrage des exportations qui, déjà, ont fait un bond de près de 40 % au premier trimestre 1990 et, pour le mois de mai, dépassent leur niveau du même mois de l'année précédente.

Ainsi se trouveraient vérifiées les craintes des financiers et surtout des industriels européens selon lesquels la forte dépréciation du yen depuis une dizaine de mois, près de 30 % vis-à-vis des monnaies de la CEE, allait inévitablement rendre plus compétitifs les produits japonais et stimuler l'ardeur des exportateurs nippons, ceci dans un délai de six à douze mois. Des experts, un peu vicieux, avancent qu'une telle baisse faisait bien l'affaire des milieux industriels nippons, notamment chez les PME, et qu'une complicité objective les liait au gouvernement et aux autorités monétaires, bien que celles-ci s'en soient toujours défendues.

Le résultat est là : le Japon est plus fort que jamais avec une croissance de 10,4 % en rythme annuel au premier trimestre 1990. La chute du yen a été ainsi un véritable piège à gogos, ce qui justifie les inquiétudes de M. Jacques Calvet, le PDG de Peugeot-Citroën, sur les dangers de l'offensive commerciale japonaise.

Cette semaine, le piège a parfaitement fonctionné puisque les nouvelles favorables en provenance de l'économie japonaise n'ont, en aucune façon, raffermi la devise nipponne qui termine très bas, à près de 155 yens pour un dollar retombant, à Paris, à 3,62 francs pour 100 yens contre près de 5 francs au début de 1989.

La nouvelle est donc officielle : la Belgique rattache sa monnaie au mark allemand. Dans un discours télévisé, M. Wilfried Martens, Premier ministre, a déclaré que le temps était venu de fixer définitivement la parité franc belge-mark. Pour lui, cela signifie que la Belgique doit continuer sa politique d'austérité et d'assainissement. Fort bien, mais cette décision fait sourire certains partenaires européens de la Belgique, qui la trouvent un peu ridicule. La parité en question n'a pas changé depuis janvier 1987 et tout au plus le cours de la monnaie belge, au lieu de se retrouver au plancher par rapport au mark, comme cela est arrivé souvent ces dernières années, se situerait au milieu de la fourchette de fluctuations autorisées, plus ou moins de 2,5 %.

### *Une histoire belge*

Une telle décision risque au surplus d'obliger la Belgique à aligner ses taux d'intérêt sur les taux allemands. Si ces derniers montent encore, ce qui est possible, le service de la dette nationale belge, déjà très lourd, en sera encore alourdi. En outre, une telle décision, purement symbolique, va lier encore davantage le franc belge à une zone mark de plus en plus dominante, ce qui inquiète les Pays-Bas qui seraient désireux d'engager la démarche inverse.

Sur le front des monnaies, le dollar a évolué en dents de scie se dépriмant un peu en fin de semaine, après s'être raffermi aux dépens du mark toujours affecté par les événements de l'Est. La livre sterling a poursuivi son raffermissement à la suite des propos du chancelier de l'échiquier, M. John Major, sur l'Union monétaire européenne et sur sa proposition d'un ECU «dur». Le chancelier a rappelé l'intention de son gouvernement de procéder à l'adhésion de la livre sterling au système monétaire européen *« lorsque les conditions seront remplies »*, à l'automne, selon notre confrère le *Financial Times*.

Dans le système monétaire européen la peseta et la lire sont toujours en tête. La devise italienne reste au voisinage de son plafond vis-à-vis du franc sans que la Banque de France ait eu à intervenir. La diminution des taux de l'eurolire a fini par se produire, réduisant à moins de deux points son écart avec celui de l'eurofranc sur un mois (11 % contre 9,7/8 %), ce qui contribue à alléger les tensions. La Banque de France, toutefois, du fait de cette tension, voit se restreindre sa marge de manœuvre, notamment sur les taux d'intérêt où elle a pratiquement disparu.

De son côté, M. Helmut Schlesinger, vice-président de la Bundesbank, a mis en garde contre une appréciation durable de la lire et de la peseta face au mark. *« Le décalage existant entre les parités et la réalité économique ne peut durer »*, a-t-il affirmé, ajoutant que, tôt ou tard, un ajustement allait être nécessaire *« soit par un ample réajustement monétaire, soit par une forte politique de restriction »*. Il n'a pas caché qu'une appréciation du mark *« faciliterait énormément »* le rapprochement économique et monétaire entre la RFA et la RDA.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once est retombé au-dessous de 350 dollars, les rumeurs de ventes soviétiques continuant de courir. On connaît assez les difficultés que rencontre l'URSS pour le paiement de ses importations et la pénurie croissante de devises qui règne à Moscou pour penser qu'effectivement ces ventes de métal risquent de perdurer.

FRANCOIS RENARD

**SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN : AMPLEUR DES VARIATIONS DE CHAQUE MONNAIE PAR RAPPORT À LA PLUS FORTE**

22 juin 1990

PESETA ESPAGNOLE – LIRE ITALIENNE – FRANC BELGE – COURONNE DANOISE – LIVRE IRLANDAISE – FLORIN NÉERLANDAIS – MARK ALLEMAND – FRANC FRANÇAIS

% 0 -1 -2 -3 -4 -5 -6

**COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 JUIN AU 22 JUIN 1990**

*(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)*

| PLACE | Livre | $ E.U. | Franc français | Franc suisse | D.mark | Franc belge | Florin | Lire italienne |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| New-York | 1,7285 | – | 17,7305 | 70,6714 | 59,5238 | 2,9011 | 52,9240 | 0,0813 |
| | 1,7010 | – | 17,4795 | 69,2281 | 58,7889 | 2,8638 | 52,1921 | 0,0801 |
| Paris | 9,7487 | 5,6400 | – | 398,59 | 335,71 | 16,3621 | 298,49 | 4,5853 |
| | 9,7314 | 5,7210 | – | 396,05 | 336,33 | 16,3831 | 298,59 | 4,5823 |
| Zurich | 2,4458 | 1,4150 | 25,0887 | – | 84,2262 | 4,1050 | 74,8875 | 1,1504 |
| | 2,4571 | 1,4445 | 25,2493 | – | 84,9206 | 4,1366 | 75,3914 | 1,1570 |
| Francfort | 2,9039 | 1,6800 | 29,7872 | 118,73 | – | 4,8738 | 88,9124 | 1,3659 |
| | 2,8934 | 1,7010 | 29,7327 | 117,75 | – | 4,8711 | 88,7787 | 1,3624 |
| Bruxelles | 59,5813 | 34,47 | 6,1117 | 24,3604 | 20,5179 | – | 18,2429 | 2,8024 |
| | 59,3989 | 34,92 | 6,1039 | 24,1745 | 20,5291 | – | 18,2254 | 2,7969 |
| Amsterdam | 3,2660 | 1,8895 | 33,5018 | 133,53 | 112,47 | 5,4816 | – | 1,5362 |
| | 3,2591 | 1,9160 | 33,4907 | 132,64 | 112,64 | 5,4868 | – | 1,5346 |
| Milan | 2126,86 | 1230 | 218,09 | 869,26 | 732,14 | 35,6832 | 650,97 | – |
| | 2123,69 | 1248,50 | 218,93 | 864,31 | 733,98 | 35,7531 | 651,62 | – |
| Tokyo | 267,57 | 154,80 | 27,4468 | 109,40 | 92,1429 | 449,09 | 81,9264 | 0,1259 |
| | 262,80 | 154,50 | 27,0058 | 106,96 | 90,8289 | 442,43 | 80,6367 | 0,1237 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 22 juin : 3,6434 F, contre 3,7029 F le vendredi 15 juin.

## MATIÈRES PREMIÈRES

# La déprime du café

Le marché du café est désespérément terne. Sur le marché de Londres, les cours du robusta sont tombés cette semaine à leur plus bas niveau depuis le mois de février pour terminer à 563 livres sterling la tonne sur juillet. Même atmosphère lénifiante sur l'arabica coté à New-York, où la livre échéance juillet stagne aux alentours de 85 cents. Rien d'étonnant à cette situation. Selon un professionnel français, il y a actuellement dans le monde quelque 60 millions de sacs de 60 kilos de stocks. Soit l'équivalent de près d'un an de consommation mondiale.

Et le marché ne semble pas près de s'assainir. La prochaine récolte du Brésil, numéro un mondial, devrait se révéler bonne, les anticipations tablant sur 26 à 28 millions de sacs. Même pas une petite vague de gelée pour troubler le négoce. L'hiver austral s'annonce en effet relativement clément. Dans ce contexte, l'accord international sur le café, dont le mécanisme régulateur, les quotas à l'exportation, est suspendu depuis juillet 1989, s'enfonce tous les jours un peu plus dans l'impasse. Et ce dans l'indifférence sinon la satisfaction générale. Côté exportateurs, ce sont surtout les pays d'Amérique centrale qui bénéficient de la situation. Ils produisent des cafés, dits « autres doux », particulièrement prisés par les consommateurs et leurs ventes ont connu une véritable explosion ces derniers mois.

Pour le Guatemala, chef de file des producteurs d'« autres doux », la levée des quotas à l'exportation a été une véritable aubaine. Entre juin 1989 et mai 1990, ce pays a exporté 4,1 millions de sacs pour un montant de 409 millions de dollars contre 2,3 millions de sacs (353 millions de dollars) l'année précédente. Le Guatemala a ainsi doublé ses ventes à destination des pays membres de l'Organisation internationale du café (OIC). Le Mexique a également profité de la disparition des contingents. Sa part dans les exportations totales vers les pays membres de l'OIC est passée en moins d'un an de 4,13 % à 10,1 %. *« Ces pays font du volume à défaut de faire de la marge*, remarque un torréfacteur français, *ce qui contribue à peser sur le marché. »*

### *Situation quelque peu anarchique*

Chez les deux grands, Brésil et Colombie, on semble également se satisfaire de cette situation quelque peu anarchique de marché libre. Rio, qui s'est toujours opposé à une réduction de son quota de 33 % du marché lors des négociations de l'OIC, pratique aussi une politique de vente agressive. Derniers défenseurs de l'accord international, les Colombiens se montrent désormais partisans de la situation actuelle. On est bien loin des positions prises lors de la réunion Etats-Unis-Colombie sur les moyens de combattre le trafic de cocaïne. Chez les pays consommateurs, la faiblesse des prix fait bien sûr plus d'un heureux. *« Au Havre, le robusta disponible est à 6 francs le kilo et les marges des torréfacteurs sont très bonnes »*, constate un négociant français. Mais une certaine mauvaise conscience commence toutefois à émerger. Pour la première fois de son histoire, le Congrès de la Fédération européenne du café, qui s'est tenu à Berlin du 14 au 17 juin, a achevé ses travaux sans publier de communiqué final. *« Nous avons préféré faire le mort pour ne pas ajouter au malaise ambiant »*, reconnaît l'un des participants.

Car, une nouvelle fois, c'est l'Afrique, grande productrice de robusta, qui pâtit le plus du marasme. Si la France importe encore plus de 50 % de robusta, cette variété est de moins en moins cotée sur la scène internationale. Et des pays comme la Côte-d'Ivoire, déjà frappés par la crise du cacao, voient leurs débouchés se réduire à la portion congrue.

Que penser alors du dernier rapport des Nations unies qui préconise une relance des secteurs matières premières des pays africains afin de transformer et d'améliorer leurs performances économiques ? Ce rapport, intitulé « Les problèmes de l'Afrique dans le secteur des matières premières : vers une solution », recommande notamment une moindre implication des gouvernements et une prise en main des filières par les secteurs privés locaux. Or l'Histoire montre que, par exemple au Nigéria, le démantèlement du Cocoa Board, il y a quelques années, a conduit à une situation anarchique de la filière cacao. Au Brésil, la disparition de l'Institut brésilien du café (IBC) n'a également rien arrangé. Et, aujourd'hui, c'est la confusion qui règne entre les prix intérieurs artificiellement élevés et des cours mondiaux déprimés.

ROBERT RÉGUER

| PRODUITS | COURS DU 22-6 |
|---|---|
| Cuivre h. g. (Londres) Trois mois | 1 455,5 (– 16,5) Livres/tonne |
| Aluminium (Londres) Trois mois | 1 580 (– 17) Livres/tonne |
| Nickel (Londres) Trois mois | 8 785 (+ 185) Dollars/tonne |
| Sucre (Paris) Août | 2 140 (– 45) Francs/tonne |
| Café (Londres) Juillet | 564 (– 6) Livres/tonne |
| Cacao (New-York) Juillet | 1 172 (– 34) Dollars/tonne |
| Blé (Chicago) Juillet | 333 (+5) Cents/boisseau |
| Maïs (Chicago) Juillet | 282 (+ 1) Cents/boisseau |
| Soja (Chicago) Juillet | 175,40 (+ 1,9) Dollars/t. courte |

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# Du gris au rose pâle

Une brise nettement plus tiède soufflait à Paris en fin de semaine où la tendance virait du gris au rose pâle (restons modestes) à la veille du week-end, les opérateurs se montrant un peu moins dépressifs ou un peu plus optimistes, au choix. Les raisons? A l'extérieur, la stabilité des taux d'intérêts allemands, qui se sont maintenus à 8,80 % pour les emprunts fédéraux (Bund) à 10 ans, après une pointe à 8,90 % en début de semaine, a un peu rassuré les opérateurs. Surtout, la publication du calendrier des emprunts de la RFA pour financer le Fonds de l'unité allemande a un peu calmé les inquiétudes.

Les premières obligations seront émises en juillet pour lever une partie des 20 milliards de marks (75 milliards de francs) nécessaires en 1990. L'Etat allemand étant susceptible d'utiliser d'autres procédés financiers pour financer le Fonds. Dans ces conditions, la rumeur d'un gros emprunt de 20 à 25 milliards de marks, encore très insistante cette semaine, s'est trouvée sans fondement, du moins pour l'instant.

A l'intérieur, on commence à se trouver ramené un mois auparavant lorsque le franc était fort, avant le suspense sur la motion de censure à l'Assemblée nationale, avant le discours du président de la République à Auxerre sur la nécessité de relever les bas salaires qui inquiéta l'étranger et avant la publication du rapport Hollande sur la taxation des plus-values.

Cette semaine, un bon test a été fourni par la réaction positive du franc aux très mauvais résultats du commerce extérieur français pour mai (5,68 milliards de francs de déficit contre 3 à 3,5 milliards de francs prévus). Notre monnaie est en effet restée impavide vis-à-vis du mark, dont le cours a baissé en fin de semaine, revenant à 3,3570 francs. Une amorce de retour à la confiance donc qui s'est traduite par des rachats de vendeurs à découvert et par une remontée des cours du MATIF, celui de l'échéance septembre se retrouvant à 101,90, presque 102, à la veille du week-end, contre 101,60 il y a huit jours, après avoir plongé à 101 le 20 juin, jour de l'annonce du déficit commercial.

Pour un peu, les opérateurs verraient bien le retour au cours de 104 et se reprennent à rêver. *« Je décompresse »*, avouait l'un d'entre eux, acheteur à 102,50 et qui se demandait auparavant si les cours n'allaient pas revenir à 100, horrible perspective. Très logiquement, les rendements des marchés obligataires ont fléchi, celui de l'OAT à 10 ans se retrouvant à 9,69 % après une pointe à 9,87 %, l'écart avec le Bund 10 ans retombant à 0,90 point environ.

De cette amélioration tardive, plusieurs émissions obligataires ont bénéficié pour avoir choisi le bon créneau. Ainsi, les deux emprunts de Finansder, 1,6 milliard de francs à 9,92 % avec garantie de l'Etat, ont bénéficié de l'amélioration de la tendance. En revanche, l'emprunt de la Caisse autonome de refinancement de 1,4 milliard de francs en deux tranches à 9,97 % sur 8 ans et 10,18 % sur 12 ans a été moins bien accueilli (les rendements étant trop tirés). Cela n'a pas été le cas pour celui du Crédit du Nord, 700 millions de francs, qui a offert du 10,35 % réel, 10,60 % avec les ristournes sur commission : un véritable gâteau pour les prêteurs. Dans les émissions la semaine dernière, celle de la SNCF a très bien marché, le Crédit national restant à la traîne (toujours les rendements trop tirés). Une opération originale a été annoncée cette semaine par la Caisse des dépôts, qui a « titrisé » un prêt fait sur mesure au Crédit local de France (un milliard de francs) en offrant au grand public des parts d'un fonds commun de créance d'un montant unitaire de 10 000 francs à l'émission remboursée à 13 000 francs au bout de trois ans.

C'est le premier fonds commun de créance dont les parts sont diffusées chez les particuliers, avec une structure simple et qui leur est adaptée. Destiné aux réseaux bancaires sous les auspices de la Caisse des dépôts du Crédit lyonnais et du CIC, son rendement réel est de 9,14 %, jugé un peu maigre par les professionnels, qui font remarquer que le loyer de l'argent à trois ans dépasse légèrement 10 %.

Relevons enfin que M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, vient de nommer trois nouveaux spécialistes en valeurs du Trésor (SVT). Il s'agit de la Caisse centrale des banques populaires, de la maison de titres japonaise Nomura France et de SG Warburg-Bacot-Allain, qui ont bien mérité de la patrie, pardon... du Trésor, après l'examen de leur comportement sur le marché, notamment aux adjudications dudit Trésor. Ces établissements vont désormais être associés aux heurs et malheurs du marché des emprunts d'Etat, s'apprêtant à souffrir, le cas échéant, pour mieux rebondir par la suite.

F. R.

Le Monde

Le sort des femmes dans les pays islamiques

## Mme Michèle André prend la défense des Algériennes

*« Des femmes lapidées en Irak parce qu'elles ont commis un adultère; d'autres emprisonnées au Pakistan, toujours pour adultère mais aussi pour viol, car l'on considère dans ce pays qu'elles ont dû provoquer les agressions dont en fait elles sont victimes... Je suis profondément inquiète du sort des femmes dans certains pays islamiques et les déclarations récentes d'islamistes en Algérie me font véritablement froid dans le dos »*, a déclaré, jeudi 21 juin, Mme Michèle André, secrétaire d'Etat aux droits des femmes. Familière de l'Algérie, où elle a fait de nombreux séjours avant d'être nommée ministre, Mme André n'a pas été étonnée des derniers événements : *« On assistait depuis quelques années à une recrudescence des mariages forcés, et, ces derniers temps, des jeunes femmes qui osaient se promener les bras nus se faisaient agresser. Dans le courrier que je reçois au ministère, il y a beaucoup d'appels au secours de jeunes femmes algériennes, et j'en connais certaines qui ont fuit leur famille. Cela ne va pas d'ailleurs sans de graves difficultés d'adaptation à la société française. Ces derniers jours, le Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles a reçu de nombreuses demandes d'information de la part de jeunes filles d'origine algérienne pour connaître leurs droits et leurs possibilités d'action si on les obligeait à rentrer en Algérie »* .

**Ch. Ch.**

□ **Vingt-six associations s'inquiètent d'une « atteinte aux droits des femmes » en Algérie.** – La Ligue des droits de l'homme ainsi que vingt-cinq autres associations françaises (de la CFDT, en passant par la Ligue du droit des femmes et le Mouvement français pour le planning familial) se déclarent *« inquiètes pour la situation des femmes en Algérie »* dans un communiqué publié vendredi 22 juin. *« Les courants intégristes proposent, comme seule solution au chômage, de renvoyer les femmes à la maison. (...) Ce serait attenter à la fois aux droits des femmes et à la démocratie. (...) Les privations du monde moderne ne se résoudront pas par des solutions archaïques et par des privations de liberté »*, lit-on dans ce communiqué.

La sixième conférence internationale de San-Francisco

# Les vertus contestées des traitements parallèles du sida

**La sixième conférence internationale sur le sida a été marquée, vendredi 22 juin, par une vive polémique concernant la politique américaine d'expérimentation des substances actives contre le virus de cette épidémie.**

SAN-FRANCISCO

*de notre envoyé spécial*

Peut-être un jour faudra-t-il publier l'intégralité de ce qui s'est dit, vendredi 22 juin, entre Martin Delaney, *le directeur exécutif du* Project Inform, et le docteur Arnold Relman, le directeur du *New England Journal of Medicine*, à propos du « concombre chinois ». N'ayant plus grand-chose à perdre, désespérés de voir qu'aucun traitement réellement efficace contre le sida n'a été mis au point, les malades se détournent fréquemment aux Etats-Unis de la médecine « officielle », se soumettent à des expérimentations sauvages et, consciemment ou non, participent à une remise en cause radicale des fondements de la recherche médicale.

Afin de tenter de coordonner des initiatives aussi incontrôlées que bien souvent dangereuses, se sont crées des associations telles que le Project Inform. A en croire ces associations, de nombreuses molécules actives contre le VIH existent et les autorités américaines ne font rien pour en hâter la commercialisation. *Conscients du fait que* certaines des critiques formulées par ces associations *n'étaient pas sans* fondement, et de toute façon obligés de tenir compte de l'immense impact qu'elles ont sur l'opinion publique, les organisateurs du congrès ont décidé d'autoriser des représentants de ACT UP ou du Project Inform à s'exprimer largement au cours de la conférence.

Sans prendre les plus élémentaires précautions d'usage, Martin Delaney, le directeur du Project Inform, face à quelques milliers de congressistes, les uns médusés, les autres – essentiellement des militants associatifs et des malades – enthousiastes, lança avec fracas quelques chiffres étourdissants sur l'efficacité du composé Q, le fameux concombre chinois (1). Il déclara que huit patients atteints d'une forme sévère de sida avaient reçu, en association à de faibles doses d'AZT, des injections de composé Q et que, selon leur médecin, le docteur Larry Waites de San-Francisco, en deux mois, l'ensemble du bilan biologique et immunologique s'était normalisé. Il précisa par ailleurs que d'autres patients atteints de sida n'avaient pas eu la même chance et que leur taux de lymphocytes T4 avait doublé. Le débat était lancé.

### « Solutions miracles »

*« Vous avez fait preuve d'irresponsabilité en rendant publics de tels résultats*, déclara à l'adresse de Martin Delaney le docteur Relman, directeur du *New England Journal of Medecine. Vous vous servez du désespoir des malades et vous leur faites miroiter des solutions miracles qui n'ont même pas pu être évaluées scientifiquement. Vous devez, dans l'intérêt même des patients, accepter de nous convaincre sur des arguments rationnels et non sur des observations tout ce qu'il y a de plus préliminaires. Autant je suis d'accord pour tenter d'accélérer les processus d'évaluation* des *nouveaux médicaments – mais à condition de le faire sur des bases rationnelles, responsables et critiques, – autant ce que vous nous proposez risque à terme de nous faire revenir au temps de la magie noire »*.

Quelques instants plus tard, dans la salle de conférence de presse du congrès, devant une centaine de journalistes, et alors que la discussion continuait de plus belle, un homme se leva. Pâle, le visage tendu, il s'approcha du micro : *« Je m'appelle Joel Thomas. Je fais partie du Project Inform. Je suis atteint du sida. L'AZT n'a eu sur moi aucune efficacité. J'allais de plus en plus mal jusqu'au jour où j'ai eu la chance de prendre du composé Q. Depuis, j'ai l'impression de revivre. Me condamnez-vous, docteur Relman ? » « Si j'étais à votre place*, répondit le directeur du plus célèbre journal médical du monde, *je ferais sans doute la même chose que vous. Tout le problème est de savoir ce que vous allez faire de cette information. Allez-vous accepter l'idée qu'avant de conclure que le composé Q est efficace contre le sida, il faut auparavant le soumettre à toutes sortes d'évaluations ? »*

Sur ces paroles pleines de bon sens, et qu'on aurait voulu croire définitives, Joel Thomas quitta la salle de conférence suivi par une nuée de caméras et de micros.

**FRANCK NOUCHI**

(1) Le composé Q, breveté sous le nom de GLQ223 par la firme Genelabs Inc. de Redwood City, est une protéine dérivant de racines de Trichosanthes kirilowii capable, semble-t-il, d'inhiber la replication du virus HIV. Il a été utilisé en Chine dans le traitement de certains cancers utérins. Selon les médecins qui l'ont *expérimenté à San-Francisco*, ce produit pourrait provoquer de sévères effets secondaires, neurologiques en particulier.

ZAIRE : nouvelle crise avec Bruxelles

# Kinshasa renvoie les sept cents coopérants belges

Le Zaïre a décidé, vendredi 22 juin, de renvoyer chez eux les sept cents coopérants belges après les sanctions prises par Bruxelles pour protester contre le massacre d'étudiants, en mai, sur le campus de Lubumbashi dans la province du Shaba. Le gouvernement a aussi décidé de fermer trois des quatre consulats de Belgique et de réduire de cinq à deux le nombre hebdomadaire des vols de la compagnie belge Sabena à destination de Kinshasa.

Le Zaïre a renoncé, en outre, à la remise de dettes consentie par Bruxelles en juillet 1989. Le gouvernement belge avait décidé, en mai, de geler ses prêts publics en faveur du Zaïre et de reporter la réunion de la commission mixte belgo-zaïroise. Le maréchal Mobutu, le chef de l'Etat, qui a personnellement annoncé ces mesures, a déclaré qu'il ne voulait *« plus jamais entendre parler »* de cette commission.

Kinshasa et Bruxelles ont ainsi replongé dans une crise dont ils étaient difficilement sortis en juillet dernier. La réconciliation avait été scellée par la signature d'un accord-cadre et la remise de la moitié de la dette publique et commerciale zaïroise à l'égard de la Belgique.

La Belgique *« déplore »* l'attitude du Zaïre, a fait savoir un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Pour sa part, le premier ministre, M. Wilfried Martens, a déclaré : *« Nous avons eu par le passé de longues et difficiles négociations avec le Zaïre, nous sommes prêts à recommencer. » – (AFP.)*

Avant sa rencontre avec le président Bush

# M. Mandela a été accueilli aux Nations unies en « champion de la liberté »

Les Nations unies ont réservé, vendredi 22 juin, un accueil enthousiaste à Nelson Mandela, qualifié par M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, de *« champion de la liberté »*. Le vice-président du Congrès national africain (ANC) a pris la parole devant le comité de l'ONU contre l'apartheid, réuni, pour l'occasion, dans la grande salle de l'assemblée générale. Il a réitéré son appel au maintien des sanctions économiques contre le régime de Pretoria et souhaité que l'ensemble de la communauté internationale continue d'adopter, à cet égard, une attitude ferme face à *« la volonté de certains pays de détruire ce consensus »*.

Le président George Bush, qui doit recevoir, lundi, M. Mandela, *demandera au Congrès de suspendre* ou de modifier les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, dès que les conditions prévues par la loi américaine pour leur levée seront remplies, a indiqué M. Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines. *« Nous sommes très proches de ce moment »*, a-t-il précisé.

Les déclarations de M. Mandela à New-York n'ont pas fait l'unanimité. Dans un entretien à la télévision, il a apporté son soutien au chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, au chef de l'Etat libyen, le colonel Kadhafi, et au président Fidel Castro, rapporte Afsane Bassir Pour, notre correspondante aux Nations unies. *« Ils soutiennent notre lutte, nous soutenons la leur »*, a-t-il dit, *ce qui a provoqué une protestation* du conseil des institutions juives. Toutefois, parlant du *sionisme* au cours d'une conférence de presse, il a *atténué la portée de ces propos : « Si sionisme veut dire le droit d'Israël d'occuper Gaza et la Cisjordanie, je le condamne*, a-t-il déclaré. *Mais si cela veut dire le droit d'Israël d'exister, je le soutiens. »*

□ **Inondations dans le Hunan : plus de 250 morts .** – Deux cent cinquante-quatre personnes ont été tuées et plus de trois mille deux cents blessées, lors des inondations survenues récemment dans la province chinoise méridionale du Hunan. Selon ce nouveau bilan, publié samedi 23 juin par *le Quotidien du Peuple*, près de 200 000 habitations ont été détruites, et 75 000 personnes environ se trouvent sans abri. Le montant des dégâts matériels est estimé à 1,7 milliard de yuans (plus de 2 milliards de francs). Par ailleurs, le *Soir de Canton* a annoncé, vendredi 22 juin, la mort de dix-huit personnes après le passage d'un typhon – le quatrième de l'année – qui a balayé toute la zone côtière de la province de Canton (sud de la Chine).

□ **Taxe autoroutière allemande : la Cour européenne de justice saisie.** – La Commission européenne a décidé vendredi 22 juin de saisir la Cour de justice de la CEE pour obtenir l'annulation de la très controversée taxe autoroutière sur les poids lourds qui doit entrer en vigueur le 1er juillet prochain en RFA. La Commission avait donné jusqu'à vendredi *midi* aux autorités de Bonn pour renoncer à cette taxe, *en raison de ses effets discriminatoires*. Dans une lettre parvenue *à la Commission peu avant* midi, le gouvernement ouest-allemand a *répondu* qu'il la maintenait. Ce projet prévoit d'imposer une taxe de 1 000 à 9 000 marks aux transporteurs désireux d'emprunter les autoroutes en RFA. Les routiers ouest-allemands échapperaient dans les faits à cette taxation puisqu'ils la déduiraient du montant de la taxe à l'essieu qu'ils acquittent déja.

□ **Mort du journaliste Bernard Veillet-Lavallée.** – Bernard Veillet-Lavallée, chef du service « investigation » de *l'Evénement du jeudi*, est mort à l'âge de cinquante-sept ans. Après avoir été pendant seize ans reporter puis chef de service à l'agence Associated Press, Bernard Veillet-Lavallée avait dirigé le service « étranger » de *France-Soir* en 1976, puis celui du *Matin de Paris* en 1977. Après un passage à *VSD*, de 1981 à 1983, et aux *Nouvelles littéraires*, il était entré à *l'Evénement du jeudi* en 1984.

□ ***VOILE* : transat en double.** – Les Français Jean Maurel et Michel Desjoyaux, à bord du trimaran *Elf Aquitaine*, ont remporté, *jeudi 21 juin* à Newport (Rhode-Island), la Transat anglaise en double. Les *deux hommes ont parcouru* les 2 810 milles depuis Plymouth en 10 jours 23 heures 45 minutes. Restés encalminés pendant près de 18 heures à proximité de l'arrivée, ils ont amélioré l'ancien record de l'épreuve établi en 1986 par Loïc Caradec et Olivier Despaigne (13 jours 6 heures 13 minutes), mais ont échoué pour le record de vitesse sur ce parcours détenu depuis 1988 par Philippe Poupon (10 jours 9 heures 15 minutes). Le Canadien Mike Birch et le Français Didier Mondutegny ont pris la deuxième place sur leur trimaran *Fujicolor*, à 4 heures 7 minutes des vainqueurs.

Pour faire disparaître les files d'attente traditionnelles

# De nouvelles dispositions pour s'inscrire dans les universités parisiennes

Les épreuves du baccalauréat se *terminent. Les résultats seront* connus le 4 juillet, les oraux de rat*trapage ayant lieu jusqu'au 6 juil*let. Le président de la République avait été, l'an dernier, *profondé*ment agacé par les files d'attente et les bousculades le jour des inscriptions des nouveaux bacheliers dans les universités parisiennes. Tout a donc été mis en œuvre, cette année, par le rectorat de Paris pour faire disparaitre ces queues traditionnelles.

Tout d'abord grâce à la mise en place, au printemps, d'un système de pré-inscriptions obligatoires par minitel (RAVEL) : 82 % des élèves de classes terminales d'Ile-de-France ont ainsi pu faire connaître les universités où ils souhaitent commencer leurs études.

Ces élèves « ravelisés » devraient donc recevoir, d'ici au *4 juillet, soit par courrier, soit par* minitel pour les universités infor*matisées (Paris-I, Paris-II, Paris-III* et Paris-VI), un rendez-vous d'ins*cription précis et personnel entre* le 4 et le 9 juillet. Inutile par conséquent, souligne le *rectorat, de se* précipiter le 4 juillet au matin aux *portes des universités*.

Et pour faciliter l'information aux nouveaux bacheliers, le rectorat ouvrira à partir du 4 juillet des *services de renseignements télé*phoniques par grands secteurs : *pour les lettres et sciences* humaines, le 40 51 74 00, pour les sciences, *40 51 02 51, pour* le droit et les sciences humaines, le 40 51 02 51, enfin pour les langues, *le 40* 51 07 00.

D'autre part, les pré-inscriptions par RAVEL font apparaître des demandes trop nombreuses dans quelques disciplines (culture et communication, psychologie ou langues étrangères appliquées en anglais et espagnol) et les universités sont chargées d'aiguiller ces candidats vers des filières comme les lettres modernes, pouvant conduire aux mêmes cursus. Quant aux universités du centre de Paris, toujours très demandées, elles appliqueront une *« sectorisation douce »* : les candidats en sur*nombre seront répartis dans* les universités de la périphérie en *fonction de leur domicile* et des facilités de transport.

*Reste* l'inconnue des *18 %* d'élèves qui ne se sont pas pré-inscrits par RAVEL. Le rectorat assure qu'ils pourront néanmoins s'inscrire à l'université. Mais ils devront attendre le 10 juillet au plus tôt pour le faire.

## Décès d'Alphonse Dupront premier président de l'université Paris-IV

Alphonse Dupront, professeur d'histoire, qui présida l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV) depuis sa création en 1971 jusqu'en 1976, est *mort le 16 juin (le Monde* du 23 juin).

[Né le 26 décembre 1905 à Condom (Gers), M. Dupront a été élève de l'école normale supérieure de *1925 à 1929*, et membre de l'Ecole française de Rome de 1930 à 1932. *Licencié de philosophie et d'histoire*, il a été reçu à l'agrégation d'histoire et de géographie en 1929. Il a obtenu le doctorat ès lettres en 1956, pour sa thèse sur Le mythe de croisade, essai de sociologie religieuse. Directeur de la Mission universitaire et de l'Institut français des hautes études en Roumanie (1932-1940), M. Dupront a été chargé d'enseignement, puis maître de conférences à la faculté des lettres de Montpellier de 1945 à 1956. Nommé professeur titulaire à la Sorbonne en 1958, il présida en 1970 l'assemblée constitutive de l'université Paris-IV, qui prépara la fondation de cette université, dont il devint le premier président l'année suivante.]



L'ESSENTIEL



*La télématique du Monde :*
3615 LEMONDE
3615 LM

**Le numéro du « Monde » daté 23 juin 1990 a été tiré à 531 104 exemplaires.**